

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1972-1973.

8 MAI 1973.

**Projet de loi
sur la conservation de la nature.**

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ENVIRONNEMENT (1)
PAR M. **DE SERANNO**.

SOMMAIRE.

	Page
I. Considérations liminaires	2
II. Exposé du Ministre de l'Agriculture	7
III. Discussion générale	12
IV. Discussion des articles	16
— Texte adopté par la Commission	43

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Mesotten, président; Aerts, Bury, Cristel, Cugnon, Mme De Backer-Van Ocken, MM. Demuyter, Deschamps, du Monceau de Bergendal, Elaut, Lahaye, Mmes Lassance-Hermant, Nauwelaers-Thues, MM. Paque, Snyers d'Attenhoven, Stassart, Strivay, Van der Aa, Vanderborght, Van In, Vannieuwenhuyze et De Seranno, rapporteur.

R. A 9025

Voir :

Document du Sénat :

262 (Session de 1971-1972) : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1972-1973.

8 MEI 1973.

**Ontwerp van wet
op het natuurbewoud.**

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR
HET LEEFMILIEU (1) UITGEBRACHT
DOOR DE H. **DE SERANNO**.

INHOUDSTAFEL.

	Blz.
I. Inleidende beschouwingen	2
II. Uiteenzetting van de Minister van Landbouw	7
III. Algemene bespreking	12
IV. Artikelsgewijze bespreking	16
— Tekst aangenomen door de Commissie	43

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Mesotten, voorzitter; Aerts, Bury, Cristel, Cugnon, Mevr. De Backer-van Ocken, de hh. Demuyter, Deschamps, du Monceau de Bergendal, Elaut, Lahaye, Mevr. Lassance-Hermant, Nauwelaers-Thues, de hh. Paque, Snyers d'Attenhoven, Stassart, Strivay, Van der Aa, Vanderborght, Van In, Vannieuwenhuyze en De Seranno, verslaggever.

R. A 9025

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

262 (Zitting 1971-1972) : Ontwerp van wet.

I. Considérations liminaires.

« L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présente et futures. »

Tel était le début de la déclaration solennelle de principe approuvée par la Conférence de l'Environnement de l'O.N.U. qui s'est tenue à Stockholm en juin 1972 et à laquelle participèrent 110 pays.

Cette déclaration contient notamment les passages suivants :

« Les ressources naturelles du globe, y compris l'air, l'eau, la terre, la flore et la faune, et particulièrement les échantillons représentatifs des écosystèmes naturels, doivent être préservées dans l'intérêt des générations présente et à venir par une planification ou une gestion attentive selon que de besoin.

» L'homme a une responsabilité particulière dans la sauvegarde et la sage gestion du patrimoine constitué par la flore et la faune sauvages et leur habitat, qui sont aujourd'hui gravement menacés par un concours de facteurs défavorables.

» La conservation de la nature, et notamment de la flore et de la faune sauvages, doit donc tenir une place importante dans la planification pour le développement économique. »

Au cours de sa longue évolution, l'homme a acquis la possibilité de modifier et de transformer son milieu, dans un sens favorable ou non. Ces interventions ont parfois eu pour effet d'enrichir notre environnement, mais souvent aussi de le dégrader et de l'uniformiser. Après avoir agi toujours plus profondément sur la nature, le monde industrialisé s'est aperçu un peu tardivement que la nature vivante remplit des fonctions irremplaçables à bien des égards : nourriture, habitat, vêtement, boisson, santé publique, remèdes, énergie, oxygène, protection contre les calamités, détente, sciences, culture et enseignement.

C'est surtout depuis un siècle que l'homme a influencé le milieu par des moyens techniques et chimiques tellement puissants que la pollution et la dégradation de la nature ont fini par poser des problèmes.

Heureusement l'opinion publique se rend de mieux en mieux compte que la qualité de la vie matérielle de l'homme est fonction non seulement d'une alimentation et d'un habitat convenables, mais aussi d'une utilisation et d'une gestion judicieuses du sol, de l'air, de l'eau, des ressources et du milieu naturels.

♦♦

Par « milieu » nous entendons ici l'ensemble des agents physiques, et notamment des facteurs tels que le climat et le sol, qui déterminent les conditions de vie de la flore et de la faune. La science bio-écologique s'efforce d'établir les

I. Inleidende beschouwingen.

« De mens heeft een fundamenteel recht op vrijheid, gelijkheid en behoorlijke levensomstandigheden in een leefmilieu waarvan de hoedanigheid hem in staat stelt te leven in waardigheid en welzijn. Hij heeft de heilige plicht het leefmilieu te beschermen en te verbeteren voor de huidige en toekomstige generaties. »

Aldus de aanhef van de plechtige principeverklaring goedgekeurd op de U.N.O.-Milieuconferentie in juni 1972 te Stockholm; conferentie waaraan door 110 landen werd deelgenomen.

In deze principeverklaring wordt verder nog gezegd :

« De natuurlijke hulpbronnen van de aardbol, met inbegrip van de lucht, het water, de aarde, de flora en de fauna, en in het bijzonder van de representatieve stalen van de natuurlijke ecologische systemen, moeten worden gevrijwaard in het belang van de huidige en toekomstige generaties door zorgvuldig plannen of beheren, al naar behoefte.

» De mens heeft een bijzondere verantwoordelijkheid in het vrijwaren en het wijs beheer van het patrimonium dat wordt gevormd door de wilde flora en fauna en hun groeien verblijfplaats, die thans ernstig worden bedreigd door een samenloop van ongunstige factoren.

» Het behoud van de natuur, met name van de wilde flora en fauna, moet dus een belangrijke plaats bekleden in de planning voor de economische ontwikkeling. »

In zijn lange evolutie is het de mens mogelijk geworden zijn levensmilieu om te buigen of om te vormen in goede of in slechte zin. Soms leidden deze ingrepen tot verrijking, dikwijls tot degradatie en nivellering van onze leefwereld. Bij de steeds grotere ingrepen op de natuur heeft de geïndustrialiseerde wereld laattijdig ingezien dat de levende natuur onvervangbare functies vervult : voeding, huisvesting, kleding, dranken, volksgezondheid, geneesmiddelen, energie, zuurstof, beveiliging tegen rampen, recreatie, wetenschappen, cultuur en onderwijs.

Voorals tijdens de laatste eeuw heeft de mens met zulke ingrijpende technische en chemische middelen het milieu beïnvloed dat problemen van vervuiling en ontreding ontstaan.

Gelukkig is de openbare opinie er zich steeds sterker van bewust dat de kwaliteit van het menselijk materieel bestaan niet alleen van een behoorlijke voeding en huisvesting afhankelijk is, maar ook van een oordeelkundig gebruik en beheer van de bodem, de lucht, het water, de hulpbronnen en het natuurlijk milieu.

♦♦

Door « milieu » bedoelen wij hier het geheel van alle fysische omstandigheden zoals klimaat- en bodemfactoren die de levensvoorwaarden vormen voor flora en fauna. De bio-ecologie, als wetenschap, tracht de samenhang te

relations existant entre les communautés biologiques et les éléments abiotiques du milieu, tels que l'atmosphère, l'eau et le sol. L'ensemble fonctionnel constitué par les plantes et animaux et les conditions physiques s'appelle un « écosystème ». L'homme est intégré à ces écosystèmes, mais il a ceci de particulier que s'il en est un facteur et un objet, il agit aussi sur eux en tant que sujet. Il détient les moyens de régler, de renforcer ou d'affaiblir, voire d'anéantir, ces écosystèmes. L'humanité risque de plus en plus, en poursuivant des avantages à courte vue, de ruiner des écosystèmes dont, à long terme, son existence même est tributaire.

Actuellement, on connaît l'existence de plus d'un quart de million d'espèces végétales supérieures et d'un million d'espèces animales.

Les espèces végétales qu'on trouve aujourd'hui en Europe y sont sans doute depuis des millions d'années. Mais les combinaisons dans lesquelles elles apparaissent comme « communautés biologiques » se sont constamment modifiées, notamment sous l'influence de changements climatiques. Ces communautés sont le produit d'une longue évolution et d'une lente modification du milieu.

Toute association d'espèces végétales et animales diverses réalisant un certain équilibre dans un biotope déterminé est désignée par le terme générique de « biocénose ».

Il y a interaction permanente entre éléments organiques et physiques du milieu.

Ainsi, *le sol* ne constitue pas seulement un facteur important de l'environnement, mais il est lui-même influencé par le climat, la flore et la faune, le relief, l'eau, l'écoulement du temps... et l'homme. Le facteur « sol » est la somme de divers facteurs partiels comme les composants minéraux, l'humidité, le degré d'acidité, la perméabilité, la structure du sol, etc.

Une gestion du sol fondée sur les critères économiques en application jusqu'à ce jour provoque souvent l'érosion et la destruction du sol, dans notre pays comme ailleurs.

Dans les zones limoneuses vallonnées, l'érosion due à l'action de l'eau affecte certains composants minéraux. Dans les régions sablonneuses de Flandre, il y a risque d'érosion éolienne pour les terres labourables. Les impératifs de la mécanisation obligent à agrandir les parcelles, à la suite de quoi des écrans d'espèces ligneuses qui servaient précédemment à les délimiter sont considérés comme étant désormais superflus et supprimés d'une manière irréfléchie. Il s'ensuit que des couches de terres, épaisses parfois de plusieurs centimètres, peuvent être emportées par le vent.

Ailleurs, la mécanisation et une mauvaise exploitation du sol provoquent une dégradation structurale. C'est pour cette raison que l'on trouve des milliers d'hectares peu productifs de « blekgonden » dans les polders et de « sol de glaçade » en région limoneuse.

Ailleurs encore, l'emploi de certains biocides peut nuire au pouvoir de rétention de l'eau des terres cultivables (dessèchement physico-chimique de la couche arable).

bestuderen tussen de levensgemeenschappen en de abiotische elementen van het milieu, zoals atmosfeer, water en bodem. Het functioneel geheel van planten en dieren met de fysische omstandigheden, wordt aangeduid met het begrip « ecosysteem ». De mens is een factor in deze ecosystemen. Kenschetsend voor de mens is evenwel dat hij van deze systemen niet alleen een factor is en een voorwerp, maar tevens ook een onderwerp. Hij is in staat deze ecosystemen te reguleren, te versterken of te verzwakken, ja zelfs te vernietigen. Het gevaar wordt dreigend dat de mensheid omwille van voordelen op korte termijn schade toebrengt aan ecosystemen waarvan haar bestaan op lange termijn afhangt.

Thans zijn er op de wereld ruim een kwart miljoen hogere plantensoorten en een miljoen diersoorten gekend.

De plantensoorten die in Europa voorkomen zijn wellicht miljoenen jaren oud. De combinaties waarin zij als zgn. « leefgemeenschappen » voorkomen, hebben zich echter, o.m. ingevolge klimaatveranderingen, voortdurend gewijzigd. Deze leefgemeenschappen zijn het resultaat van een langdurige ontwikkeling en milieuwijziging.

Iedere samenleving van diverse planten- en diersoorten die in een zeker evenwicht verkeert in een bepaald levensmilieu (biotoop) wordt aangeduid met de algemene term « biocenose ».

Er is een voortdurende wisselwerking tussen de organische en de fysische elementen van het milieu.

Zo is *de bodem* niet enkel een belangrijke milieufactor maar is zelf een functie van het klimaat, van de flora en fauna, het reliëf, het water, de tijd, en... de mens. De milieufactor « bodem » bevat diverse deelfactoren zoals minerale bestanddelen, vochtigheid, zuurtegraad, doorlatendheid, bodemstructuur, enz.

Bodembeheer, gebaseerd op de tot nog toe geldende economische maatstaven leidt, ook in ons land, dikwijls tot bodemerosie en bodemvernietiging.

In de golvende leemstreken ontstaat door watererosie afspoeling van minerale bestanddelen. In de Vlaamse zandstreken ontstaat op de akkergronden gevaar voor winderosie. De imperatieven van de mechanisatie leiden tot kavelvergroting waarbij houtschermen, voorheen functionele kavelafpalingen, overbodig worden geacht en zonder verder nadenken, verwijderd. Het gevolg is dat soms centimeterdikke lagen grond kunnen wegwaaien.

Elders weer hebben mechanisering en ontijdige grondwerking structuurverval tot gevolg. Zo ontstonden duizenden hectaren minder produktieve « blekgonden » in de polders en « sol de glaçade » op de leembodems.

Nog elders kan door gebruik van sommige biociden schade worden berokkend aan het waterbergend vermogen van de teelgrond (physico-chemische verdroging van de bouwlaag).

Un élément particulièrement inquiétant pour notre pays est la manière dont, chaque année, plusieurs milliers d'hectares de terres vivantes sont recouverts de matériaux inorganiques pour servir à la construction de routes ou à la création de zones industrielles; il en est de même pour les atteintes profondes portées à la surface du sol, notamment en vue de l'extraction de sable, de gravier ou d'argile.

L'humanité, à qui incombe l'obligation de gérer et d'entretenir le sol, héritage de la nature, ne s'est certes pas toujours comportée en communauté civilisée soucieuse du bien des générations à venir.

En ce qui concerne le *régime des eaux*, l'homme a mis au point des techniques adéquates d'aménagement de la nature, comme la constitution de réserves d'eau, l'irrigation et le drainage.

A cet égard, il convient de mentionner la création de polders au moyen âge et la construction d'un réseau de canaux en Campine vers le milieu du siècle dernier. On a pu ainsi relever le niveau des eaux souterraines dans cette région grâce à des réserves provenant du bassin de la Meuse, ce qui donna plus de diversité à l'environnement.

Actuellement toutefois, la pollution des eaux souterraines constitue une menace toujours plus grave pour la vie biologique.

Des dégâts importants sont également causés par la salinisation des eaux souterraines le long de la côte et dans les zones sises en bordure des canaux communiquant directement avec la mer.

Ailleurs, les eaux souterraines sont souillées par des dépôts d'immondices, par les précipitations à proximité des industries, par les détergents et pesticides, par les sels d'épandage routier et les engrais.

On notera au passage que la pollution des eaux souterraines de la région horticole gantoise pourrait atteindre des limites dangereuses. Et dans les zones où existent des bois de conifères, la valeur biologique de l'eau se trouve fortement diminuée par les plantations effectuées le long des cours d'eau.

A d'autres endroits des régions sablonneuses, on a établi des points de captation d'eau. Les modifications de la nappe d'eau souterraine qui en résultent provoquent à leur tour d'importants changements dans les biotopes et les écosystèmes des régions sablonneuses. Les excavations profondes nécessitées par la construction de canaux et autres voies de communication entraînent des changements analogues.

L'homme devant la faune et la flore.

Dans notre pays à population très dense, les associations naturelles ont souvent été détruites dans le passé pour faire place à un milieu botanique et animal influencé par l'activité humaine et qualifié de « paysage cultivé ».

Il faut cependant rappeler aussi les grands déboisements qui ont eu lieu chez nous depuis le début de notre ère. De plus, lors des reboisements effectués depuis un siècle, on a visé uniquement au rendement financier immédiat en réalisant des peuplements homogènes.

Bijzonder zorgwekkend is de wijze waarop in ons land jaarlijks een paar duizend hectaren levende bodemoppervlakte wordt afgedekt met anorganische materialen ten behoeve van wegenbouw en industriezones; of waarbij zware ingrepen gebeuren aan het grondoppervlak zoals bij zandgrind- en kleiwinningen.

De mensheid, die de verplichting draagt de bodem, erfenis van de natuur, te beheren en in stand te houden, heeft zich zeker niet altijd gedragen als een cultuurgemeenschap die bekommerd is voor de komende generaties.

In de *waterhuishouding* heeft de mens, ten behoeve van het natuurbeheer, adequate technieken ontwikkeld, als waterconservering, irrigatie en drainage.

Vermeldenswaard zijn in dit verband de inpolderingen tijdens de Middeleeuwen en de bouw van het Kempisch kanalenstelsel in het midden van vorige eeuw. Hierdoor kon het grondwaterpeil in de Kempen opgetrokken met waterreserves uit het Maasbekken, zodat een meer gevarieerd milieu kon ontstaan.

Thans echter vormt de verontreiniging van het grondwater een steeds grotere bedreiging voor het biologisch leven.

Belangrijke schade wordt ook veroorzaakt door de verzilting van het grondwater langs de kust en in de zones gelegen langs de kanalen in directe verbinding met de zee.

Elders wordt het grondwater besmet door vuilnisbelten, door het neerslagwater in de omgeving van industrieën, door detergents en bestrijdingsmiddelen, strooizouten en meststoffen.

Terloops kan vermeld dat de verontreiniging van het grondwater in de Gentse tuinbouwgebieden gevaarlijke grenzen zou kunnen bereiken. En in gebieden met naaldboutbossen wordt de biologische waarde van het water sterk verminderd door aanplantingen langs de waterlopen.

Op andere plaatsen in de zandstreken worden winplaatsen voor watervoorziening gevestigd. De wijzigingen aan de grondwatertafel, die hieruit voortvloeien, veroorzaken in de zandstreken belangrijke veranderingen aan biotopen en ecosystemen. Ook diepe doorgravingen bij aanleg van kanalen en verkeerswegen hebben deze veranderingen tot gevolg.

De mens tegenover fauna en flora.

De natuurlijke associaties werden in ons dicht bevolkt land in het verleden dikwijls vernield en vervangen door een door de mens beïnvloed botanisch en faunistisch landschap, betiteld « kultuurlandschap ».

Zo moet gewezen worden op de grote ontbossingen die sinds onze tijdrekening in ons land hebben plaatsgehad. Anderzijds werd bij de bebossingen tijdens de laatste eeuw uitgevoerd, dikwijls gestreefd naar direct financieel rendement met homogene bestanden.

Néanmoins, on peut dire que la présence de l'homme peut aussi être bénéfique pour la faune et la flore. A ce propos, rappelons l'importation de nombreuses plantes de culture et autres en provenance du Proche-Orient et d'ailleurs.

Exception faite de la période de révolution technique qui dure depuis un siècle, l'homme a, dans l'ensemble, enrichi notre environnement par l'apport d'espèces nouvelles, ce qui a donné plus de variété à celui-ci.

C'est ainsi que notre horticulture, qui a souvent servi d'exemple à l'étranger, conserve dans ses pépinières d'importantes collections du patrimoine génétique, lesquelles peuvent être utilisées pour de nouveaux croisements ou pour la multiplication végétative et présentent un très grand intérêt pour les botanistes.

Dans l'organisation et l'aménagement des zones rurales, il faudra à l'avenir veiller davantage à ce que toute action s'inspire de considérations écologiques, et notamment être attentif à la nécessité de faire de ces zones un milieu habitable pour l'homme lui-même, à qui il incombe d'assurer la stabilité de l'écosystème.

Lorsqu'il s'agira de prendre des mesures dans l'espace rural, on ne pourra se borner à des préoccupations d'ordre esthétique, mais il faudra d'abord tenir compte des lois écologiques et des attitudes à adopter par l'homme, qui doit vivre avec la nature.



Ceci vaut surtout pour les *parcs naturels*, dont les éléments constitutifs (eau, forêt, terres de culture, routes, réserves, etc.) doivent continuer à remplir leur fonction normale. Pour leur assurer quelque efficacité, il sera nécessaire de les organiser de telle manière qu'ils englobent des zones assez étendues pour garantir une différenciation de l'environnement et une diversité fonctionnelle.

Cela signifie qu'il faudra y prendre les mesures requises pour valoriser les différences du relief, du régime des eaux et du profil du sol. Il s'agira de prévoir aussi bien des systèmes et réserves plus stables, non axés sur la production, que des écosystèmes productifs (agriculture, horticulture et sylviculture).

Cela signifie également que des activités humaines devront évidemment s'y exercer et qu'il aura interaction entre les facteurs naturels du milieu et l'utilisation du sol. Il faudra qu'en tant qu'éléments indispensables du parc naturel, l'agriculture et la sylviculture puissent être pratiquées d'après des méthodes d'exploitation appropriées. Ceci implique que l'aménagement du territoire devra être réadapté en conséquence, faute de quoi ces parcs naturels subiront un déclin progressif, à moins qu'ils ne nécessitent un entretien extrêmement onéreux. Le souci de stabilité n'a donc en l'occurrence rien de commun avec une volonté de maintenir une situation statique.

La superficie relativement limitée des *forêts* que notre pays possède encore et les nombreuses fonctions que peut remplir la forêt, nous imposent une politique forestière répondant aux besoins et objectifs nouveaux.

Toch mag gezegd dat de menselijke aanwezigheid ook verrijkend kan zijn voor onze fauna en flora. Hierbij verwijzen wij naar de invoer van vele cultuurgewassen en kruiden uit het Midden-Oosten en elders.

Behalve tijdens de technische revolutie van de laatste eeuw, heeft de mens ons landschap gemiddeld rijker aan soorten en meer varieerd gemaakt.

Zo bewaart onze tuinbouw, die meestal richtinggevend was voor het buitendand, in zijn kwekerijen grote collecties van het genetisch patrimonium; collecties die bruikbaar zijn voor nieuwe kruisingen, vegetatieve vermeningvuldiging en waardevol zijn voor de plantenwetenschap.

Bij de ordening en inrichting van landelijke gebieden zal er in de toekomst meer aandacht moeten aan besteed worden dat zulks geschiedt op ecologische grondslag; waarbij deze gebieden ook een leefbaar milieu moeten vormen voor de mens als instandhouder van de stabiliteit van het ecosysteem.

Bij het nemen van maatregelen in de landelijke ruimte zal de aandacht niet mogen beperkt worden tot esthetische aspecten, doch in eerste plaats moeten rekening worden gehouden met de ecologische wetten en de te verwachten gedragingen van de mens die met de natuur moet leven.



Dit geldt vooral voor de *natuurparken* waarin de samenstellende onderdelen van water, bos, cultuurgrond, wegen, reservaten, enz. hun normale functie moeten blijven vervullen. Om enige betekenis te hebben zullen deze natuurgebieden vrij grote zones moeten omvatten waarbij milieudifferentiatie en functionele veelzijdigheid gewaarborgd worden.

Dit betekent dat hier de nodige maatregelen worden getroffen om verschillen in reliëf, waterhuishouding en bodemprofielen te beklemtonen. Er zullen zowel stabielere ecosystemen die niet op productie gericht zijn (reservaten) als productieve ecosystemen (land-, tuin- en bosbouw) in voorkomen.

Dit betekent ook dat de menselijke activiteit er vanzelfsprekend is, en er een wisselwerking zal plaats hebben tussen de natuurlijke milieufactoren en het bodemgebruik. Als onmisbare componenten van het natuurpark moeten land- en bosbouw kunnen bedreven worden volgens aangepaste bedrijfsmethoden. Dit houdt in dat de landinrichting daaraan zal moeten aangepast worden. Gebeurt zulks niet, dan zullen die natuurgebieden geleidelijk verdwijnen of zullen zij een uitermate kostbaar onderhoud vergen. Het streven naar stabiliteit houdt hier dus geen streven in naar een statische toestand.

Het relatief beperkt *bosareaal* waarover ons land nog beschikt en de vele functies die door het bos kunnen vervuld worden, dwingen tot een bosbeleid dat beantwoordt aan de nieuwe behoeften en inzichten.

On ne pourra être moins attentif au rôle économique qui, à l'avenir encore, lui sera dévolu. Mais il faudra aussi revaloriser ses autres fonctions : loisirs, effet psychologique, élément constitutif du paysage, etc. De plus, ses fonctions écologiques devront être précisées. Ainsi donc, le rendement proprement économique des bois homogènes est supérieur à celui des forêts feuillues pluriformes plus anciennes. Ces dernières ont cependant une stabilité interne beaucoup plus grande et leur valeur écologique est bien supérieure.

Si l'on s'oriente vers ce que l'on appelle parfois une « sylviculture sociale », il faut nécessairement s'efforcer de combiner judicieusement les diverses fonctions que doit remplir la forêt dans notre pays. Toutefois, quelle que soit la fonction à laquelle on confère la priorité, l'intervention humaine devra viser, dans les zones forestières comme ailleurs, à assurer la stabilité bio-écologique.

D'autre part, il est souhaitable d'ériger, du moins en partie, certains bois en réserves forestières à l'intention de la recherche scientifique, de la sélection et de l'enseignement. A l'intérieur de ces réserves, les bois naturels ou anthropogènes doivent pouvoir se développer sans entraves.



Les *réserves naturelles* permettront de procéder à des études écologiques approfondies ayant pour objet de déterminer la valeur des zones environnantes. En outre, on pourra y recourir pour disposer d'écotypes végétaux et animaux en vue d'une amélioration génétique des espèces de culture. Ces réserves ont donc un rôle important à remplir en tant que réserves de gènes.

Normalement, elles seront gérées de manière à stabiliser ou à accroître la diversité de la faune et de la flore que l'on y trouve. Il va de soi qu'à cet égard, il ne suffira pas d'éliminer les influences externes.

C'est en fait l'agriculture séculaire, qui ne connaissait ni mécanisation ni emploi de produits chimiques, qui a donné leur aspect à un grand nombre des zones que nous voulons présentement conserver comme réserves naturelles (pâturages, défrichements, marécages asséchés, brûlages, coupes et plantations). Souvent la gestion d'une réserve ne consistera en grande partie qu'à perpétuer dans l'agriculture les usages de temps révolus.

Conclusion :

Dans leur existence, tous les êtres vivants sont tributaires de leur environnement, mais seul l'homme a le pouvoir de le modifier fondamentalement.

Un fait sur lequel on attire de plus en plus l'attention, est que le déséquilibre entre la capacité de résorption du milieu biologique et la quantité des déchets chimiques et biologiques qui sont déversés excède des limites critiques pour l'humanité.

Er zal onverminderd aandacht moeten besteed worden aan de economische opdracht die het bos ook in de toekomst zal te vervullen hebben. Echter zullen de andere functies moeten geherwaardeed worden : recreatie, psychologische rol, landschapsvorming, enz. Daarenboven moeten zijn ecologische functies nauwkeurig worden gedefinieerd. Zo is de direct economische productie van uniforme bossen hoger dan deze van oudere pluriforme loofbossen. Laatstgenoemde bestanden zijn echter inwendig veel stabiel en hebben ecologisch een veel hogere waarde.

De oriëntering naar wat wel eens genoemd wordt een « sociale bosbouw » houdt in dat gestreefd moet worden naar een oordeelkundige combinatie van de verschillende functies die het bos in ons land te vervullen heeft. Maar om het even op welke functie een accent gelegd wordt, het menselijk ingrijpen moet ook in de boszones gericht zijn op de bioecologische stabiliteit.

Ten behoeve van het wetenschappelijk onderzoek, de selectie en het onderwijs is het anderzijds aangewezen bepaalde bossen of gedeelten ervan in te richten als bosreservaten. Binnen deze reservaten moeten het natuurbos of het antropogeen bos zich ongehinderd kunnen ontwikkelen.



Natuurreservaten kunnen de mogelijkheid bieden tot grondige ecologische studies voor de waardebeoordeling van omliggende zones. Bovendien kunnen uit deze reservaten ecotypen van planten en dieren geput worden voor genetische verbetering van de cultuursorten. Zij vervullen aldus een belangrijke rol als genenreserves.

In reservaten zal het beheer er in de regel op gericht zijn de bestaande ruimtelijke variatie van fauna en flora te stabiliseren of te vergroten. Dat het daarbij niet zal volstaan alleen maar externe invloeden te weren is duidelijk.

De niet-gemechaniseerde en niet-gechemicaliseerde landbouw van eeuwen geleden heeft in feite vele van de natuurgebieden gevormd die wij nu als reservaten trachten te bewaren (beweiding, afplaggen, uitbaggeren van moer, branden, kappen, planten). Dikwijls zal reservaatbeheer er voor een belangrijk deel in bestaan de verouderde landbouwmethoden verder te zetten.

Besluit :

De levende wezens zijn in hun bestaan afhankelijk van het milieu, maar enkel het menselijk wezen is b.; machte zijn leefmilieu grondig te wijzigen.

Steeds sterker wordt benadrukt dat het onevenwicht tussen het opsloringsvermogen van het biologisch milieu en de hoeveelheid geloosde chemische en biologische stoffen voor de mensheid kritische grenzen overschrijdt.

En étudiant la faune et la flore, nous sommes sans doute frappés de constater qu'un certain nombre d'espèces doivent céder le pas à d'autres dans la lutte pour l'existence. Mais il importe tout autant de constater qu'un plus grand nombre encore d'espèces végétales et animales doivent précisément leur survie à leur interaction et forment ainsi des communautés. N'y a-t-il pas là une indication pour l'homme qu'il doit réapprendre à vivre en solidarité avec son environnement naturel ?

Voici près de quatre siècles que l'écrivain et philosophe anglais Francis Bacon nous donna les maximes « knowledge itself is power » (savoir, c'est pouvoir) et « non nisi parendo vincitur natura » (on ne triomphe de la nature qu'en lui obéissant). Les chercheurs scientifiques ont plus que jamais pour mission de nous aider à découvrir les lois de la nature.

II. Exposé du Ministre de l'Agriculture.

Le présent projet avait été soumis au Conseil d'Etat dès janvier 1971, mais son examen a été retardé par de nombreux projets urgents, tant économiques que communautaires, pour lesquels la priorité était demandée.

L'année 1970 fut proclamée « Année européenne de la Conservation de la Nature » par le Conseil de l'Europe.

Grâce à l'action énergique, persévérante et fructueuse du Comité belge, dont le Prince Albert assumait la présidence d'honneur, la population belge fut rendue attentive à ce problème et à d'autres encore, que l'on groupe aujourd'hui sous la rubrique de l'« environnement ».

Depuis le siècle dernier, l'environnement a subi des dommages considérables dus à notre civilisation industrielle.

L'industrie, l'urbanisation et le développement du réseau des communications ont causé une pollution généralisée des eaux et de l'atmosphère.

Depuis l'époque romaine, la population avait vécu à la campagne; l'exploitation du sol se faisait manuellement et, peu à peu, on y utilisait également des bêtes de trait.

Le développement de l'habitat, la nécessité de disposer de bateaux plus puissants pour traverser les océans et l'augmentation constante de la population ainsi que le besoin consécutif de disposer de terres cultivables plus étendues pour en assurer la subsistance nécessitèrent des déboisements, d'où résulta un affaiblissement de l'action protectrice des forêts sur les sols et de leur fonction régulatrice du climat et des eaux.

Il convient de souligner qu'au moyen âge, les neuf dixièmes de l'Allemagne et du nord de la France étaient boisés, alors que cette proportion est actuellement inférieure à un tiers et que, pour la Belgique, elle atteint un cinquième seulement.

Bij de studie van fauna en flora worden wij wellicht getroffen door de vaststelling dat een aantal soorten worden verdrongen door andere organismen in hun strijd om het bestaan. Maar even belangrijk is de vaststelling dat nog meer planten- en diersoorten juist hun behoud danken aan hun onderlinge wisselwerking en aldus samenlevingen vormen. Het kan voor de mens een aanwijzing zijn dat hij opnieuw in solidariteit moet leren samen leven met zijn natuurlijke omgeving.

Bijna vier eeuwen geleden gaf de Engelse letterkundige en filosoof Francis Bacon ons als advies « knowledge itself is power » (kennis is macht) en « non nisi parendo vincitur natura » (de natuur wordt beheerst door haar te gehoorzamen). Meer dan ooit blijft het een opdracht voor de wetenschappelijke onderzoekers om de wetten van de natuur te helpen onderkennen.

II. Uiteenzetting van de Minister van Landbouw.

Dit ontwerp werd in januari 1971 bij de Raad van State neergelegd; het onderzoek ervan is vertraagd geweest door tal van dringende zowel economische als communautaire ontwerpen waarvoor een prioritair onderzoek gevraagd werd.

Het jaar 1970 werd door de Raad van Europa als Europees Jaar van de Natuurbescherming betiteld.

Dank zij de ijverige, volhardende en vruchtbare werking van het Belgisch Comité, waarvan Prins Albert het erevoorzitterschap waarnam, werd de Belgische bevolking vatbaar gemaakt voor dit en andere problemen die thans gegroepeerd worden onder het begrip « leefmilieu ».

Onze industriële beschaving heeft, sedert vorige eeuw, aanzienlijke schade berokkend aan het milieu.

Industrie, urbanisatie en ontwikkeling van het verkeersnet waren oorzaak van een algemene water- en luchtverontreiniging.

Sedert het Romeins tijdperk leefde de bevolking te lande; de grond werd uitgebaat met de hand en stilaan werden hier ook trekdieren bij betrokken.

De verruiming van de woongelegenheden, de noodzakelijkheid over sterkere boten te beschikken om de oceanen te doorklieven en de steeds stijgende bevolkingsaan groei met de daaruit voortvloeiende grotere behoefte aan akkerbouw om die bevolking te voeden, lagen aan de basis van een ontbossing en de hieruit voortvloeiende vermindering van de beschermende aktie van het bos op de grond en van zijn regelende werking inzake klimaat en waterhuishouding.

Er dient te worden onderstreept dat in de Middeleeuwen de 9/10 van Noord-Frankrijk en Duitsland bebost waren, terwijl die verhouding thans lager ligt dan 1/3 en voor België slechts 1/5 bedraagt.

L'agriculture elle-même a beaucoup évolué. Si, initialement, les champs en jachère étaient à la base de la production alimentaire, l'élevage a permis de fumer ces terres et ainsi de mettre fin aux déboisements résultant de la nécessité de trouver des sols non épuisés. Peu à peu, les engrais artificiels apparurent sur le marché, tandis qu'une meilleure connaissance des plantes, de leurs parasites et de leurs maladies incitait l'homme à rechercher les meilleurs moyens de production. Aujourd'hui, grâce à la gamme complète d'engrais, herbicides, insecticides et fongicides dont on dispose, il est possible d'obtenir des rendements unitaires auxquels on n'aurait pas osé songer il y a quelques années encore : certaines parcelles expérimentales de blé d'hiver, à Gembloux, ont un rendement de 8.000 kilos par hectare, alors qu'il y a vingt ans, on atteignait à peine 3.500 kilos. L'emploi de tous ces produits a parfois pour conséquence de polluer les eaux courantes. A certains stades intermédiaires de la chaîne alimentaire peuvent se présenter des concentrations toxiques pour certaines espèces animales et même pour l'homme. C'est ainsi que l'on a retrouvé des traces de D.D.T. chez des animaux des régions arctiques tandis qu'aux Etats-Unis, le lait maternel en bouteilles ne pourrait être vendu, sa teneur en D.D.T. étant trop élevée.

Notre civilisation industrielle a cru trop longtemps que les rivières pouvaient sans danger servir d'exutoire aux déchets industriels.

Dans un passé récent, il s'agissait encore le plus souvent de matières organiques, qui pouvaient donc être décomposées par les agents naturels; leur volume n'était guère important et la température de l'eau permettait de maintenir en vie les agents de décomposition. Mais actuellement, on constate au contraire que l'extension des industries le long de certains cours d'eau et l'utilisation intensive de l'eau à des fins de réfrigération provoquent une augmentation du volume des produits résiduels et une diminution du pouvoir biologique de régénération naturelle de l'eau.

Très souvent, les égouts des villes, qui contiennent un grand nombre de produits non biodégradables, se déversent, sans la moindre épuration, dans les rivières.

A tous ces produits s'ajoutent souvent encore des hydrocarbures et des solutions de sels minéraux, dont l'action est particulièrement nocive pour la vie dans nos rivières.

Toutes ces rivières alimentent des fleuves, qui se jettent dans les mers et les océans, lesquels deviennent ainsi un dépotoir public pour les pays riverains.

Les courants marins peuvent entraîner, parfois fort loin, ces éléments nocifs, qui causent beaucoup de tort au plancton et aux algues.

A cette pollution des mers par les fleuves viennent s'ajouter le déversement d'hydrocarbures par les pétroliers ou des catastrophes comme celle du Torre Canyon.

Outre cette pollution de l'eau, nos pays surpeuplés connaissent aujourd'hui la pollution de l'air.

Celle-ci est due au mélange à l'atmosphère des résidus solides ou gazeux de notre vie journalière.

Ook de landbouw zelf is sterk geëvolueerd. Indien aanvankelijk het braakland aan de basis lag van de produktie van de voedingswaren, dan heeft de veeteelt toegelaten die grond te bemesten en een einde te stellen aan de ontbossing met het oog op het bekomen van niet-uitgeputte gronden. Stilaan verschenen de kunstmeststoffen op de markt terwijl een betere kennis van de planten, van hun parasieten en hun ziekten er de mens toe aanzette de optimale produktiemedelen na te streven. Op dit ogenblik is het, dank zij de volledige gamma van meststoffen, herbiciden, insekticiden en fungiciden mogelijk eenheidsopbrengsten te verkrijgen waar men enkele jaren terug nog niet had durven aan denken : op sommige proefpercelen met wintertarwe worden te Gembloux opbrengsten bereikt van 8.000 kg per ha, terwijl men 20 jaar terug nauwelijks tot 3.500 kg kwam. Het gebruik van al die produkten heeft soms gevolgen voor de bevuiling van het stromend water. In zekere tussenstadia van de voeding kunnen concentraties optreden die toxisch zijn voor sommige diersoorten en zelfs voor de mens. Zo heeft men bij dieren van het Noordpoolgebied sporen teruggevonden van D.D.T. terwijl in de Verenigde Staten de moedermelk gebotteld niet verkocht mocht worden omdat haar D.D.T.-gehalte te hoog was.

Onze industriële beschaving heeft maar al te lang gemeend dat de rivieren de industriële afvalstoffen zonder gevaar konden afvoeren.

In een recent verleden waren die afvalstoffen meestal nog van organische aard en konden ze door de natuurlijke agentia worden afgebroken; die afvalstoffen waren weinig omvangrijk en de temperatuur van het water liet toe de vernietigings-agentia in leven te houden.

Op dit ogenblik zien we echter dat de uitbreiding van de industrie langs sommige waterlopen en het herhaald gebruik van het water voor afkoelingsdoeleinden een stijging van de residuele produkten en een vermindering van het biologisch vermogen tot natuurlijke regeneratie van het water hebben veroorzaakt.

In tal van gevallen worden de stadsriolen, waarin een groot aantal niet biologisch afbreekbare produkten voorkomen, ongezuiverd in de rivieren geloosd.

Vaak komen bij al die produkten nog koolwaterstoffen en oplossingen van minerale zouten voor, waarvan de uitwerking bijzonder schadelijk is voor het leven in onze rivieren.

Al deze rivieren, eenmaal stroom geworden, monden uit in de zeeën en oceanen die aldus voor de aangrenzende landen een openbare vuilnisbelt worden.

De zeestromingen kunnen die schadelijke elementen die veel hinder berokkenen aan plankton en wieren, tot soms verafgelegen gebieden meesleuren.

Bij dit bevuilend effect van stromen op zeeën dient nog het lozen gevoegd van de koolwaterstoffen der tankers of van rampen zoals die van de Torre Canyon.

Naast deze waterbevuiling krijgen wij nu ook nog, in onze overbevolkte landen, de luchtbevuiling.

Deze wordt veroorzaakt door het vermengen met de atmosfeer van de vaste of gasvormige residuele stoffen van ons dagelijks leven.

Certaines industries rejettent dans l'atmosphère des quantités considérables de substances ou de gaz qui y restent en suspension; le chauffage central domestique au mazout et le mauvais réglage des appareils utilisés à cette fin constituent également une cause de pollution atmosphérique, à laquelle il faut encore ajouter les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

Une partie notable de ces éléments nocifs répandus dans l'air est résorbée par les régions boisées, par les arbres et leurs feuilles.

Nous citerons aussi, pour mémoire, la pollution radioactive, qui nous vaudra bientôt des difficultés non négligeables au cas où des mesures appropriées ne seraient pas prises.

Si nous avons évoqué tous ces problèmes, c'est parce qu'il s'agit là des causes principales de la pollution de notre environnement. La Belgique y est-elle restée insensible? Qu'ont fait nos gouvernements successifs pour combattre toutes les formes de pollution?

L'exposé des motifs détaille les différentes lois existantes qui permettent de combattre les diverses formes de pollution. Dans de nombreux cas, le Gouvernement est armé pour prévenir celle-ci. Citons en particulier la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, la Commission royale des monuments et des sites, la législation relative à la surveillance des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, la législation relative à la protection des eaux souterraines et de surface et la réglementation concernant le pompage des eaux souterraines. Récemment, des mesures ont encore été prises en matière de pollution atmosphérique.

Le Département de l'Agriculture dispose d'une législation propre en vue de la protection de la campagne et des zones boisées; citons le Code rural et le Code forestier, la législation sur la chasse, la loi relative au remembrement légal des biens ruraux, la loi relative aux cours d'eau non navigables et celle relative aux pesticides, qui permet de réglementer l'emploi de produits toxiques.

Il y a en outre les efforts fournis dans le domaine de la recherche par différents Départements et institutions, et coordonnés par M. le Secrétaire d'Etat Lefèvre (1).

Si tous ces problèmes méritent certes notre attention, il ne faut cependant pas dramatiser: la Belgique n'est pas en retard sur d'autres pays et la situation chez nous est même beaucoup meilleure que dans nombre d'autres Etats. Nous devons cesser de battre toujours notre coulpe et de souligner amplement nos difficultés, alors que, par ailleurs, nous ne faisons pas suffisamment état de nos réalisations positives.

♦♦

(1) Actuellement M. le Ministre Hanin.

Sommige industrieën lozen in de atmosfeer aanzienlijke hoeveelheden stof of gas die daar in suspensie blijven; de centrale verwarming van de huizen met mazout en de slechte regeling van de hiertoe gebruikte apparaten zijn ook een oorzaak van luchtvervuiling, waarbij dan nog deze van de uitlaatgassen van de wagens dient gevoegd.

Een aanzienlijk deel van deze schadelijke elementen wordt aan de lucht onttrokken door de beboste gebieden, door de bomen en hun bladeren.

Pro memoria weze ook nog melding gemaakt van de radio-actieve bevuilding die ons weldra, indien geen aangepaste maatregelen worden getroffen, aanzienlijke moeilijkheden zal berokkenen.

Indien wij al die problemen hebben aangehaald, dan is het omdat zij de bijzonderste bronnen zijn van de bevuilding van ons leefmilieu. Is België daar onverschillig voor gebleven? Wat werd door de verschillende regeringen gedaan om al die vormen van bevuilding te bestrijden?

In de memorie van toelichting werd uitvoerig gesproken over de verschillende bestaande wetten die toelaten de diverse vormen van bevuilding te bestrijden. De Regering is in tal van gevallen gewapend om die bevuilding te voorkomen. Vermelden wij in het bijzonder de organieke wet betreffende de Ruimtelijke Ordening en de Stedebouw, de internationale overeenkomst betreffende de burgerlijke verantwoordelijkheid inzake schade te wijten aan bevuilding door koolwaterstoffen, de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, de wetgeving betreffende het toezicht op inrichtingen die geklasseerd werden als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk, de wetgeving betreffende de bescherming van het ondergrondse en van het oppervlaktewater en de reglementering betreffende het pompen van het onderaards water. Onlangs werden ook nog maatregelen getroffen inzake de luchtbevuilding.

Het Departement van Landbouw beschikt over een eigen wetgeving met het oog op de bescherming van het platteland en van de bosgebieden; vermelden we het veld- en het boswetboek, de wetgeving betreffende de jacht, de wet betreffende de ruilverkaveling, de wet op de niet-bevaarbare waterlopen en deze betreffende de pesticiden die de reglementatie toelaat van het gebruik van toxische produkten.

Daar zijn ook nog de krachtinspanningen geleverd op het gebied van het onderzoek dat door verschillende departementen en instellingen wordt gedaan en wordt gecoördineerd door de heer Staatssecretaris Lefèvre (1).

Indien al die problemen zeker onze aandacht vergen, dan dient echter niet te worden gedramatiseerd: België staat niet achter op andere landen en zelfs is de toestand bij ons merkelijk beter dan op tal van plaatsen elders. Wij moeten ophouden met steeds schuldbekenenissen te uiten en onze moeilijkheden dik te onderstrepen waar wij anderzijds tekort schieten in het vermelden van positieve realisaties.

♦♦

(1) Nu Minister Hanin.

Que nous apportera la nouvelle loi qui vous est présentée ?

Son objectif essentiel est de sauvegarder l'environnement naturel en s'efforçant de protéger, dans les régions rurales et forestières, la faune et la flore, ainsi que leurs communautés et habitats, y compris le sol, le sous-sol et les eaux.

Elle permettra de protéger des ensembles existants et de prendre des mesures en vue de faciliter la restauration de certains milieux endommagés ou abandonnés par l'agriculture.

Le présent projet a été élaboré en étroite collaboration avec le Conseil des réserves naturelles domaniales et de la conservation de la nature. Je tiens à rendre hommage à ce Conseil, qui s'efforce de préserver dans notre pays ce qu'il a de plus beau. Je tiens tout particulièrement à exprimer ici mes remerciements à ses divers présidents, qui ont toujours coopéré d'une manière dynamique avec le Département.

La loi permettra de prendre des mesures en vue de la préservation de la flore et de la faune indigènes menacées d'extermination. Il importe de relever qu'une enquête menée par le Conseil supérieur a fait apparaître que, depuis 1830, 97 espèces végétales et 42 espèces animales (principalement des oiseaux) ont disparu de nos régions.

D'autre part, des espèces étrangères introduites chez nous et retournées à l'état sauvage (notamment le colorado et le rat musqué) ont provoqué des désastres économiques.

La nouvelle loi autorisera le Roi à créer, en fonction des nécessités et des possibilités, divers types de réserves naturelles : réserves naturelles domaniales ou agréées, intégrales, ou dirigées; réserves forestières.

La loi définit les modalités de création, de surveillance et de gestion des différents types de réserves.

L'exposé des motifs rappelle que des réserves d'Etat et des réserves privées existent déjà dans notre pays.

Et à ce propos, il convient de rendre spécialement hommage à l'esprit de collaboration que nous avons toujours rencontré auprès des associations privées soucieuses de la conservation de la nature; elles ont joué en Belgique un rôle important et c'est grâce à elles et à l'action qu'elles ont menée au cours de l'Année européenne de la Conservation de la Nature que nos populations ont été sensibilisées à la nécessité d'une politique de protection de la nature.

Je voudrais souligner ici deux innovations du projet de loi qui vous est soumis : la création de réserves forestières et la possibilité pour l'Etat de prendre des mesures en faveur des forêts privées et des forêts publiques. Ces mesures englobent aussi bien le maintien des espèces feuillues dans les propriétés boisées que l'encouragement de l'ouverture des forêts au public.

Un arrêté royal récent a porté de 30 à 45 p.c. le taux de la subvention accordée pour les travaux exécutés dans les bois communaux en vue de la conservation de leur caractère

Wat brengt ons de nieuwe wet die U thans wordt voorgesteld ?

Haar voornaamste doel is het behoud van een natuurlijk leefmilieu, door in de plattelands- en bosgebieden de bescherming na te streven van fauna en flora, hun gemeenschappen en groeiplaatsen, hierin begrepen de bodem, de ondergrond en het water.

Zij laat toe bestaande gehelen te beschermen en maatregelen te treffen met het oog op een gemakkelijker restauratie van sommige beschadigde of door de landbouw verlaten milieus.

Dit ontwerp werd uitgewerkt in nauwe samenwerking met de Hoge Raad voor Natuurreservaten en Natuurbescherming. Ik stel het op prijs hulde te brengen aan die Raad die zich inspannt om in ons land de meest merkwaardige schoonheden in stand te houden. In het bijzonder wens ik hier mijn dank te betuigen aan de verschillende voorzitters, die altijd op een dynamische wijze met het departement hebben samengewerkt.

De wet zal toelaten maatregelen te treffen met het oog op de instandhouding van de met uitroeiing bedreigde inlandse flora en fauna. Er dient te worden onderstreept dat uit een enquête, die door de Hoge Raad werd gedaan blijkt dat, sedert 1830, 97 plant- en 42 diersoorten (vooral vogels) bij ons verdwenen zijn.

Daarentegen hebben vreemde bij ons ingevoerde en op nieuw wild geworden soorten, economische rampen veroorzaakt : de aardappelkever en de muskusrat.

De nieuwe wet machtigt ook de Koning verschillende, volgens noodzaak en mogelijkheden, diverse types van reservaten op te richten : domaniale of erkende integrale of geleide reservaten, of bosreservaten.

In de wet worden de modaliteiten inzake oprichting, bewaking en beheer van de verschillende types van reservaten nader bepaald.

In de memorie van toelichting wordt herinnerd aan, hetzij de domaniale, hetzij de privé-natuurreservaten die op dit ogenblik in het land bestaan.

Een bijzondere melding verdient hier de geest van samenwerking die we altijd hebben aangetroffen bij de privé-verenigingen die zich zorgen maken om het natuurbehoud; zij hebben in België een belangrijke rol gespeeld en dank zij die verenigingen en de actie, op touw gezet tijdens het Europees Jaar van de Natuurbescherming, werd de bevolking vatbaar gemaakt voor de noodzaak van een politiek van natuurbescherming.

Mag ik hier twee innovaties onderstrepen van de U voorgedragen wet : de oprichting van bosreservaten en de mogelijkheid voor de Staat maatregelen te treffen ten gunste van het privé- en van het openbaar bos ? Die maatregelen behelzen zowel het behoud van de loofhoutsoorten in beboste eigendommen, als het bevorderen van het openstellen van het bos voor het publiek.

Een recent koninklijk besluit bracht van 30 op 45 p.c. het bedrag van de toelage toegekend voor werken uitgevoerd in gemeentelijke bossen, met het oog op het behoud van het

esthétique et biologique et du maintien des peuplements feuillus, qui présentent une telle utilité pour l'enrichissement des réserves d'eaux souterraines.

Depuis plusieurs années, de grands efforts ont été consentis pour rendre les forêts accessibles au public.

Pour les forêts domaniales, un crédit de 5 millions a été prévu depuis 1970. On y a aménagé des bandes de stationnement et tracé des sentiers pour piétons, cyclistes et cavaliers; ailleurs, on a prévu des zones de silence et de pique-nique. Ces efforts ont été particulièrement poussés dans les forêts le plus fréquentées par le public : Forêt de Soignes dans le Brabant, Colfontaine en Hainaut, la Vecquée à Liège, Pijnven dans le Limbourg, Ravels près de Turnhout, Grand-Bois à Vielsalm, etc.

Pour 1972, il a été décidé d'affecter à ces travaux un crédit supplémentaire de 5 millions : grâce à une meilleure connaissance de la forêt, le public doit, tout comme l'agriculteur, devenir le défenseur de la nature.

Afin d'encourager les communes à prendre ces mesures opportunes dans les bois qui leur appartiennent, il a été décidé d'accorder une subvention de 60 p.c. du montant des travaux réalisés en vue de l'ouverture de ces bois au public.

Le Département applique une politique d'achat de domaines forestiers, surtout dans les régions à forte densité de population ou dans lesquelles il n'existe pas de forêts publiques.

La politique pratiquée par l'Administration des Eaux et Forêts consiste à sauvegarder l'intégrité des surfaces boisées et à améliorer les forêts, tant au point de vue esthétique que sur le plan économique.

L'on a décidé de prendre des mesures en vue du maintien et de la conservation des forêts privées. Le rendement économique de celles-ci a beaucoup baissé; il y a trop peu de forêts publiques dans le nord du pays et la Belgique est le seul Etat de la C.E.E. à n'accorder aucune aide en faveur des forêts privées.

Deux projets de loi sont à l'étude :

1. Pour ce qui est des groupements de forêts : afin d'éviter que, lors de liquidations successorales, le domaine forestier ne soit divisé en un nombre considérable de petites parcelles difficiles à gérer et donc peu rentables, nous proposons de créer une société d'un type nouveau à laquelle les propriétaires de ces parcelles morcelées d'un domaine forestier transféreraient leur droit de propriété, de manière à constituer un ensemble unique suffisamment étendu pour permettre d'y appliquer une politique de gestion et d'assurer la continuité requise.

En contrepartie, ces propriétaires recevraient des parts représentatives du patrimoine du groupement. L'apport fait aux groupements forestiers serait exempté du droit d'enregistrement proportionnel prévu en cas de transfert de biens immobiliers.

Ces mesures permettraient de regrouper des massifs forestiers. Une gestion rationnelle de ces derniers accroîtrait leur rentabilité, tout en évitant les coupes excessives ou désordon-

nées, esthétiques et biologiques, et de pourvoir à la verrijking van de grondwaterreserves zo nuttige loofhoutopstanden.

Sedert verschillende jaren werden grote krachtspanningen geleverd om het bos open te stellen voor het publiek.

Voor de domaniale bossen werd sedert 1970 een krediet voorzien van 5 miljoen. Er werden parkeerstroken aangelegd, wandelpaden voor voetgangers, fietsers en ruiters uitgestippeld; elders werden stilte- en pic-niczones voorzien. Deze krachtspanningen waren bijzonder intens in de bossen die het meest door het publiek worden bezocht : Zoniënbos in Brabant, Colfontaine in Henegouwen, Vecquée te Luik, Pijnven in Limburg, Ravels dichtbij Turnhout, Grand-Bois te Vielsalm, enz.

Voor 1972 werd beslist voor die werken een bijkomend krediet van 5 miljoen in te brengen : door een betere kennis van het bos moet het publiek, samen met de landbouwer, de verdediger worden van de natuur.

Ten einde de gemeenten aan te moedigen deze gezonde maatregelen te treffen in de hun toebehorende bossen, werd beslist een toelage toe te kennen van 60 pct. voor de werken uitgevoerd met het oog op de openstelling van het bos.

Het departement voert een politiek van aankoop van bosdomeinen, vooral in dichtbevolkte of van openbare bossen verstoken streken.

De door het Bestuur van Waters en Bossen gevoerde politiek bestaat erin, de integriteit van de beboste oppervlakte te vrijwaren en zowel de esthetische als de economische verrijking van de bossen na te streven.

Er werd beslist maatregelen te treffen met het oog op de instandhouding en het behoud van het privébos. Het economisch rendement van deze bossen is sterk gedaald; in het noorden van het land zijn er te weinig openbare bossen en België is het enige E.E.G.-land dat geen steun verleent aan het privébos.

Twee wetsontwerpen liggen ter studie :

1. Betreffende de bosgroepering : ten einde te vermijden dat bij erfenissen het bosdomein verdeeld wordt in een enorm aantal kleine, moeilijk beheerbare en dus weinig rendabele percelen, stellen wij voor een vennootschap op te richten, in een nieuwe vorm, waarvan de eigenaars van die versnipperde percelen uit het bosmassief, hun eigendom zouden overdragen ten einde één geheel te vormen dat voldoende uitgestrekt is om een beheerpolitiek en een continuïteit toe te laten.

Als tegenwaarde zouden die eigenaars aandelen krijgen die representatief zijn voor het patrimonium van de groepering. De inbreng in bosgroeperingen zou vrij worden gesteld van het evenredig registreerrecht dat voorzien is bij overdracht van onroerende goederen.

Deze maatregelen zouden de hergroepering toelaten van bosmassieven. Door een oordeelkundig beheer zou daardoor de rendabiliteit verhogen en vermeden worden dat men zou

nées qui pourraient être effectuées à l'occasion de successions ou de mariages.

2. En ce qui concerne les droits de succession sur les propriétés forestières, il arrive trop souvent qu'on effectue des coupes importantes ou prématurées en cas de décès et en vue du paiement de ces droits. De plus, il existe, surtout en région flamande, un besoin toujours plus urgent de rendre les forêts accessibles au public. C'est pour cette raison que les Départements des Finances, de l'Agriculture et des Travaux publics ont élaboré un projet tendant à réduire les droits de successions à payer sur les propriétés forestières, à condition que les héritiers s'engagent pour 30 ans à observer un plan de gestion approuvé par l'Administration des Eaux et Forêts; l'intervention serait un peu plus élevée au cas où ils ouvriraient en outre leurs forêts au public (en pareil cas, il est proposé de réduire les droits de succession respectivement de 45 p.c. et 65 p.c.).

A la demande du Ministre des Travaux publics (1), ces pourcentages seraient portés respectivement à 70 p.c. et 90 p.c. dans l'éventualité où un propriétaire aurait contracté les mêmes obligations, au moins 10 ans avant sa mort. Il va de soi que les propriétaires resteront entièrement libres de demander ou non à bénéficier des mesures proposées.

Le projet à l'examen prévoit d'autre part la création de parcs naturels, qui aura le même effet obligatoire que des plans de secteur, visant à préserver les paysages et les beautés naturelles.

Enfin, le projet attache toute l'attention requise à la protection à accorder aux milieux qui présentent un intérêt pour la conservation de la nature mais dont la superficie est trop restreinte pour qu'ils soient érigés en réserves : il s'agit, par exemple, des vallées herbeuses dans les massifs forestiers, des talus, des végétations riveraines et des zones tourbeuses.

Le Roi est également autorisé à intervenir plus rapidement en cas de pollution nuisible à la faune ichtyologique.

Les derniers articles concernent les dispositions pénales et abrogatoires.

**

Telles sont les grandes lignes du projet de loi-cadre qui vous est soumis.

Dans son élaboration, j'ai tenu compte des propositions qui m'avaient été faites par le Conseil supérieur des réserves naturelles domaniales et de la conservation de la nature. Mais j'accueillerai bien volontiers toute suggestion de nature à améliorer le texte de loi qui est soumis à vos suffrages.

III. Discussion générale.

Votre Commission a consacré dix réunions à l'examen du projet de loi sur la conservation de la nature. Deux Ministres de l'agriculture successifs ont défendu le texte qui vous est soumis. Au cours de cet examen, le projet a subi, avec l'accord du Ministre, un certain nombre de modifications

(1) De Saeger.

overgaan tot overdreven of ongeordende kappingen ter gelegenheid van erfenissen of huwelijken.

2. Inzake het betalen van successierechten op boseigendommen gebeurt het maar al te dikwijls dat, bij een overlijden en voor het betalen van de erfenisrechten, tot belangrijke en voortijdige kappingen wordt overgegaan. Daarbij komt nog dat, vooral in het Vlaamse landsgedeelte, er een steeds dringender behoefte is om bossen voor het publiek open te stellen. Om die reden werd door Financiën, Landbouw en Openbare Werken een ontwerp uitgewerkt strekkende tot de vermindering van de erfenisrechten, te betalen op boseigendommen, op voorwaarde dat de erfgenamen voor 30 jaar de verplichting aangaan een door Waters en Bossen goedgekeurd beheerplan na te leven; de tegemoetkoming zou iets groter zijn wanneer de erfgenamen bovendien hun bos openstellen voor het publiek (in die gevallen wordt voorgesteld de erfenisrechten met respectievelijk 45 en 65 pct. te verlagen).

Op vraag van de heer Minister van Openbare Werken (1) zouden deze percentages worden opgevoerd, respectievelijk tot 70 en 90 pct., indien een eigenaar, in leven, dezelfde verplichtingen aangaat ten minste 10 jaar vóór zijn dood. Het spreekt vanzelf dat het de eigenaars volledig vrij staat al dan niet een beroep te doen op dit voorstel.

Het ontwerp voorziet eveneens de oprichting van natuurparken, die gewestplannen zijn, gericht op het behoud van het landschap en van het natuurschoon.

Ten slotte wordt in het ontwerp dat U wordt voorgelegd de nodige aandacht besteed aan de bescherming welke dient te worden verleend aan mileus die interessant zijn onder oogpunt van natuurbescherming, maar waarvan de oppervlakte te klein is om in een reservaat te worden herschapen : als voorbeeld hiervan vermeld ik de met gras begroeide valleien in bosmassieven, de talluds en de oever- of turfvegetaties.

De Koning wordt eveneens gemachtigd vlugger tussenbeide te komen wanneer het een bevuiling betreft die schadelijk is voor de visfauna.

De laatste artikels hebben betrekking op de strafbepalingen en de ingetrokken maatregelen.

**

Ziedaar de grote lijnen van de kaderwet die U thans wordt voorgelegd.

Voor de uitwerking hiervan heb ik rekening gehouden met de voorstellen die mij werden gedaan door de Hoge Raad voor Natuurreservaten en Natuurbescherming. Ik sta nochtans open voor elke suggestie die van aard zou zijn deze wettekst nog te verbeteren.

III. Algemene bespreking.

Uw Commissie heeft tien bijeenkomsten besteed aan de bespreking van het wetsontwerp op het natuurbehoud. Twee opeenvolgende Ministers van Landbouw verdedigden het ontwerp. Ingevolge deze bespreking onderging het ontwerp, met akkoord van de Minister, een aantal niet onbelangrijke

(1) De Saeger.

non négligeables, mais il convient de signaler d'abord que la proposition de loi sur la protection des espaces verts (n° 155, session de 1971-1972, R.A. 8921) de M. Vanhaegendoren et la proposition de loi sur la protection de la nature (n° 127, session de 1971-1972, R.A. 8894) de M. Bouwens ont été retirées par leurs auteurs et remplacées en partie par des amendements au présent projet de loi.

Dès le début se sont posées plusieurs questions importantes : *Les mesures de conservation de la nature ne constituent-elles pas une matière culturelle ressortissant à la compétence des Conseils culturels ?* Ou bien la conservation de la nature relève-t-elle des compétences à exercer par les régions, en application de l'article 107^{quater} ? Ou encore s'agit-il même d'une matière qu'il y a lieu de régler sur un plan plus large que le plan national, c'est-à-dire dans un cadre européen ou international ? L'un n'exclut d'ailleurs pas l'autre.

Au cours de la discussion, il est apparu que quelques aspects secondaires de la conservation de la nature relèvent en effet de la compétence des Conseils culturels, parce qu'ils concernent le patrimoine culturel; c'est notamment le cas du paysage. Aussi le projet a-t-il été modifié en conséquence.

Un membre ayant émis des doutes quant à la compétence du Parlement pour examiner ce projet, qui ressortirait aux attributions des Conseils culturels, le Ministre fait remarquer que le Constituant a, dans l'article 59^{bis}, chargé le législateur de déterminer, par une loi qui doit être adoptée à la majorité spéciale, le mode selon lequel les Conseils culturels exercent leurs attributions ainsi que d'arrêter, par une loi adoptée à la même majorité, les matières culturelles et les formes de coopération entre les communautés culturelles française et néerlandaise, de même que les formes de la coopération culturelle internationale. Les dispositions relatives aux trois premiers points se trouvent réunies dans la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise (*Moniteur belge* du 23 juillet 1971).

L'intervenant se réfère à l'avis du Conseil d'Etat, qui pose la question de savoir si la plupart, sinon la totalité des dispositions du présent projet ne devraient pas être édictées par voie de décret.

Le Ministre répond que l'avis du Conseil d'Etat a été donné le 1^{er} juillet 1971. Or, la loi relative à la compétence et au fonctionnement des Conseils culturels date du 21 juillet 1971. Au moment où il a donné son avis, le Conseil d'Etat ne pouvait donc savoir quel serait le contenu de la loi.

L'article 2 de la loi du 21 juillet 1971 énumère les matières culturelles qui doivent être arrêtées par une loi se référant à l'article 59^{bis}, § 2, 1^o, de la Constitution. Le 4^e alinéa de la loi du 21 juillet 1971 mentionne le « patrimoine culturel ».

Dans l'exposé des motifs du projet de loi portant exécution de l'article 59^{bis}, §§ 1^{er} et 2, de la Constitution (Doc. Sénat, session de 1970-1971, n° 400, p. 4), on a tenté de définir la notion de « patrimoine culturel ». Cette notion

wijzigingen, maar eerst dient er op gewezen te worden, dat het voorstel van wet tot vrijwaring van groene ruimten (nr. 155, zitting 1971-1972, R.A. 8921) van de h. Vanhaegendoren en het voorstel van wet aangaande de natuurbescherming (nr. 127, zitting 1971-1972, R.A. 8894) van de h. Bouwens door hun indieners werden ingetrokken en gedeeltelijk vervangen door amendementen op onderhavig ontwerp van wet.

Van bij de aanvang rezen een aantal belangrijke vragen : *Is de zorg om het natuurbehoud geen culturele aangelegenheid die behoort tot de bevoegdheid van de Cultuurraden ?* Of behoort het natuurbehoud tot het domein van de bevoegdheden die overeenkomstig artikel 107^{quater} zullen uitgeoefend worden door de Gewesten ? Of is het een aangelegenheid die zelfs op ruimer dan nationale schaal, namelijk op Europees en internationaal niveau moet worden geregeld ? Het ene sluit trouwens het andere niet uit.

Bij de bespreking kwam tot uiting dat inderdaad enkele nevenaspecten van het natuurbehoud behoren tot de bevoegdheid van de Cultuurraden, omdat zij betrekking hebben op het cultureel patrimonium; zulks geldt met name voor het landschap. In het ontwerp werden derhalve de nodige wijzigingen aangebracht.

Naar aanleiding van de twijfel welke een lid oppert over de bevoegdheid van het Parlement betreffende dit ontwerp, dat tot de bevoegdheid van de Cultuurraden zou behoren, doet de Minister opmerken dat de Grondwetgever in artikel 59^{bis} aan de wetgever de taak heeft opgedragen om volgende punten te regelen door een wet die met een bijzondere meerderheid moet worden goedgekeurd : de werking van de Cultuurraden, de vaststelling van de culturele aangelegenheden, de vaststelling van de vormen van samenwerking tussen de Nederlandse en de Franse cultuurgemeenschap, de vaststelling van de vormen van internationale culturele samenwerking. De bepalingen betreffende de eerste drie punten werden samengebracht in de wet van 21 juli 1971, betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden voor de Nederlandse cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap (*Belgisch Staatsblad* van 23 juli 1971).

Hetzelfde lid verwijst naar het advies van de Raad van State waarin de vraag wordt gesteld of de meeste, zoniet alle, bepalingen van onderhavig ontwerp in de vorm van een decreet moet worden uitgevaardigd.

De Minister zegt dat het advies van de Raad van State werd uitgebracht op 1 juli 1971. De wet betreffende de bevoegdheid en de werking van de cultuurraden dateert van 21 juli 1971. Op het ogenblik van het advies kon de Raad van State niet weten welke de inhoud van de wet zou zijn.

In artikel 2 van de wet van 21 juli 1971 wordt een opsomming gegeven van de culturele aangelegenheden die op grond van grondwetsartikel 59^{bis}, § 2, 1^o, in een wet moeten worden vastgesteld. Onder het 4^e lid wordt melding gemaakt van « cultureel patrimonium ».

In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp ter uitvoering van artikel 59^{bis}, §§ 1 en 2, van de Grondwet (doc. Senaat, 1970-1971, n° 400, blz. 4) wordt gepoogd een omschrijving te geven van het begrip « cultureel patrimonium ».

comprend entre autres la conservation des monuments, sites et lieux présentant un intérêt historique. L'objectif majeur de la loi sur la conservation de la nature est toutefois la conservation de la nature proprement dite, c'est-à-dire la protection de la faune et de la flore, et non la préservation des sites en tant que tels. Le projet à l'examen ne prévoit nulle part quelque mesure ayant trait à la beauté du paysage.

M. le sénateur E. Bouwens et consorts ont déposé le 24 février 1972 une proposition de loi sur la protection de la nature (Doc. Sénat, session de 1971-1972, n° 127). Ce dépôt était donc postérieur à la publication de la susdite loi du 21 juillet 1971. Alors que cette proposition visait les sites comme tels (art. 6), le fait même qu'elle a été déposée au Parlement démontre que la compétence *ratione materiae* de ce dernier n'était pas mise en doute.

La protection de la nature fait-elle partie des matières régionalisables ? Ici, les difficultés sont plus grandes, étant donné que les Chambres n'ont pas encore voté la loi qui, conformément à l'article 107^{quater} de la Constitution, attribuera certaines compétences aux organes régionaux.

La Commission estime cependant que les mesures de conservation de la nature sont tellement urgentes que l'on ne peut attendre la régionalisation. On fait remarquer que, dans le « Rapport des délibérations du Groupe de travail pour les problèmes communautaires » (Groupe des 28, fin 1969), la conservation de la nature n'est pas expressément mentionnée comme matière pour laquelle se justifie une politique régionale différenciée. Par contre, « la pêche, la chasse et les forêts » y figurent à ce titre. La Commission est convaincue qu'une politique régionalisée s'impose pour bon nombre de problèmes relatifs à la conservation de la nature et que le présent projet de loi-cadre constitue une base appropriée pour la solution de ces problèmes.

Autre question épineuse soulevée à plusieurs reprises au cours des discussions : *La loi sur la conservation de la nature ne compromettra-t-elle pas la viabilité économique de certaines régions ou de certaines cultures ?*

Dans cet ordre d'idées, un membre souligne que l'exploitation forestière constitue une richesse naturelle importante pour de nombreuses régions du sud du pays. D'après l'intervenant, le projet impose de sérieuses restrictions à la valorisation de cette richesse et il est inadmissible qu'en matière de protection des forêts et de l'espace rural, des mesures soient prises par arrêté royal sans que l'on ait recueilli l'avis des conseils économiques régionaux ni des conseils provinciaux et communaux. En effet, exception faite des zones urbaines, l'« espace rural » englobe pratiquement l'ensemble du territoire.

L'intervenant attire l'attention sur les conséquences désastreuses que l'application des articles 40 et 48 pourrait avoir sur les plantations de conifères.

Les coupes obligatoires le long des cours d'eau causeront en outre des dégâts aux peuplements feuillus adjacents. Le commissaire fait également valoir que l'introduction de feuillus entre les résineux entravera la mécanisation qui commence à se développer dans l'exploitation forestière. La conservation de la nature, conclut-il, ne doit pas avoir pour effet de nuire gravement à l'exploitation économique de la production de bois.

nium ». Hieronder zijn onder meer begrepen het behouden van monumenten, landschappen en plaatsen die een historisch belang vertonen. Het hoofddoel van de wet op het natuurbehoud is echter het natuurbehoud zelf, namelijk de bescherming van fauna en flora en niet de landschapszorg als dusdanig. In het wetsontwerp is nergens een maatregel met het oog op landschapsschoon voorzien.

Door senator E. Bouwens en cs. werd op 24 februari 1972 een voorstel van wet aangaande de natuurbescherming neergelegd. (doc. van de Senaat, 1971-1972, nr. 127). Dit wetsvoorstel werd neergelegd na de bekendmaking van voormelde wet van 21 juli 1971. Niettegenstaande de landschappen als dusdanig door dit wetsvoorstel zijn gevisieerd (art. 6) werd door de neerlegging de bevoegdheid *ratione materiae* van het Parlement niet in twijfel getrokken.

Behoort natuurbescherming tot de regionaliseerbare materie ? Hier rijzen grotere moeilijkheden omdat nog geen wet is gestemd die, overeenkomstig artikel 107^{quater} van de Grondwet, aan de gewestelijke organen bepaalde bevoegdheden opdraagt.

De Commissie oordeelt echter dat de maatregelen voor het natuurbehoud dermate dringend zijn dat niet kan gewacht worden op de gewestvorming. Opgemerkt wordt dat in het « Verslag over de besprekingen van de Werkgroep voor de communautaire problemen » (Werkgroep van de 28, einde 1969) het natuurbehoud niet uitdrukkelijk vermeld is als een aangelegenheid waarvoor een gedifferentieerd streekbeleid verantwoord is. « Visserij, jacht, en bosbeheer » zijn integendeel wel vermeld. In de Commissie heerst de overtuiging dat zich voor talrijke problemen voor het natuurbehoud een geregionaliseerd beleid zich opdringt, waartoe dit ontwerp van kaderwet de geschikte basis betekent.

Een ander knelpunt dat tijdens de besprekingen herhaaldelijk ter sprake kwam, had betrekking op de vraag : *Zal de wet op het natuurbehoud de economische leefbaarheid van bepaalde streken of teelten in het gedrang brengen ?*

Zo wijst een lid erop dat de bosexploitatie voor talrijke gebieden in het zuiden van ons land een belangrijke natuurlijke rijkdom betekent. Het ontwerp legt, volgens het lid, aan de valorisering van deze rijkdom grote beperkingen open het is onaanvaardbaar dat, in verband met de bescherming van de bossen en de landelijke ruimte, bij koninklijk besluit maatregelen zouden uitgevaardigd worden zonder dat het advies wordt ingewonnen van de gewestelijke economische raden, provinciale en gemeenteraden. De « landelijke ruimte » heeft, met uitzondering van de stedelijke zones, immers betrekking op praktisch het hele grondgebied.

Hetzelfde lid wijst op de rampzalige gevolgen van de haaldboomaanplantingen die de toepassing van artikelen 40 en 48 kan meebrengen.

De verplichte gangkappingen langs de waterlopen zullen daarenboven bijkomende schade veroorzaken aan de aangrenzende bosbestanden. Ook wordt aangevoerd dat het aanbrengen van loofbomen tussen naaldbomen de op gang komende mechanisering in de bosbouwexploitatie zal bemoeilijken. Natuurbehoud mag niet betekenen dat zware schade wordt aangebracht aan de economische exploitatie van de houtproductie, aldus het lid.

Un autre membre fait observer que la création de parcs naturels ne peut signifier que la situation existante dans certaines grandes zones agricoles doive toujours demeurer inchangée. L'exercice d'activités agricoles dans des conditions économiquement justifiées requiert un aménagement approprié de l'espace rural. Une agriculture stagnante peut tout aussi bien provoquer un appauvrissement des régions naturelles que l'agriculture et la pratique exercées sur une grande échelle selon des méthodes rationalisées à l'extrême.

Le Ministre est d'avis qu'il s'agit de trouver un compromis entre les préoccupations économiques et le souci de conserver la nature. Il souligne cependant que le présent projet n'affecte nullement les aspects économiques de la sylviculture. Il n'y a donc guère de raisons de consulter les conseils économiques régionaux. Il insiste sur le fait que le projet ne vise aucunement à rendre impossible l'exploitation des résineux; au contraire, il prévoit notamment des mesures de restauration des peuplements dégradés, de protection des forêts, de boisement et de reboisement. Il est toutefois nécessaire de prendre des mesures afin d'éviter que des plantations désordonnées de conifères le long des cours d'eau n'empêchent, faute de l'éclairage nécessaire, une neutralisation suffisamment rapide des matières toxiques qu'ils contiennent et qui proviennent des bois d'épicéas.

C'est à ce genre de pollution qu'est imputable le déperissement de la faune aquatique, et notamment la disparition des poissons.

Ainsi, dans certaines vallées ardennaises, la plantation d'épicéas sur toute l'étendue des prairies a causé une diminution du nombre de truites.

Quant à la rentabilité des forêts de feuillus et des peuplements mixtes comparée à celle des résineux, le Ministre fait observer qu'elle doit être calculée à long terme; et à cet égard, il met en garde contre les dangers d'une exploitation à outrance et de la monoculture.

Le Ministre se déclare convaincu que la viabilité des espaces verts doit impliquer notamment leur viabilité économique. Un membre fait alors observer que, si l'agriculture et la sylviculture ne peuvent continuer à jouer leur rôle économique, l'espace rural lui-même perdra son attrait.

Ne convient-il pas de renforcer la réglementation de l'emploi des pesticides dans l'agriculture et l'horticulture ?

Le Ministre rappelle la récente loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières, mais souligne aussi la nécessité absolue de régler sur le plan européen la question de la limitation de l'emploi des pesticides.

Un membre estime qu'en matière de répression de la tenderie, la Belgique était vraiment en retard sur d'autres pays. Entre-temps, toute tenderie a été interdite par l'arrêté royal du 1^{er} août 1972.

Plusieurs membres regrettent qu'au cours des dernières années, les rideaux d'arbres fruitiers en fleurs ou verdoyants

Een ander lid wijst erop dat het invoeren van natuurparken niet mag betekenen dat voor sommige grote agrarische gebieden de bestaande toestand steeds onveranderd zou moeten behouden blijven. De uitoefening van agrarische activiteiten onder economisch verantwoorde voorwaarden vereist een aangepaste landinrichting. Een stagnerende landbouw kan evengoed een verarming van natuurgebieden voor gevolg hebben als dit het geval is met uiterst gerationaliseerde grootschalige akker- en weidebouw.

De Minister meent dat het erop aankomt een vergelijkt te vinden tussen de economische bekommernis en de zorg om het behoud van de natuur. Hij wijst er echter op dat onderhavig ontwerp de economische aspecten van het bosbeheer niet raakt. Er zijn derhalve weinig redenen om de gewestelijke economische raden te raadplegen. De Minister benadrukt dat het ontwerp geenszins beoogt de naaldboutexploitatie onmogelijk te maken, integendeel voorziet het ontwerp ook maatregelen tot herstel van vervallen bosbestanden, bosbescherming, bebossing en herbebossing. Wel is het noodzakelijk maatregelen te nemen om te voorkomen dat door ongeordende naaldboutaanplantingen langs waterlopen in deze laatste de gifstoffen voortkomende van fijnsparbossen onvoldoende vlug kunnen geneutraliseerd worden bij gebrek aan de nodige belichting.

Deze verontreiniging is oorzaak van de vermindering van de waterfauna, waarbij o.a. de vissen verdwijnen.

Zo was in sommige Ardeense valleien de volledige beplanting van het weiland met fijnspar, de oorzaak van het verminderen van de forellenstand.

Wat betreft de rendabiliteit van loofhoutbossen en gemengde bosbestanden vergeleken met naaldboutbossen wijst de Minister er op dat deze moet berekend worden op lange termijn; hij waarschuwt in dit verband tegen rooibouw en monocultuur.

De Minister deelt de overtuiging dat leefbaarheid van de groenruimten ook de economische leefbaarheid van deze gebieden moet inhouden. Waarbij een lid doet opmerken dat indien land- en bosbouw hun economische rol niet kunnen blijven vervullen, de landelijke ruimte zelfs haar aantrekkelijkheid zal verliezen.

Moet de reglementering op het gebruik van chemische bestrijdingsmiddelen in de land- en tuinbouw niet verstrengd worden ?

De Minister vestigt de aandacht op de recente wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en grondstoffen, maar tevens op onontbeerlijke Europese aanpak in verband met de beperkingen van pesticiden.

Een lid oordeelt dat België inzake beteugeling van de vogelvangst wel degelijk achter stond op andere landen. Ondertussen is ingevolge het koninklijk besluit van 1 augustus 1972 alle vogelvangst verboden.

Een paar leden betreuren dat tijdens de voorbije jaren ingevolge het toekennen van E.E.G.-premies voor het rooien

qui entouraient de nombreux villages de Hesbaye, aient disparu par suite de l'octroi de primes C.E.E. à l'arrachage des arbres fruitiers à haute tige. Ils considèrent que c'est là un exemple typique de mesures inspirées exclusivement par des critères d'ordre économique.

Un commissaire estime que, dans le passé, le département de l'Agriculture n'a pas eu de véritable politique en matière de sylviculture et qu'il était même opposé au boisement de terres agricoles. Ce qui amène un autre membre à faire remarquer qu'un boisement sauvage peut, lui aussi, être nuisible à l'exploitation des terres adjacentes.

Par ailleurs, un autre commissaire met le Ministre en garde contre les atteintes éventuelles au droit de propriété que constitueraient des expropriations déguisées ou l'établissement de servitudes sur des propriétés privées.

Toutefois, un autre membre dépose une série d'amendements tendant notamment à compléter l'intitulé du projet de loi par les mots « et sur la protection des sites contre les abus de la propriété foncière antisociale »; cet amendement n'est pas adopté par la Commission.

Est également rejeté un amendement proposant de remplacer, dans l'intitulé du projet, le mot « loi » par le mot « loi-cadre ».

La Commission partage l'avis du Ministre, qui estime que le terme « loi-cadre » est, en fait, tombé en désuétude.

Un membre regrette que les Ministres de l'Education nationale n'aient pas été cosignataires du projet de loi.

IV. Discussion des articles.

Article 1^{er}.

Cet article, qui définit l'objet du projet de loi, donne lieu à un long échange de vues. Il ressort des explications du Ministre que les mesures de protection du sol, du sous-sol, des eaux et de l'air doivent être conçues en fonction de la faune, de la flore et de leurs communautés.

La Commission estime que « le paysage » fait partie du patrimoine culturel au sens de l'article 2 de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des Conseils culturels. En vertu de l'article 59bis, § 2, de la Constitution, ce sont en effet les Conseils culturels qui peuvent régler par décret les matières culturelles. Aussi l'amendement d'un membre, tendant à supprimer les mots « du paysage » est-il adopté à l'unanimité.

D'autre part, eu égard au fait que la pureté de l'air, tout comme celle du sol et des eaux, n'est pas sans importance pour la conservation de la nature, les mots « et de l'air » sont ajoutés, à l'initiative d'un commissaire. Le Ministre attire l'attention sur le fait que la lutte contre la pollution atmosphérique et sonore ne rentre pas, à proprement parler, dans

van hoogstammige boomgaarden, rond vele Haspengouwse dorpen de groene of bloeiende fruitboomgordels verdwenen zijn. Zij beschouwen dit als een typisch voorbeeld van maatregelen waarbij enkel volgens economische maatstaven werd gehandeld.

Een lid meent dat het departement van Landbouw in het verleden geen echt bosbouwbeleid heeft gevoerd en zelfs gekant was tegen bebossing van landbouwgronden. Wat dan bij een ander lid weer de opmerking uitlokt dat ook wilde bebossing schadelijk kan zijn voor de uitbating van aanpalende gronden.

De Minister wordt door een lid ook gewaarschuwd tegen eventuele krenking van het eigendomsrecht door vermoede onteigeningen of door het vestigen van erfdiensbaarheden op privé-eigendom.

Door een ander lid echter wordt een reeks amendementen ingediend o.m. om aan het opschrift van onderhavig wetsontwerp de volgende woorden toe te voegen « en tot beveiliging van het landschap tegen de misbruiken van de onsociale eigendom »; amendement dat niet aanvaard wordt door de Commissie.

Evenmin wordt een amendement aanvaard dat voorstelt, in het opschrift van het ontwerp het woord « wet » te vervangen door « kaderwet ».

De Commissie deelt de mening van de Minister die stelt dat de vermelding van de benaming « kaderwet » eigenlijk in onbruik geraakt is.

Een lid betreurt het dat de Ministers van Nationale Opvoeding het ontwerp van wet niet mede hebben ondertekend.

IV. Artikelsgewijze bespreking.

Artikel 1.

Dit artikel waarin de doelstelling van het wetsontwerp wordt geformuleerd geeft aanleiding tot een uitgebreide gedachtenwisseling. Uit de toelichting van de heer Minister komt naar voren dat de beschermingsmaatregelen voor de grond, de ondergrond, het water en de lucht, moeten gezien worden in functie van de fauna, de flora en hun gemeenschappen.

De Commissie oordeelt dat « het landschap » behoort tot het cultureel patrimonium, zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden. Volgens artikel 59bis, § 2 van de Grondwet zijn het inderdaad de Cultuurraden die bij decreet de culturele aangelegenheden kunnen regelen. Het amendement van een lid, ertoe strekkend « het landschap » te schrappen, wordt dan ook eenparig aangenomen.

Daar, behoudens de bodem en het water, ook de zuiverheid der lucht van belang is voor het natuurbehoud, wordt ook « de lucht » toegevoegd, op initiatief van een lid der Commissie. De Minister vestigt er de aandacht op dat de strijd tegen luchtverontreiniging en geluidshinder niet het directe objectief van het thans besproken ontwerp is, doch stemt

le cadre du projet à l'examen, mais il admet que des mesures doivent pouvoir être prises dans certaines circonstances en vue de sauvegarder la faune et la flore.

Deux membres font observer qu'« une politique de l'environnement ne peut être un handicap à l'économie agricole et forestière, ni à son adaptation, ni à son épanouissement. »

Afin d'éviter ce risque, ils déposent l'amendement suivant :

A. A la fin de cet article, remplacer le point par une virgule et ajouter le texte suivant : « sans préjudice à l'exploitation économique des espaces agricoles et forestiers ».

B. Ajouter un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Le caractère préjudiciable sera déterminé par le Roi, sur avis de la Commission régionale instituée par l'article 32 de la présente loi. »

Cet amendement donne lieu à une très longue discussion.

Le Ministre fait d'abord remarquer que le projet n'a certes pas pour but de porter préjudice à l'exploitation forestière. Il souligne cependant que la société doit être armée pour prendre des mesures en cas de nécessité. Le projet serait dénué de sens si les intérêts économiques primaient toujours et partout l'intérêt de la conservation de la nature.

La Commission se rend compte que, par exemple, des futaies d'épicéas peuvent nuire aux cours d'eau; l'apport de substances toxiques ou un ombrage important sur des cours d'eau peuvent en effet provoquer la disparition complète des tapis végétaux et une raréfaction de la faune aquatique. A d'autres endroits, les entreprises bio-industrielles peuvent créer des problèmes analogues.

Sur la proposition du Ministre, la Commission décide de compléter l'article 1^{er} par un alinéa rédigé comme suit : « La présente loi ne vise pas à réglementer l'exploitation agricole et forestière ».

En conséquence, les auteurs de l'amendement se déclarent rassurés.

La Commission adopte le texte ainsi modifié.

Article 2.

La Commission est d'avis qu'en ce qui concerne la protection des espèces végétales indigènes, le texte devrait être plus affirmatif et, en conséquence, elle remplace la formule « le Roi peut prendre des mesures » par « le Roi prend des mesures ».

Un membre fait observer que la portée de cet article diffère selon la signification donnée au mot « indigène ». Le rapporteur répond qu'au sens *strict* du terme, la flore et la faune indigènes sont constituées par les plantes ou les animaux dont des sources historiques ou des analyses scientifiques permettent de constater qu'ils n'ont pas été introduits de l'extérieur dans un pays, une région ou un environnement déterminés.

Une plante ou un animal sont indigènes s'ils appartiennent originellement au biotope de la région où on les trouve

ermee in dat met het oog op de bescherming van fauna en flora in bepaalde omstandigheden maatregelen moeten kunnen worden genomen.

Twee leden wijzen er op dat « het leefmilieubeleid geen hinderpaal mag vormen voor de land- en bosbouwconomie, voor de aanpassing en voor de ontplooiing ervan. »

Om dit gevaar te voorkomen stellen zij het volgende amendement voor :

A. De punt, op het einde van het artikel, te vervangen door een komma en de volgende tekst toe te voegen : « onverminderd de economische exploitatie van landbouwgronden en bossen. »

B. Een tweede lid toe te voegen, luidende :

« Het prejudicieel karakter wordt door de Koning bepaald op advies van de gewestelijke commissie ingesteld door artikel 32 van deze wet. »

Dit amendement opent een zeer uitgebreide discussie.

De heer Minister wijst er op dat het ontwerp zeker niet de bedoeling heeft aan de bosexploitatie schade toe te brengen. Hij beklemtoont dat de maatschappij evenwel gewapend moet zijn om maatregelen te nemen wanneer dit nodig is. Het ontwerp zou geen zin hebben indien de economische belangen steeds en altijd voorrang krijgen op de natuurbelangen.

De Commissie geeft er zich rekenschap van dat bijvoorbeeld fijnsparopstanden schadelijk kunnen zijn voor de waterlopen; de toevoer van giftige stoffen of een belangrijke overschaduw van de waterlopen kunnen immers het volledig verdwijnen van biologische begroeiingen en een vermindering van de waterfauna tot gevolg hebben. Elders kunnen bio-industriële bedrijven tot gelijkaardige problemen aanleiding geven.

Op voorstel van de heer Minister beslist de Commissie het artikel 1 met een lid aan te vullen dat luidt : « Deze wet beoogt niet de landbouw- of bosbouwexploitatie te regelen ».

De indieners van het amendement zijn hierdoor gerustgesteld.

De Commissie neemt de aldus gewijzigde tekst aan.

Artikel 2.

De Commissie oordeelt dat inzake de bescherming van inheemse plantensoorten de tekst affirmatiever dient gesteld en stelt de formulering « neemt de Koning maatregelen » in de plaats van « kan de Koning maatregelen nemen ».

Een lid merkt op dat de draagwijdte van dit artikel verschilt naargelang van de betekenis die aan het woord « inheems » wordt gegeven. De verslaggever merkt hierbij op dat inheemse flora, fauna in de *enge* zin betekent dat, steunend op historische gegevens en/of wetenschappelijke analyses kan vastgesteld worden dat de betrokken planten of dierlijke wezens niet geïntroduceerd zijn van buitenuit in een bepaald land of gewest of omgeving.

Een plant of dier is inheems indien behorend tot de originele biota van de streek waar ze thans groeien of leven (ref.

actuellement (voir : « Webster's Third New International Dictionary » (1966) et « Biogeography — An ecological perspective » — Ed. Ronald Press Company, New York 1957).

Par indigène au sens *large* il faut entendre les espèces végétales ou animales présentes depuis très longtemps dans une région déterminée et qui ont pu s'y adapter totalement aux conditions ambiantes telles que le climat (lumière, chaleur, précipitations, air) et le sol (composition minérale, degré d'aération et taux d'humidité, teneur en humus et en chaux, degré d'acidité, etc.).

La Commission opte pour cette interprétation large et adopte à l'unanimité le texte légèrement modifié.

Article 3.

Cet article a trait à la protection de la faune indigène.

Sur proposition d'un commissaire le texte du projet est, ici encore, modifié en remplaçant les mots : « Le Roi *peut* prendre des mesures » par les mots « le Roi *prend* des mesures ».

Un membre propose par voie d'amendement qu'en ce qui concerne l'ovifaune, la capture, la chasse, la destruction, le transport, la vente et la détention de toutes les espèces — sauf exceptions prévues — soient interdits par la loi.

Tout en approuvant le but poursuivi, le Ministre estime cependant qu'il serait plus efficace de prendre des mesures par voie d'arrêté royal, ce qui permettrait d'éviter une longue procédure législative.

Il rappelle la situation présente :

- les animaux nuisibles peuvent être détruits;
- certains animaux ne peuvent être abattus que pendant la saison de la chasse;
- en ce qui concerne les oiseaux insectivores, les espèces protégées ou non sont déterminées par arrêté royal.

Le Ministre laisse entendre qu'un arrêté royal interdisant la tenderie pourrait être pris à très bref délai.

La Commission considère qu'il n'est pas indiqué de spécifier dans la loi quels sont les actes interdits, le projet prévoyant que le Roi peut prendre *toutes* mesures de protection.

L'amendement est rejeté.

Le texte légèrement modifié est adopté à l'unanimité.

Article 4.

Cet article prévoit que les mesures visées aux articles 2 et 3 peuvent être limitées dans le temps et dans l'espace ou concerner certains biotopes. On peut parfaitement concevoir que, dans une aire déterminée, des mesures soient prises, éventuellement pendant une partie de la période de croissance, afin de protéger une seule espèce végétale particulière qui y est répandue.

Sur proposition d'un membre, la Commission estime qu'il convient de remplacer dans le texte néerlandais le mot « gebieden » par le mot « arealen ».

« Webster's Third New International Dictionary » (1966) en « Biogeography — An ecological perspective » Uitg. Ronald Press Company New York 1957).

In de *ruime* betekenis dient onder « inheems » begrepen te worden : de planten- of diersoorten welke in een bepaalde streek sedert zeer lange tijd voorkomen en er zich volledig kunnen aanpassen hebben aan de daar heersende milieu-omstandigheden van de standplaats zoals klimaat (licht, warmte, neerslag, lucht) en bodem (minerale samenstelling, lucht- en vochtgehalte, humus- en kalkgehalte, zuurte graad, enz.).

De Commissie opteert voor deze ruime interpretatie en neemt de lichtjes gewijzigde tekst eenparig aan.

Artikel 3.

Dit artikel heeft betrekking op de bescherming van de inheemse fauna.

Op voorstel van een lid wordt ook hier het ontwerp gewijzigd als volgt : « De Koning *neemt* maatregelen » ter vervanging van « *kan* maatregelen nemen ».

Een lid stelt bij amendement voor dat in de wet zou bepaald worden dat — behalve uitzonderingen, — het vangen, het jacht maken op, het vernietigen, het vervoeren en het verkopen en het bezit van alle vogelsoorten verboden zijn.

De Minister beaamt het nagestreefde doel, doch acht het efficiënter, dat daartoe maatregelen worden genomen door middel van een koninklijk besluit, dat geen langdurige wetgevende procedure vergt.

Hij herinnert aan de huidige stand van zaken :

- schadelijke dieren mogen worden verdelgd;
- sommige dieren mogen enkel tijdens het jachtseizoen worden gedood;
- insectenetende vogels worden bij koninklijk besluit beschermd of « vogelvrij » verklaard.

De Minister laat doorschemeren dat een koninklijk besluit tot verbod van de vogelvangst zeer spoedig zou kunnen genomen worden.

De Commissie oordeelt dat het niet aangewezen is in de wet te specificeren welke handelingen verboden zijn, aangezien volgens het ontwerp de Koning *alle* beschermingsmaatregelen kan nemen.

Het amendement wordt verworpen.

De lichtjes gewijzigde tekst wordt eenparig aangenomen.

Artikel 4.

In dit artikel wordt bepaald dat de maatregelen bedoeld in artikel 2 en 3 kunnen beperkt worden in de tijd en de ruimte of betrekking hebben op sommige biotopen. Men kan zich voorstellen dat in een bepaald verspreidingsgebied (areaal) maatregelen genomen worden om één plantensoort te beschermen, eventueel gedurende een deel van de groeiperiode.

Op voorstel van een lid acht de Commissie het ook wenselijk het woord « gebieden » te vervangen door « arealen ».

Un membre propose d'insérer à la première ligne du texte, après le mot « protection », les mots « ou d'exception à une protection ».

Il justifie cet amendement en faisant valoir que « les espèces de l'avifaune étant beaucoup plus nombreuses mais aussi plus menacées, une protection totale, avec exceptions à celle-ci, est indiquée ».

Le Ministre est d'avis que l'insertion proposée ne garantit pas une protection meilleure. La Commission n'adopte pas non plus l'amendement.

Le même membre aimerait voir compléter l'article par la phrase suivante : « Elles peuvent servir à des recherches scientifiques organisées sur avis des Ministères de l'Education nationale. »

Le Ministre répond qu'effectivement, il doit être possible de faire également de la recherche scientifique dans le domaine de la protection de la nature et qu'il convient même de l'encourager; cependant, il n'est pas nécessaire pour autant d'en faire mention dans un texte de loi.

Un membre fait remarquer qu'il en est d'ailleurs de même pour l'enseignement, qui relève toutefois de la compétence des Conseils culturels.

Le texte légèrement modifié est adopté à l'unanimité.

Article 5.

Cet article permet de réglementer par arrêté royal l'importation et le transit des espèces végétales et animales non indigènes, ainsi que la mise en liberté des espèces animales non indigènes ou leur introduction dans les parcs à gibier.

Un membre propose par voie d'amendement d'interdire la mise en liberté des espèces animales non indigènes et leur introduction dans les parcs à gibier, exception faite des cas pour lesquels une autorisation spéciale sera requise. En l'occurrence, il part de l'idée que « la généralisation dans un but commercial de parcs à gibier échappant à tout contrôle est très contestable ».

Le Ministre répond que le texte vise précisément à permettre de régler la question des parcs à gibier par voie d'arrêté royal.

La Commission se rallie au point de vue du Ministre et adopte l'article à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 6.

Cet article prévoit la création de réserves naturelles, de réserves forestières et de parcs naturels.

Il prévoit également la possibilité de prendre, dans certains milieux naturels, des mesures de protection dans le but de conserver, pour les besoins de la recherche scientifique, les espèces de la flore et de la faune.

Un membre propose de remplacer le deuxième alinéa de cet article par le texte suivant :

« Le Roi peut, après consultation de la Députation permanente du Conseil provincial concerné, prendre dans certains

Een lid stelt voor, na het woord « bescherming » op de eerste regel in te voegen de woorden : « of tot uitzondering van een algehele bescherming ».

Als verantwoording voert hij aan dat « de soorten van de vogelfauna veel talrijker, maar ook veel meer bedreigd zijn; daarom acht hij een algehele bescherming, met uitzondering hierop, geboden ».

De Minister meent dat deze toevoeging geen betere bescherming waarborgt. De Commissie gaat er ook niet op in.

Hetzelfde lid wenst het artikel aan te vullen met de zin : « Zij mogen strekken tot het verrichten van wetenschappelijke onderzoeken georganiseerd op advies van de Ministeries van Nationale Opvoeding. »

De Minister bevestigt dat inderdaad ook het wetenschappelijk onderzoek in verband met het natuurbehoud moet mogelijk zijn en bevorderd worden; daarom hoeft dit echter nog niet in een wettekst opgenomen.

Een lid merkt op dat dit trouwens ook geldt voor het onderwijs dat echter tot de bevoegdheid van de Cultuurraden behoort.

De lichtjes gewijzigde tekst wordt eenparig aangenomen.

Artikel 5.

Dit artikel geeft de mogelijkheid om bij koninklijk besluit de in-, uit- en doorvoer van uitheemse plante- en diersoorten te regelen; hetzelfde geldt voor het vrijlaten of het opsluiten van uitheemse diersoorten.

Een lid stelt bij amendement voor, het vrijlaten of opsluiten van uitheemse diersoorten te verbieden en vervolgens een vergunning te voorzien voor uitzonderingen. Ten grondslag daaraan ligt de opvatting, dat « de algemene totstandbrenging van wildparken met handelsdoeleinden, die onder geen enkel toezicht vallen, zeer betwistbaar is. »

De Minister antwoordt dat de tekst precies tot doel heeft, een optreden inzake wildparken bij koninklijk besluit mogelijk te maken.

De Commissie volgt de Minister en neemt het artikel aan met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 6.

Dit artikel voorziet de oprichting van natuurreservaten, bosreservaten en natuurparken.

Eveneens is voorzien dat, ten behoeve van het wetenschappelijk onderzoek, beschermende maatregelen kunnen genomen worden voor de instandhouding van de planten- en diersoorten in sommige natuurlijke milieus.

Een lid stelt voor, het tweede lid te vervangen als volgt :

« De Koning kan, na raadpleging van de betrokken Bestendige Deputatie van de Provinciale Raad, in sommige

milieux naturels des mesures de protection, y compris l'expropriation pour cause d'utilité publique, dans le but de conserver, pour les besoins de la recherche scientifique, de l'enseignement ou de l'éducation populaire, les espèces de la flore et la faune, leurs communautés et leurs habitats.

» Si la Députation permanente n'a émis aucun avis dans les trente jours à compter de la date à laquelle elle y a été invitée, elle est censée avoir donné un avis favorable. »

Il justifie son amendement en ces termes :

« Il s'indique que des expropriations puissent avoir lieu non seulement pour la création de réserves naturelles domaniales (art. 9), mais en vue de protéger le milieu naturel ou de permettre la constitution de réserves forestières par l'Etat ou par d'autres pouvoirs publics.

» De plus, il est nécessaire que les autorités provinciales puissent au moins donner leur avis chaque fois que des mesures de protection sont envisagées dans leur province. »

En ce qui concerne la consultation préalable des collègues échevinaux intéressés sur la création de réserves, les membres de votre Commission émettent des opinions divergentes. Les uns sont convaincus de l'utilité de pareille consultation, tandis que d'autres estiment que ces collègues pourraient être intéressés de trop près ou ne pas disposer des services techniques nécessaires pour donner un avis scientifiquement justifié. Un commissaire croit que toutes ces consultations auront pour effet de faire traîner sans fin la procédure, surtout s'il faut demander l'avis des conseils communaux.

Un membre fait observer que la consultation des administrations provinciales et communales n'est prévue qu'en ce qui concerne la création de parcs et de réserves; en effet, les autres mesures de protection peuvent être prises en tout temps par le Roi, sans qu'il soit procédé aux susdites consultations.

La Commission marque cependant son accord sur le fond de l'amendement. Celui-ci est alors incorporé dans le texte sous une forme légèrement modifiée.

Un amendement déposé par deux autres membres prévoit que, dans chaque cas, les Commissions régionales qu'ils souhaitent voir instituer auprès du Conseil supérieur de la conservation de la nature (art. 32), seront également consultées.

Les intervenants estiment que, « dans une Belgique régionale et communautaire, il serait inouï de ne pas tenir compte de l'avis des régions concernées.

» Le groupe de travail dit des « 28 » évoque d'ailleurs les problèmes de la forêt dans ses conclusions. »

Le Ministre répond que les avis en question sont prévus à l'article 33.

Dès lors, les auteurs de l'amendement n'insistent pas.

Un commissaire propose de compléter l'article par un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Le Roi peut notamment affecter à la protection de la flore ou de la faune, à la recherche scientifique ou à l'enseignement l'usage de tout ou partie d'un immeuble.

natuurlijke milieus beschermende maatregelen nemen, daarin begrepen de onteigening te algemenen nutte, met het oog op de instandhouding van planten- en diersoorten, hun gemeenschappen en groeiplaatsen, ten behoeve van het wetenschappelijk onderzoek, het onderwijs of de volksopleiding.

» Indien de Bestendige Deputatie binnen de dertig dagen nadat haar hierom werd verzocht, geen advies heeft uitgebracht, wordt dit advies geacht gunstig te zijn. »

Hij verantwoordt het als volgt :

« Het is aangewezen dat, behalve voor de oprichting van staatsnatuureservaten (art. 9), ook de onteigening moet kunnen toegepast worden ter bescherming van het natuurlijke milieu, of om de oprichting van bosreservaten mogelijk te maken door de Staat of door andere openbare besturen.

» Bovendien is het nodig dat de provinciale overheid minstens advies zou kunnen geven telkens in de betrokken provincie beschermende maatregelen worden overwogen. »

Betreffende de raadpleging van de betrokken schepencolleges alvorens reservaten worden opgericht, verschillen de commissieleden van mening. Sommigen zijn overtuigd dat dit nuttig is, anderen menen dat de schepencolleges te veel betrokken kunnen zijn of niet over de nodige technische diensten beschikken om een wetenschappelijk verantwoord advies te geven. Een lid meent dat al deze raadplegingen de procedure eindeloos zullen doen aanslepen, zeker indien het advies van de gemeenteraden zou moeten worden ingewonnen.

Een lid wijst er op dat de consultatie van provincie- en gemeentebesturen slechts voorzien is voor de oprichting van parken en reservaten; de andere beschermende maatregelen kunnen immers ten allen tijde door de Koning genomen worden zonder voornoemde raadplegingen.

De Commissie is het evenwel ten gronde eens met het amendement. In een enigszins aangepaste vorm wordt het in de tekst verwerkt.

Een amendement van een paar andere leden voorziet dat voor elk geval ook de gewestelijke commissies die zij voor de Hoge Raad voor Natuurbehoud wensen (art. 32) zouden geraadpleegd worden.

Zij vinden dat « het in een geregionaliseerd en communautair België ongehoord ware, geen rekening te houden met het advies van de betrokken gewesten.

» In de conclusies van de werkgroep van de « 28 » is trouwens sprake van de problemen van het bosbeheer. »

De Minister antwoordt dat overeenkomstig artikel 33 dergelijke adviezen voorzien zijn.

De indieners dringen dan niet meer aan.

Een commissaris stelt voor het artikel aan te vullen met een derde lid, luidende :

« De Koning kan met name het gebruik van een onroerend goed, geheel of ten dele, bestemmen voor de bescherming van de flora of de fauna, voor het wetenschappelijk onderzoek of voor het onderwijs.

» Décidée par le Ministre compétent après consultation de la Députation permanente, cette affectation se substitue à toute jouissance privative, y compris tout bail quelconque sur le bien, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois au plus.

» Reconduite automatiquement à chaque terme annuel, cette affectation devra cependant être confirmée en cas de réclamation par le propriétaire ou un copropriétaire du bien. Le juge de paix de l'endroit fixera une juste indemnité compensant les pertes survenues à tout intéressé à la suite de cette affectation à usage public. »

Il justifie son amendement dans les termes suivants :

« Les procédures classiques d'expropriation sont lourdes et inadaptées à cette fonction. L'aménagement de la nature postule, en effet, une direction de l'utilisation de sites et non nécessairement une appropriation et une gestion collective.

» La procédure d'affectation forcée d'un immeuble possédé par toute personne quelconque à l'usage politique n'est pas une expropriation, mais peut être interprétée comme une location forcée.

» Quel qu'en soit le propriétaire, tout bien immeuble sera affecté à un usage prévu dans l'aménagement de la nature, quel que soit le gérant de cette utilisation.

» Le prix de la location forcée sera une indemnité correspondant à un éventuel manque à gagner par suite de l'affectation du bien à usage collectif. La vertu de cette procédure doit être sa rapidité, son faible coût et sa souplesse due à la nécessité d'un renouvellement annuel de la décision, si le propriétaire le demande. »

Un membre objecte que, si l'amendement était adopté, l'on prévoirait également dans cet article que, sans le consentement des propriétaires intéressés, aucune servitude ne peut être établie sur les propriétés limitrophes de réserves.

Or, cette question fait l'objet de l'article 9.

L'amendement n'est pas adopté.

Un commissaire avait déposé une série d'amendements, reprenant en substance la teneur d'une proposition de loi ayant le même objet et qui visaient à prévoir dans le projet de loi à l'examen que les Conseils culturels prennent des décrets en vue de la protection des milieux naturels et des espaces verts.

Le Ministre a fait observer qu'en aucune façon le projet ne porte atteinte à l'autonomie culturelle, et que d'ailleurs ses dispositions relatives à la culture (et notamment aux sites) seront supprimées.

La Commission marque son accord sur ce point de vue.

L'amendement concernant cet article n'ayant pas été adopté, la plupart des autres amendements déposés par le même auteur n'ont pas été discutés. En effet, le rejet de cet amendement entraîne ipso facto celui des amendements subséquents.

» Deze bestemming, waartoe door de bevoegde Minister wordt besloten na de raadpleging van de Bestendige Deputatie, sluit elk privaat genot uit, met inbegrip van elke huur-overeenkomst betreffende het goed, mits met een opzeggings-termijn van ten hoogste 6 maanden.

» Deze bestemming die automatisch van jaar tot jaar wordt verlengd, moet evenwel worden bevestigd in geval van klacht door de eigenaar of een medeëigenaar van het goed. De vrederechter van de plaats stelt een billijke vergoeding vast die het verlies goedmaakt dat de belanghebbende als gevolg van die bestemming voor openbaar gebruik heeft geleden. »

De verantwoording ervan ziet hij als volgt :

« De klassieke onteigeningsprocedures zijn log en niet aangepast. De ordening van de natuur vereist immers een gericht gebruik van landschappen en niet noodzakelijkerwijze toeëigening of collectief beheer.

» De procedure van gedwongen bestemming van iemands goed voor openbaar gebruik is geen onteigening, maar kan worden beschouwd als een gedwongen verhuring.

» Elk onroerend goed wordt, ongeacht de eigenaar ervan, bestemd voor het gebruik bepaald in de ordening van de natuur, wie ook de beheerder van dat gebruik moge zijn.

» De prijs van de gedwongen verhuring bestaat in een vergoeding die overeenstemt met de eventuele winstderving als gevolg van de bestemming van het goed voor collectief gebruik. De deugdelijkheid van deze procedure is dat zij snel verloopt, weinig kost en soepel is dank zij de noodzakelijke jaarlijkse vernieuwing van de beslissing, indien de eigenaar daarom verzoekt. »

Een lid stelt daar tegenover dat ook in dit artikel zou worden bepaald dat zonder instemming van de betrokken eigenaars geen erfdienstbaarheden kunnen gevestigd worden op aan reservaten grenzende eigendommen.

Deze aangelegenheid wordt besproken bij artikel 9.

Het amendement wordt niet aangenomen.

Een commissaris had een reeks amendementen ingediend (in feite herwerking van een wetsvoorstel over hetzelfde onderwerp) luidens welke in de ontworpen wet zou bepaald worden dat de Cultuurraden decreten treffen tot bescherming van de natuurlijke milieus en groene ruimten.

De Minister vestigt er de aandacht op dat door onderhavig ontwerp geen afbreuk wordt gedaan aan de culturele autonomie en trouwens de bepalingen die betrekking hebben op de cultuur (o.a. landschappen) uit het ontwerp zullen geweerd worden.

De Commissie steunt dit standpunt.

Ingevolge de niet-aanvaarding van het amendement bij dit artikel worden het merendeel der andere amendementen van dezelfde auteur niet meer besproken. Inderdaad, de niet-aanvaarding van bedoeld amendement brengt ipso facto de verworping van de daarop volgende amendementen mee.

Article 7.

La définition de la notion de « réserve naturelle intégrale » n'est guère débattue au sein de la Commission. Tous les membres s'accordent à admettre que, dans les réserves intégrales, aucune activité humaine ne pourra être exercée, sinon celles qui ont pour objet l'étude scientifique du milieu, l'enseignement et l'éducation. La Commission estime qu'il est superflu de le préciser dans le texte, comme l'avait proposé un membre.

Un commissaire propose de remplacer dans le texte néerlandais l'expression « beschermd gebied » par « beschermd areaal ». Après une brève discussion, la Commission décide de modifier le texte en ce sens.

L'article est adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Article 8.

Il y aura dans les réserves naturelles dirigées des interventions humaines en vue de conserver ou de rétablir la flore et la faune.

Un membre propose d'ajouter le mot « caractéristiques » après les mots « ou de réintroduire des espèces végétales ou animales ».

Le Ministre et la Commission pensent que ce n'est pas nécessaire, le texte prévoyant la possibilité de réintroduire les espèces végétales ou animales dont la présence est souhaitée. Si l'on ajoute le mot « caractéristiques », il se peut, à s'en tenir au sens strict du texte, qu'on doive fournir une justification avant de pouvoir prendre des mesures.

La Commission examine alors de plus près la signification des termes « faciès du tapis végétal ». Cette notion est à entendre non pas au sens de la perspective offerte par un beau site mais plutôt comme désignant le tapis végétal typique d'une combinaison déterminée de facteurs, notamment le climat et le sol de la station. Ainsi, dans certaines conditions et sous certaines influences climatiques, on constatera la présence de divers types caractéristiques de végétation naturelle en Basse Fagne, en Haute Fagne, sur des sols salins ou calcaires, sur des terrains sablonneux secs, etc.

L'article est adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Article 9.

Par suite de l'adoption, à l'article 6, d'un amendement relatif à la possibilité d'expropriation, la disposition de l'alinéa 2 du présent article devient sans objet et elle est donc supprimée.

Un membre dépose un autre amendement tendant à remplacer — tant à cet article que dans les suivants — les mots « Ministre de l'Agriculture » par les mots « Ministre compétent ».

Artikel 7.

De omschrijving van het begrip « integraal natuurreservaat » geeft in de Commissie geen aanleiding tot uitgebreide discussie. Wel zijn alle leden het eens dat in de integrale reservaten geen andere menselijke activiteiten mogen uitgeoefend worden dan die welke gericht zijn op de wetenschappelijke studie van het milieu, het onderwijs en de opvoeding. De Commissie acht het onnodig zulks in de tekst op te nemen zoals voorgesteld was door een van hare leden.

Een lid stelt voor « beschermd gebied » in de Nederlandse tekst te vervangen door « beschermd areaal ». Na enige bespreking beslist de Commissie deze tekstwijziging in te voeren.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 1 onthouding.

Artikel 8.

In de gerichte natuurreservaten zullen er wel menselijke ingrepen zijn voor behoud of herstel van de flora en de fauna.

Een lid stelt voor, het woord « bepaalde » op de vierde regel te vervangen door « kenmerkende ».

De Minister en de Commissie vinden dit niet noodzakelijk, vermits in de tekst voorzien is dat plantesoorten en diersoorten waarvan de aanwezigheid wordt gewenst, terug ingevoerd kunnen worden. Indien het woord « kenmerkend » zou gebruikt worden, kan strikt genomen telkens een verantwoording nodig zijn alvorens maatregelen kunnen getroffen.

De Commissie verdiept zich in de betekenis van « uitzichten van het plantendek ». Dit begrip dient beschouwd niet in de betekenis van landschappelijk waardevol uitzicht, doch eerder als het typerend plantendek voor een welbepaalde combinatie o.a. van klimaat- en bodemfactoren van de standplaats. Zo zullen onder bepaalde klimatologische omstandigheden en invloeden kenmerkende natuurlijke begroeiingen voorkomen op Laagveen, Hoogveen, zoutrijke of kalkrijke gronden, op droge zandgronden, enz.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 1 onthouding.

Artikel 9.

Ingevolge de aanvaarding van een amendement betreffende de mogelijkheid tot onteigening, in artikel 6, is dergelijke bepaling in het tweede lid van artikel 9 overbodig en vervalt derhalve.

Het amendement van een lid strekt ertoe in dit artikel — en trouwens ook in de volgende artikelen — de woorden « Minister van Landbouw » te vervangen door « bevoegd Minister ».

Le Ministre ne peut accepter cette modification parce qu'elle donnerait lieu à de grandes difficultés légistiques. Au cas où serait créé ultérieurement un Ministère de l'Environnement qui serait également compétent en matière de conservation de la nature, il faudrait nécessairement qu'un arrêté royal précise les attributions des autres Ministères.

Dans l'état actuel des choses, aucune autre formule n'est admissible.

Un membre fait d'ailleurs observer qu'il est préférable de ne pas concevoir la conservation de la nature indépendamment de la politique agricole; à l'appui de sa thèse, il invoque l'interaction de l'agriculture, de la prairiculture, de la sylviculture, des réserves naturelles, du régime des eaux, de l'aménagement rural, du remembrement rural, etc.

En outre, le Ministère de l'Agriculture dispose d'établissements de recherche et de spécialistes capables de fournir une contribution importante à l'application d'une politique de conservation de la nature.

Deux autres commissaires proposent de compléter l'article par un alinéa final rédigé comme suit :

« Lorsque des terrains privés doivent être intégrés dans l'aire protégée et que le propriétaire du fonds refuse de les donner en location, ils peuvent être acquis par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Les auteurs de l'amendement attirent l'attention sur l'aspect incohérent de certaines réserves naturelles domaniales existantes, qui ne pourraient que gagner à être transformées en un ensemble naturel harmonieux. Ils estiment que les réserves naturelles domaniales qui, au mépris de toute logique, ont pour limites des terrains privés ou sont morcelées, portent atteinte au droit de propriété garanti par la Constitution et qu'elles donnent au propriétaire l'impression désagréable qu'en fait, l'Etat se contente d'une expropriation déguisée, sans paiement préalable d'une indemnité équitable. Aussi l'expropriation s'impose-t-elle dans ces cas. Pour les deux commissaires, cette conception est parfaitement conforme au point de vue exposé par le Ministre de l'Agriculture lors du premier examen de l'article 6.

Dans cette discussion, le Ministre avait souligné le fait que le projet prévoit deux sortes de réserves naturelles : les réserves domaniales (art. 9) et les réserves agréées (art. 10). Les réserves domaniales sont érigées sur des terrains appartenant à l'Etat, ou encore pris en location ou possédés par lui. Faute d'accord avec le propriétaire, l'Etat peut évidemment exproprier. D'après le projet de loi, aucune servitude ne saurait être imposée sans l'assentiment des propriétaires et des occupants intéressés. Le maintien d'une zone agricole ou forestière autour d'une réserve ou la renonciation à tout plan de construction ne peuvent toutefois être confondus avec la création d'une zone tampon.

Les auteurs de l'amendement redoutent les « zones tampons » et les « ceintures de protection » entourant les réserves naturelles. Un membre craint également que la perturbation du régime des eaux ou que des limitations importantes de l'exploitation autour des réserves naturelles ne compromettent la viabilité des zones agricoles. Le Ministre déclare toutefois qu'il n'est pas question de zones tampons dans le projet.

De Minister kan deze wijziging niet aanvaarden omdat dit aanleiding zou geven tot grote legistische moeilijkheden. Indien er later een Ministerie van het Leefmilieu komt dat ook bevoegd zou zijn inzake natuurbeheer dan moet meteen bij koninklijk besluit bepaald worden welke de bevoegdheden zijn van de overige Ministeries.

In de huidige stand van zaken kan geen andere formule aanvaard worden.

Een lid wijst er trouwens op dat het beter is dat het natuurbehoud niet los en onafhankelijk van het landbouwbeleid gebeurt en wijst op de interactie van akker- en weidebouw, bosbouw, reservaten, waterbeheersing, landinrichting, ruilverkaveling, enz.

Bovendien beschikt het Ministerie van Landbouw over onderzoeksinstituten en deskundigen die een belangrijke bijdrage kunnen leveren tot het voeren van een beleid inzake natuurbehoud.

Twee andere leden van de Commissie stellen voor, aan het artikel een laatste lid toe te voegen, luidende :

« Voor zoveel private gronden in het beschermd gebied dienen opgenomen en de grondeigenaar in de verhuur ervan niet toestemt, zullen deze door onteigening ten algemenen nutte worden verworven. »

Hierbij wijzen de indieners van het amendement op reeds bestaande staatsnatuurreservaten die een onsamenhangend uitzicht vertonen en er alle voordeel bij hebben in een harmonisch natuurgeheel te worden herschapen. De met private gronden onlogisch afgebakende of inwendig verbrokelde staatsnatuurreservaten krenken volgens hen het eigendomsrecht dat de grondwet waarborgt en verwekt bij de eigenaar de onbehagelijke indruk dat de staat tenslotte met een vermomde onteigening vrede neemt zonder voorafgaandelijke betaling van een billijke vergoeding. Daarom dringt in deze gevallen de onteigening zich op. Deze opvatting, aldus de twee commissarissen, strookt volledig met de zienswijze van de heer Minister van Landbouw bij de initiale bespreking van het voorgaande artikel 6.

Bij de bespreking van artikel 6 wees de Minister erop dat onderhavig ontwerp twee soorten natuurreservaten kent : de domaniale (art. 9) en de erkende (art. 10). De staatsreservaten zijn gevestigd op gronden die de Staat in eigendom, in huur of in bezit heeft. Komt er geen overeenkomst met de eigenaar, dan kan de Staat uiteraard onteigenen. Zonder instemming van de belanghebbende eigenaars en gebruikers kunnen volgens dit wetsontwerp geen erfdiensbaarheden opgelegd worden. Het behoud van een landbouw- of een boszone rond een reservaat of het niet plannen van een bouwzone mag echter niet verward worden met een bufferzone.

De indieners van het amendement zijn beducht voor zogenaamde bufferzones en beschermingsgordels rond de reservaten. Een commissielid vreest ook dat rond reservaten de leefbaarheid van landbouwgebieden in het gedrang kan komen ingevolge verstoring van de waterhuishouding of belangrijke beperkingen van de exploitatie. De Minister verklaart echter dat van bufferzones in onderhavig ontwerp geen sprake is.

L'amendement est retiré, compte tenu du dernier alinéa de l'article 6 du projet modifié, lequel prévoit l'expropriation et s'applique à l'article 9, ce qui a pour effet qu'une expropriation aura normalement lieu chaque fois que cela s'impose pour faire de la réserve naturelle domaniale un ensemble logique ou l'entourer d'une ceinture de protection.

L'article est adopté à l'unanimité moins 4 abstentions.

Article 10.

Cet article définit la notion de « réserve naturelle agréée ». A la suite d'un amendement proposé par un commissaire, en ce qui concerne la gestion, les mots « personne morale de droit public ou privé » sont remplacés par les mots « personne physique ou morale ».

D'autre part, la Commission estime préférable que la personne physique ou morale soit reconnue par le Roi plutôt que par le Ministre. C'est en effet le Roi qui autorise les exceptions.

Le Ministre marque son assentiment sur la proposition de plusieurs membres qui souhaitent que cette reconnaissance ait lieu à la demande du propriétaire des terrains et avec l'accord de leur occupant.

Un amendement prévoyant qu'une réserve naturelle agréée est gérée par un responsable scientifique n'a pas été retenu par votre Commission. Le Ministre, appuyé en cela par la Commission, estime que la notion de « responsable scientifique » est trop vague.

Des garanties scientifiques pourront être prévues dans l'arrêté royal qui fixera les conditions d'agrément et sera pris en exécution de l'article 18.

L'article est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 11.

Deux commissaires proposent que, dans les dispositions de cet article qui ont trait à la protection des animaux, il soit précisé que la capture au moyen de « filets, gluaux ou collets » est également interdite. La Commission décide que, pour être complet, il vaut mieux encore prévoir qu'il est interdit de tuer, de chasser ou de piéger des animaux *de n'importe quelle manière*; il sera également interdit de déranger et de détruire leurs terriers dans les réserves naturelles.

En ce qui concerne la végétation naturelle, un autre membre propose qu'outre les « arbres et arbustes », le projet mentionne « les buissons, les haies et les plantes ». Le Ministre considère cette addition comme superflue, étant donné que les arbres et les arbustes comprennent déjà les buissons et les haies, tandis que les plantes font partie du « tapis végétal ».

L'amendement du même auteur qui prévoit que toutes les interdictions énumérées dans l'article ne s'appliquent qu'aux réserves « intégrales », n'est pas adopté par la Commission;

Het amendement wordt ingetrokken, rekening houdend met het laatste lid van artikel 6 van het gewijzigd ontwerp dat de onteigening voorziet en dat van toepassing is op artikel 9, met als gevolg dat normaal tot onteigening wordt overgegaan telkens dit zich voor een logisch geheel of voor een beschermingsgordel van het staatsreservaat zou opdringen.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 4 onthoudingen.

Artikel 10.

Dit artikel omschrijft het begrip « erkend natuureservaat ». Ingevolge het amendement van een commissielid worden de beheersvormen « publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon » vervangen door « natuurlijk of rechtspersoon ».

Ook wordt het door de Commissie beter geacht dat de erkenning zou geschieden door de Koning dan door de Minister. Het is immers ook de Koning die uitzonderingen toestaat.

De Minister stemt in met het voorstel van verschillende commissieleden dat deze erkenning geschiedt op verzoek van de eigenaar van de gronden en met instemming van de eventuele gebruiker ervan.

Het amendement volgens welk een erkend natuureservaat wordt beheerd door een wetenschapsman wordt door de Commissie niet weerhouden. De Minister, hierin gevolgd door de Commissie, oordeelt dat « wetenschapsman » een te vaag begrip is.

Wetenschappelijke waarborgen kunnen worden opgenomen in het koninklijk besluit dat de voorwaarden van erkenning bepaalt en genomen wordt ten uitvoering van artikel 18.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 11.

In de bepalingen die dit artikel bevat voor de bescherming van dieren stellen een paar commissieleden voor dat ook vangst met « netten, lijnstokken en strikken » zou verboden zijn. De Commissie besluit dat het omwille van de volledigheid nog beter is te vermelden dat het verboden is dieren te doden, te jagen of te vangen *op om het even welke wijze*; ook is het verstoren en vernietigen van hun schuilplaatsen in natuureservaten verboden.

Inzake de natuurlijke begroeiing stelt een ander lid voor dat behalve de woorden « bomen en struiken » het ontwerp zou vermelden « heesters, hagen en planten ». De Minister acht zulks overbodig omdat onder bomen en struiken ook heesters en hagen begrepen zijn, terwijl de planten deel uitmaken van het « plantendek ».

Het amendement van dezelfde auteur dat voorziet dat al de in het artikel vervatte verbodsbepalingen slechts gelden voor « integrale » reservaten wordt door de Commissie

en ce qui concerne les réserves dirigées, le Roi peut en effet abroger les interdictions dans des cas particuliers.

Bien que, selon le texte du projet, les exceptions éventuelles concernent toutes les interdictions, la Commission juge préférable de remplacer à l'avant-dernier alinéa les mots « visées à l'alinéa premier » par les mots « prévues au présent article ».

D'autre part, il appert d'une longue discussion qu'on ne peut, sauf dans les cas exceptionnels prévus, modifier la destination d'une réserve naturelle, ni par la pratique du camping ou du caravaning, ni par des modifications du profil ou du relief, l'installation de constructions provisoires, etc. En vertu du dernier alinéa, des mesures complémentaires peuvent être prises par arrêté royal, par exemple pour éviter que la tranquillité des réserves ne soit troublée par des sur vols à basse altitude.

Répondant à la question d'un membre, le Ministre précise que des recherches archéologiques peuvent, au contraire, être autorisées dans les réserves naturelles, étant donné qu'elles sont comprises dans les « cas particuliers » visés par la loi.

L'article est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 12.

Dans les réserves naturelles, le Ministre de l'Agriculture réglemente la circulation en dehors des routes et chemins ouverts à la circulation publique. Pour ce qui est des servitudes de passage existantes, il faudra évidemment conclure un arrangement avec les bénéficiaires.

L'article est adopté à l'unanimité moins 3 abstentions.

Articles 13 et 14.

Ces articles sont adoptés sans discussion, à l'unanimité des voix moins 4 abstentions.

Article 15.

Cet article prévoit que c'est un ingénieur de l'Administration des Eaux et Forêts du Ministère de l'Agriculture qui est chargé de la gestion de chacune des réserves naturelles domaniales.

Un membre demande s'il ne vaudrait pas mieux remplacer les mots « ingénieur des eaux et forêts » par les mots : « le fonctionnaire compétent ».

A cet égard, le Ministre renvoie à l'avis du Conseil d'Etat; plutôt que de réduire la compétence de l'Administration des Eaux et Forêts, il entend au contraire la renforcer, d'autant plus qu'aujourd'hui, des problèmes d'environnement toujours plus nombreux se posent, même dans les régions rurales. La fonction d'ingénieur des eaux et forêts est remplie par des ingénieurs agronomes dont les Eaux et Forêts sont la spécialité.

niet aangenomen; voor gerichte reservaten kan de Koning immers in bijzondere gevallen de verbodsbepalingen opheffen.

Alhoewel ook volgens de tekst van het ontwerp de mogelijke ontheffingen slaan op alle verbodsbepalingen, oordeelt de Commissie het verkieslijk in het tweede en voorlaatste lid de woorden « in het eerste lid bedoelde » te vervangen door « in dit artikel bedoelde ».

Uit de uitvoerige bespreking blijkt verder dat een natuurreservaat, behalve de voorziene uitzonderingen, van bestemming niet mag gewijzigd worden, noch door het beoefenen van camping of caravaning, door profiel-of reliëfwijzigingen, het plaatsen van tijdelijke constructies enz. Bij koninklijk besluit kunnen, overeenkomstig het laatste lid, aanvullende maatregelen uitgevaardigd worden om bijvoorbeeld te voorkomen dat de rust in de reservaten verstoord wordt door het overvliegen op geringe hoogte.

Op vraag van een lid antwoordt de Minister dat archeologische opzoekingen in natuurreservaten wel kunnen toegestaan worden omdat het hier de bij de wet bedoeld « bijzondere gevallen » betreft.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 12.

In de natuurreservaten reglementeert de Minister van Landbouw het verkeer voor wegen die niet voor het openbaar verkeer openstaan. Betreffende de bestaande erfdiensbaarheden van doorgang zal uiteraard een regeling moeten getroffen worden met de houders van rechten.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 3 onthoudingen.

Artikelen 13 en 14.

Deze artikelen worden zonder discussie maar met eenparigheid bij 4 onthoudingen aangenomen.

Artikel 15.

Overeenkomstig het bepaalde in dit artikel is het een ingenieur van het Bestuur van Waters en Bossen bij het Ministerie van Landbouw die met het beheer van een Staatsreservaat is belast.

Een lid vraagt of het niet beter ware « ingenieur van waters en bossen » te vervangen door « de bevoegde ambtenaar ».

De Minister verwijst terzake naar het advies van de Raad van State; eerder dan de bevoegdheid van het Bestuur van Waters en Bossen te verminderen wil hij deze integendeel versterken, vooral nu er steeds meer milieuproblemen opdagen, ook in het landelijk gebied. De functie van ingenieur van waters en bossen wordt vervuld door landbouwkundige ingenieurs — specialiteit waters en bossen.

Plusieurs membres attirent l'attention sur le fait que diverses universités belges dispensent un enseignement en écologie et qu'à l'avenir, les diplômés de cet enseignement pourront sans aucun doute apporter leur concours en matière de conservation de la nature.

Un membre propose de remplacer l'ensemble de l'article par le texte suivant :

« Le Ministre compétent constitue pour chaque réserve ou groupe de réserves une commission de gestion composée :

1. du conservateur nommé par le Roi;
2. d'un certain nombre de personnalités scientifiques nommées par les Ministres compétents sur proposition du Conseil régional de la conservation de la nature;
3. de deux représentants des sociétés ou organismes locaux préoccupés par les problèmes de la conservation de ces sites;
4. de deux représentants des autorités forestières locales;
5. d'un représentant des fédérations locales de tourisme. »

Le Ministre déclare qu'il est normal que les biens domaniaux attribués à la réserve naturelle domaniale soient gérés par un personnel désigné à cet effet par le Ministre responsable. Si la gestion en est confiée à une commission, il sera difficile de rendre le Ministre responsable de cette gestion devant le Parlement.

L'article est adopté sans modification, à l'unanimité moins 1 voix et 3 abstentions.

Article 16.

A propos de la composition de la commission consultative pour chaque réserve naturelle domaniale, le Ministre estime qu'on peut envisager de nommer, dans chaque cas, de 10 à 12 membres choisis parmi les hommes de science compétents en la matière, des représentants d'associations de défenseurs de la nature et des personnes familiarisées avec les problèmes régionaux et ceux du milieu rural.

En ce qui concerne la présidence, la Commission propose que les candidats soient présentés par le Conseil supérieur de la conservation de la nature. Celui-ci doit en effet pouvoir proposer également une personne autre qu'un de ses membres.

Un commissaire propose par voie d'amendement de remplacer l'article par les dispositions suivantes :

« La commission de gestion élit son président en son sein à la majorité et fixe son règlement d'ordre intérieur.

» Elle élabore le règlement et le plan particulier de gestion de la réserve et les soumet, après avis du Conseil régional de la conservation de la nature, à l'approbation des Ministres compétents. »

Verschillende leden wijzen er op dat aan verschillende Belgische universiteiten onderwijs wordt verstrekt in de milieuproblematiek waarvan de afgestudeerden in de toekomst ongetwijfeld medewerking zullen kunnen verlenen voor het natuurbeheer.

Een lid stelt voor, het hele artikel te vervangen als volgt :

« De bevoegde Minister stelt voor elk reservaat of groep van reservaten een commissie van beheer in, bestaande uit :

1. de conservator benoemd door de Koning;
2. een aantal wetenschappelijke personaliteiten, benoemd door de bevoegde ministers op de voordracht van de Gewestelijke Raad voor het natuurbehoud;
3. twee vertegenwoordigers van de plaatselijke verenigingen of instellingen die de problemen van het behoud van die plaatsen ter harte nemen;
4. twee vertegenwoordigers van de plaatselijke bosoverheid;
5. een vertegenwoordiger van de plaatselijke verenigingen voor toerisme. »

De Minister verklaart dat het normaal is dat Staatsgoederen, die aan het Staatsnatuurreservaat worden toegewezen, beheerd worden door personeel dat door de verantwoordelijke Minister daartoe wordt aangeduid. Indien een commissie met het beheer wordt belast, kan de Minister moeilijk verantwoordelijk gesteld worden tegenover het Parlement.

Het artikel wordt ongewijzigd aangenomen met eenparigheid min 1 stem bij 3 onthoudingen.

Artikel 16.

Aangaande de samenstelling van de adviescommissie voor elk staatsnatuurreservaat meent de Minister dat kan overwogen worden telkens 10 à 12 leden te benoemen bestaande uit terzake bevoegde wetenschapsmensen en vertegenwoordigers van verenigingen voor natuurbehoud en personen die vertrouwd zijn met regionale problemen en met die van het landelijk milieu.

Wat het voorzitterschap betreft, stelt de Commissie voor dat die persoon wordt voorgedragen door de Hoge Raad voor Natuurbehoud. De Hoge Raad moet immers ook iemand kunnen voordragen die zelf van die Raad geen lid is.

Een lid stelt bij amendement voor het artikel te vervangen als volgt :

« De commissie van beheer kiest uit haar midden bij meerderheid van stemmen haar voorzitter en stelt haar reglement van orde vast.

» Zij maakt het reglement en het bijzonder plan voor beheer van het reservaat op en legt ze, na advies van de Gewestelijke Raad voor het natuurbehoud, ter goedkeuring aan de bevoegde Ministers voor. »

La Commission n'accepte pas cet amendement et adopte le texte, modifié en ce qui concerne la présentation des candidats à la présidence, à l'unanimité moins 2 voix et 2 abstentions.

Article 17.

Au cas où il s'imposerait de prendre des mesures de gestion urgentes qui dérogent aux dispositions légales, l'ingénieur des eaux et forêts fait rapport à la commission consultative. Le président de celle-ci fait alors rapport à la Chambre compétente ou au Conseil supérieur visé à l'article 32 du projet.

Un membre propose par voie d'amendement de remplacer les mots : « le Ministre de l'Agriculture » par les mots : « le Ministre compétent », et « le Conseil supérieur de la conservation de la nature » par « le Conseil régional de la conservation de la nature ».

L'amendement est rejeté.

La structure nouvelle du Conseil supérieur de la conservation de la nature a toutefois nécessité une légère adaptation du texte de l'article.

Celui-ci est adopté à l'unanimité moins 2 voix et 2 abstentions.

Article 18.

La discussion de cet article porte essentiellement sur le dernier alinéa, qui fixe la durée de validité de l'agrément d'une réserve naturelle.

A ce propos, un membre dépose un amendement tendant à porter cette durée de 5 ans à « 10 ans au moins », et ce afin d'assurer la continuité des mesures prévues.

Il fait valoir que l'agrément constitue en fait un contrat bilatéral entre l'Etat et un propriétaire de terrains, contrat qui, d'après l'article 10, est d'ailleurs passé à la demande de ce dernier. Or, l'article 37 prévoit la possibilité d'accorder des subventions pour les réserves naturelles agréées. Cette dernière disposition perdrait toute signification et toute utilité au cas où la période de réservation garantie serait de courte durée (5 ans).

La Commission se rallie à ce point de vue et adopte le texte amendé, à l'unanimité moins 2 voix et 2 abstentions.

Article 19.

Cet article ne donne pas lieu à discussion et il est adopté sans modification, à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 20.

Un membre propose de supprimer l'ensemble de la section 2, étant entendu que les forêts types font partie des réserves

De Commissie gaat er niet op in en neemt de tekst, gewijzigd met betrekking tot de voordracht tot de benoeming van de voorzitter, aan met eenparigheid min 2 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 17.

In geval dringende beheersmaatregelen vereist zijn, die afwijken van de wetsbepalingen, brengt de ingenieur van waters en bossen verslag uit bij de adviescommissie. De voorzitter van deze Commissie brengt dan verslag uit bij de bevoegde Kamer of bij de Hoge Raad bedoeld in artikel 32 van dit ontwerp.

Een lid stelt bij amendement voor, de woorden « de Minister van Landbouw » te vervangen door « de bevoegde Minister » en de woorden « de Hoge Raad voor het Natuurbehoud » te vervangen door « de Gewestelijke Raad voor het natuurbehoud ».

Het amendement wordt verworpen.

De nieuwe structuur voor de Hoge Raad voor het Natuurbehoud heeft wel een lichte aanpassing gevergd van onderhavig artikel.

Dit wordt aangenomen met eenparigheid min 2 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 18.

De bespreking van dit artikel slaat vooral op het laatste lid, dat de tijd bepaalt gedurende welke een erkenning als natuureservaat geldig is.

In dit verband dient een lid een amendement in, strekkende tot verlenging van de periode van 5 tot « minstens 10 jaar ». Dit om de duurzaamheid te verzekeren.

De indiener argumenteert dat een erkenning toch een wederzijds contract is tussen de Staat en een eigenaar van gronden; volgens artikel 10 trouwens op verzoek van deze laatste. Welnu artikel 37 voorziet de mogelijkheid tot betoelaging van erkende reservaten. Dit laatste zou zonder betekenis en nutteloos zijn indien de gewaarborgde reservatieperiode van korte duur (5 jaar) zou zijn.

De Commissie steunt deze zienswijze en keurt de geamendeerde tekst goed met eenparigheid min 2 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 19.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot discussie en wordt ongewijzigd aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 20.

Een lid stelt voor, de hele afdeling 2 te doen vervallen, omdat de type-bossen deel uitmaken van de integrale en

naturelles intégrales et dirigées tandis que les autres forêts restent sous la gestion du Ministère de l'Agriculture.

Quand une forêt devient une réserve naturelle, elle entre dans la compétence du Ministère qui a la conservation de la nature dans ses attributions puisqu'elle est devenue une réserve naturelle du type prévu à la section 1.

La Commission ne retient pas cet amendement.

Un membre ayant demandé s'il est bien nécessaire de distinguer les réserves forestières des réserves naturelles, le Ministre répond que le but poursuivi est plus restreint en ce qui concerne les réserves forestières et que l'on s'efforce d'y assurer la survie de certaines essences indigènes.

La Commission partage l'avis selon lequel il faut que l'on puisse continuer à étudier également dans ces dernières réserves la dynamique de certains peuplements et associations forestiers naturels; d'autre part, ces zones boisées auront leur importance comme réservoirs de matériel de sélection.

L'article est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 21.

Un membre propose d'insérer, à l'alinéa 2, après les mots « du propriétaire », les mots « et de l'usager », ce qui implique le remplacement, in fine du même alinéa, du mot « celui-ci » par le mot « ceux-ci ».

Il justifie son amendement comme suit :

« Etant donné qu'à l'article 10 la Commission a déjà admis que l'agrément d'une réserve naturelle requiert l'accord de l'occupant éventuel des terrains, il est logique d'appliquer la même règle aux réserves forestières. »

La Commission ne retient toutefois pas cet amendement. Elle se borne à décider, par souci de clarté, de modifier légèrement le texte de l'article; celui-ci est adopté, dans sa nouvelle rédaction, à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 22.

Cet article ne donne pas lieu à observations et il est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 23.

Un membre propose qu'avant d'élaborer le règlement de gestion applicable aux réserves forestières, on recueille l'avis du Conseil supérieur de la conservation de la nature.

Le Ministre marque son accord et propose de compléter les articles 32 et 33 par une disposition en ce sens.

L'article est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

gerichte natuurreservaten, terwijl de andere bossen onder het beheer van het Ministerie van Landbouw blijven.

Wanneer een bos een natuurreservaat wordt, gaat het ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort omdat het een natuurreservaat is geworden van het type bepaald in afdeling 1.

De Commissie gaat hier niet op in.

Naar aanleiding van een vraag of het noodzakelijk is bosreservaten te onderscheiden van natuurreservaten, antwoordt de Minister dat het nagestreefde doel in bosreservaten beperkter is en er getracht wordt het voortbestaan van sommige inheemse boomsoorten te verzekeren.

De Commissie deelt de mening dat daar ook verder de laties moeten kunnen bestudeerd worden; zulke bosgebieden dynamiek van bepaalde natuurlijke bos- associaties en -populaties zullen ook als reservoirs voor selectiemateriaal belangrijk zijn.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 21.

Een lid stelt voor, in het tweede lid, na het woord « eigenaar » de woorden « en de gebruiker » in te lassen.

Hij verantwoordt dit aldus :

« Aangezien de Commissie in verband met artikel 10 reeds aanvaard heeft dat voor de erkenning van een natuurreservaat de instemming van de eventuele bezetter noodzakelijk is, is het logisch dezelfde regel te aanvaarden voor bosreservaten. »

De Commissie gaat hier nochtans niet op in. Alleen wordt, omwille van de duidelijkheid, de formulering van dit artikel enigszins gewijzigd; in zijn nieuwe vorm wordt het aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 22.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 23.

Een lid stelt voor dat voor de opstelling van het beheersreglement voor de bosreservaten het advies van de Hoge Raad voor Natuurbehoud zou ingewonnen worden.

De Minister is het hiermee eens en stelt voor een toevoeging in deze zin aan te brengen in artikel 32-33.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Article 24.

Par analogie avec le contenu de l'article 10, la Commission estime qu'il convient qu'aussi bien l'occupant que le propriétaire des terrains donnent leur accord à la publication des règlements de surveillance et de police des réserves forestières.

L'article complété en ce sens est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 25.

Un membre dépose l'amendement suivant :

« A. Remplacer les mots : « ressources en gibier et poissons » par les mots : « la flore et la faune indigènes ».

» B. Ajouter à la fin de l'alinéa, après les mots : « et des eaux », les mots « et du sol ».

Justification. — L'expression « ressource en gibier et poissons » implique une certaine commercialisation à éviter.

Les mots « et du sol » visent à la réglementation indispensable de l'emploi des pesticides.

Un autre membre propose de remplacer le texte de cet article par la disposition suivante :

« Un parc naturel est un territoire soumis, conformément à la présente loi, à des mesures ayant pour but de sauvegarder la faune, la flore ainsi que la pureté de l'air, du sol et des eaux. »

Justification. — La compétence législative concernant la beauté et la diversité du paysage ainsi que les valeurs culturelles et scientifiques appartient aux Conseils culturels.

Sur la base de ces deux amendements, la Commission décide de définir un parc naturel comme étant un territoire soumis à des mesures ayant pour but de conserver le caractère, la diversité et les valeurs scientifiques de l'environnement, la flore et la faune indigènes ainsi que la pureté de l'air et des eaux et d'assurer la conservation de la qualité des sols.

La Commission estime qu'à l'évidence la « beauté » du paysage » et les « valeurs culturelles » relèvent de la compétence des Conseils culturels et que ces mots doivent donc être supprimés.

Les mots « ressources en gibier et poissons » ont été remplacés par les mots « la flore et la faune », tandis qu'à la fin de l'article, il est prévu que les sols doivent également être protégés.

Un membre propose d'élargir l'objectif en ajoutant : « et l'essor de la vie rurale ».

Le Ministre considère qu'il va de soi que, dans la protection des parcs naturels, il faut être attentif à la viabilité des

Artikel 24.

Analoog met het bepaalde in artikel 10 acht de Commissie het aangewezen dat zowel de bezetter als de eigenaar van de gronden hun toestemming zouden verlenen bij de uitvoering van reglementen betreffende de bewaking en de politie op de bosreservaten.

Het aldus aangevulde artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 25.

Een lid dient het volgende amendement in :

« A. De woorden « de wild- en visstand » te vervangen door de « inlandse flora en fauna ».

» B. Aan het einde van dit artikel, na het woord « water » in te voegen de woorden « en grond ».

Verantwoording. — De uitdrukking « wild- en visstand » onderstelt een zekere commercialisering, die moet worden vermeden.

De woorden « en grond » strekken om de noodzakelijke reglementering van het gebruik van pesticiden mogelijk te maken.

Een ander lid stelt voor, de tekst van dit artikel te vervangen als volgt :

« Een natuurpark is een gebied dat overeenkomstig deze wet onderworpen is aan maatregelen die tot doel hebben de fauna en de flora evenals de zuiverheid van lucht, bodem en water te vrijwaren. »

Verantwoording. — De wetgevende bevoegdheid inzake de schoonheid en de verscheidenheid van het landschap evenals de culturele en wetenschappelijke waarde behoren tot de wetgevende bevoegdheid van de Cultuurraden.

Uitgaande van deze beide amendementen besluit de Commissie als doel van de natuurparken te stellen : een gebied dat onderworpen is aan maatregelen die tot doel hebben de aard, de verscheidenheid en de wetenschappelijke waarden van het leefmilieu te vrijwaren, de inheemse flora en fauna evenals de zuiverheid van lucht en water te behouden en de bodem te beschermen.

De Commissie oordeelt uiteraard dat de « schoonheid van het landschap » en de « culturele waarden » tot de bevoegdheid van de Cultuurraden behoren en derhalve geschrapt worden.

De woorden « wild- en visstand » werden vervangen door « flora en fauna », terwijl *in fine* van het artikel wordt vermeld dat ook de bodem dient beschermd.

Een lid stelt voor de objectiefstelling uit te breiden door toevoeging van « en de opbloei van het platteland ».

De Minister acht het vanzelfsprekend dat bij de bescherming van natuurparken aandacht moet besteed worden en

régions rurales. Mais l'inclusion de celles-ci dans l'article à l'examen serait de nature à modifier l'objet de la loi tel qu'il est défini à l'article 1^{er} du projet.

Pour sa part, la Commission admet parfaitement que la protection du milieu naturel dans les parcs naturels ne doit pas compromettre l'utilisation normale de ces zones (notamment pour la sylviculture et l'agriculture). En cas d'intervention dans le régime des eaux ou de modification du profil du sol, il sera nécessaire de procéder à des études préalables très précises afin d'en déterminer l'influence sur la flore et la faune. De plus, il y aura lieu de prendre des précautions contre les diverses influences extérieures qui pourraient avoir un effet perturbateur pour les parcs naturels.

Article 26.

Un membre voudrait modifier la définition des termes « parc naturel national » et « parc naturel régional ».

A cette fin, il propose de remplacer le texte de cet article par les dispositions suivantes :

« Un parc national créé à l'initiative de l'Etat est un territoire naturel de très grande superficie contenant un patrimoine biologique exceptionnel d'intérêt scientifique, didactique et esthétique universel dont sont bannies toutes exploitations de ressources naturelles (culture, élevage, chasse, pêche, exploitation forestière et minière, établissement de barrages à des fins d'irrigation ou de production hydro-électrique, etc.) et toutes occupations des terres à des fins résidentielles, commerciales ou industrielles.

» Par contre, l'aménagement et le développement du tourisme doivent en permettre l'accès réglementé. La recherche scientifique fondamentale doit y être organisée et développée.

» Un parc naturel régional a les mêmes objectifs généraux de conservation et de tourisme qu'un parc national mais il correspond à un ensemble plus humanisé où certaines exploitations économiques sont autorisées ou maintenues (culture, élevage, pêche, exploitation forestière, industries non polluantes, etc.).

» Il met plus particulièrement l'accent sur la solidarité ville-campagne environnante dans un territoire dont il s'efforce de maintenir le caractère original; il peut inclure des réserves naturelles. »

Tout ce texte tend à garder les définitions adoptées à l'échelon international en matière de conservation de la nature.

Le Ministre juge nécessaire de maintenir la distinction juridique entre un parc naturel créé à l'initiative de l'Etat et celui créé par un autre pouvoir public.

Il ajoute que les parcs naturels visés dans le projet sont d'un même ordre de valeur que les plans de secteur auxquels ils sont d'ailleurs rattachés par les articles 27 et 28.

L'article est adopté sans modification, à l'unanimité moins 1 abstention.

rekening gehouden met de leefbaarheid van landelijke gebieden. Opnemning van deze in dit artikel zou echter kunnen leiden tot een andere doelstelling dan deze geformuleerd in artikel 1 van het ontwerp.

De Commissie onderschrijft wel de stelling dat de bescherming van het natuurlijk milieu in de natuurparken de normale functie van deze gebieden niet mag in het gedrang brengen (o.a. bos- en landbouw). Eventuele ingrepen in de waterbeheersing of profielwijzigingen van de bodem zullen zeer nauwkeurig voorafgaande studies vergen om de invloed op de flora en de fauna na te gaan. Verder dienen voorzorgen genomen tegen allerlei externe invloeden die de natuurparken kunnen verstoren.

Artikel 26.

Een lid wil aan de begrippen « nationaal natuurpark en gewestelijk natuurpark » een andere betekenis geven.

Met het oog daarop wil hij het artikel vervangen als volgt :

« Een nationaal park opgericht op initiatief van de Staat is een natuurgebied van zeer grote oppervlakte met een uitzonderlijk biologisch patrimonium van algemeen wetenschappelijk, didactisch en esthetisch belang, waar de exploitatie van natuurlijke hulpbronnen (landbouw, veeteelt, jacht, visvangst, mijn- of bosbouw, bouw van stuwdammen voor bevoeiing of voor productie van hydro-electrische energie, enz.) en alle inbezitting van gronden voor woning-, handels- of nijverheidsdoeleinden verboden zijn.

» Maar de aanleg ervan en de ontwikkeling van het toerisme moeten de gereglementeerde toegang mogelijk maken. Het fundamenteel wetenschappelijk onderzoek moet er georganiseerd en ontwikkeld worden.

» Een gewestelijk natuurpark streeft dezelfde algemene doelstellingen inzake behoud en toerisme na als een nationaal park, maar het bevat een meer op de mens gericht gebied waar sommige economische exploitaties worden toegelaten of behouden (landbouw, veeteelt, visvangst, bosbouw, niet vervuulende nijverheden, enz.).

» Het legt meer bepaald de nadruk op de wisselwerking tussen de stad en het omringende platteland in een gebied, waar men het oorspronkelijk karakter tracht te bewaren; het kan natuurreservaten bevatten. »

Dit alles teneinde inzake natuurbehoud de internationaal aangenomen begripsbepalingen te behouden.

De Minister acht het noodzakelijk dat het juridisch onderscheid behouden blijft naargelang een natuurpark wordt opgericht op initiatief van de Staat of door een ander openbaar bestuur.

Ook wijst de Minister er op dat de natuurparken overeenkomstig dit ontwerp eenzelfde waarde hebben als gewestplannen en er trouwens in opgenomen worden overeenkomstig artikel 27 en 28.

Het ongewijzigde artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 1 onthouding.

Article 27.

En vertu des dispositions de cet article, les arrêtés ministériels portant création d'un parc naturel national ont la même force obligatoire que celle attribuée aux projets de plans de secteur par la loi du 29 mars 1972. D'après le projet, ils n'ont effet que pour un an au maximum, à moins qu'ils n'aient été confirmés entre-temps par un arrêté royal.

Deux commissaires proposent de porter cette durée de validité à trois ans, ce qui correspondrait à la durée normalement prévue pour les projets de plans de secteur.

Le Ministre marque son accord à ce sujet.

Comme conséquence logique de cette prolongation jusqu'à trois ans, un membre propose de porter à 90 jours les délais qui avaient été ramenés à 30 jours (au 4^e alinéa). Le Ministre et la Commission approuvent cette proposition.

L'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Article 28.

L'avis conforme du Ministre de l'Agriculture est requis pour créer, supprimer ou modifier un parc naturel régional.

Un membre propose de prévoir dans cet article que le Conseil supérieur doit également être consulté. Le Ministre répond que cette consultation est déjà prévue à l'article 33.

Dans le texte français de l'article, il y a lieu de remplacer l'expression « de l'avis conforme » par les mots « sur avis conforme ».

Enfin, la Commission se rallie à l'observation d'un membre, qui estime que le deuxième alinéa est superfluetatoire.

L'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 29.

Un membre propose d'inscrire dans la loi la composition de la Commission de contrôle des parcs naturels nationaux.

Le Ministre fait observer qu'il s'agit ici d'un projet de loi-cadre; la composition de pareille commission de contrôle doit être réglée par les arrêtés d'exécution, qui permettront de mieux tenir compte des intérêts en présence et des instances concernées.

L'article est adopté à l'unanimité moins 3 abstentions.

Articles 29 et 30.

La Commission se range à la proposition faite par un membre et qui tendait, par analogie avec ce que prévoit

Artikel 27.

Overeenkomstig het bepaalde in dit artikel hebben ministeriële besluiten tot oprichting van een nationaal natuurpark dezelfde bindende kracht als deze verleend door de wet van 29 maart 1972. Volgens het regeringsontwerp was de geldigheidsduur ten hoogste één jaar, tenzij deze ministeriële besluiten ondertussen door een koninklijk besluit worden bevestigd.

Twee commissieleden stellen voor, die geldigheidsduur op drie jaar te brengen, periode die normaal ook voorzien wordt voor de voorlopig vastgestelde gewestplannen.

De Minister kan hiermede instemmen.

Als logische gevolgtrekking van deze verlenging tot drie jaar, stelt een lid voor de tot 30 dagen beperkte termijn (in het 4^e lid) tot 90 dagen uit te breiden. De Minister en de Commissie betuigen hiermee hun akkoord.

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 1 onthouding.

Artikel 28.

Voor oprichting, afschaffing of wijziging van een gewestelijk natuurpark is een eensluidend advies van de Minister van Landbouw vereist.

Een lid stelt voor in dit artikel te vermelden dat de Hoge Raad moet geraadpleegd worden, waarop de heer Minister antwoordt dat zulks voorzien is in artikel 33.

In de Franse tekst dient de uitdrukking « de l'avis conforme » verbeterd door « sur avis conforme ».

De Commissie stemt tenslotte in met de bemerking van een lid, volgens wie de tweede alinea overbodig is.

Na deze wijzigingen wordt het artikel aangenomen met eenparigheid bij 2 onthoudingen.

Artikel 29.

Een lid stelt voor, de samenstelling van de Commissie van toezicht voor de nationale natuurparken in de wet op te nemen.

De Minister wijst er op dat hier een ontwerp van kaderwet besproken wordt; de samenstelling van dergelijke toezichtcommissie dient geregeld in de uitvoeringsbesluiten, waarbij beter rekening kan worden gehouden met de belangen en de instanties die er mee te maken hebben.

Het artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 3 onthoudingen.

Artikelen 29 en 30.

Analoog met wat voorzien is in artikel 16 wordt op voorstel van een lid door de Commissie aangenomen dat

l'article 16, à faire siéger dans la Commission de contrôle un membre au moins nommé sur proposition du Conseil supérieur de la conservation de la nature. En effet, il ne semble pas indiqué de surcharger les membres de ce Conseil en les obligeant à siéger personnellement à la fois à la Commission consultative des réserves naturelles domaniales et dans les organismes de contrôle des parcs naturels nationaux et régionaux.

Article 31.

Cet article ne donne pas lieu à observations.

Article 32.

Dans la discussion des articles précédents, plusieurs membres ont souligné à diverses reprises la nécessité de régler dans la loi elle-même la structure et le fonctionnement du Conseil supérieur de la conservation de la nature. D'autres commissaires souhaiteraient que ce Conseil soit subdivisé en chambres régionales.

Deux membres déposent chacun un amendement à ce sujet.

Le premier est rédigé comme suit :

« Remplacer le texte de l'article 32 par les dispositions suivantes :

« Le Roi institue auprès du Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions, un Conseil supérieur de la conservation de la nature.

» Le Conseil supérieur est constitué par la réunion des trois commissions régionales — une par région économique — composées chacune de la façon suivante :

- cinq représentants des pouvoirs provinciaux;
- cinq représentants des pouvoirs communaux;
- cinq représentants présentés par les organisations représentatives de l'agriculture, de la sylviculture, de l'industrie du bois et des travailleurs.

» Le Roi détermine les modalités de présentation des membres au sein des catégories énumérées ci-dessus. »

Cet amendement est justifié en ces termes :

« La régionalisation est un fait admis. Dès lors, nous croyons qu'il est sage dès à présent d'en tenir compte, quitte à adapter la présente loi après le vote de la loi découlant du vote de l'article 107^{quater} de la Constitution.

» Les problèmes spécifiques à chacune des régions relèveraient des commissions régionales, la politique générale de l'environnement étant de la compétence de la Commission supérieure. »

Le second amendement est rédigé comme suit :

« Remplacer le texte de cet article par les dispositions suivantes :

in het Toezichtsorganisme minstens een lid zal zetelen benoemd op voordracht van de Hoge Raad voor natuurbehoud. Het lijkt inderdaad niet aangewezen dat de leden van de Hoge Raad voor natuurbehoud overbelast worden door zelf te zetelen én in de adviescommissie van de staatsreservaten én in de toezichtsorganismen van de nationale en de gewestelijke natuurparken.

Artikel 31.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 32.

Bij de bespreking van vorige artikelen hebben verschillende leden herhaaldelijk gewezen op de noodzakelijkheid dat de structuur en de werking van de Hoge Raad voor natuurbehoud in de wet zou bepaald worden. Anderen wensen dat hij zou ingedeeld worden in gewestelijke kamers.

Twee leden van de Commissie dienen terzake een amendement in.

Het ene luidt aldus :

„ Dat artikel 32 te vervangen als volgt :

« De Koning stelt bij de Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort, een Hoge Raad voor het natuurbehoud in.

» De Hoge Raad bestaat uit de drie gewestelijke commissies, een per economisch gewest, telkens samengesteld als volgt :

- vijf vertegenwoordigers van de provinciebesturen;
- vijf vertegenwoordigers van de gemeentebesturen;
- vijf vertegenwoordigers voorgedragen door de representatieve organisaties van de landbouw, de bosbouw, de houtindustrie en van de werknemers.

» De Koning bepaalt de wijze waarop de leden in de schoot van de vorgenoemde categorieën worden voorgedragen. »

Het wordt als volgt verantwoord :

« De regionalisatie is een feit. Bijgevolg achten wij het verstandig hiermee nu reeds rekening te houden, ook al moet deze wet worden aangepast na de goedkeuring van de wet die teruitvoering van artikel 107^{quater} van de Grondwet moet tot stand komen.

» De eigen problemen van ieder gewest zouden tot de bevoegdheid van de gewestelijke commissies behoren, met dien verstande dat de Hoge Raad bevoegd zou zijn voor het algemeen beleid inzake leefmilieu. »

Het andere is in de hierna volgende bewoordingen gesteld :

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Le Roi institue auprès du Ministre compétent les conseils régionaux de la conservation de la nature. Ceux-ci correspondant aux trois régions se composent pour un tiers de délégués d'associations de protection de la nature reconnus, d'écologistes diplômés de nos universités et de fonctionnaires des Ministères compétents.

» Les membres et leurs suppléants éventuels sont nommés par le Roi.

» Le Conseil régional élit en son sein et à la majorité son président et ses vice-présidents. »

Afin que le Conseil supérieur puisse fonctionner d'une manière adéquate pour les différentes régions du pays, comme le souhait en a été exprimé, le Ministre propose un texte modifié de l'article 32, qui est finalement adopté par la Commission.

Le Ministre estime que chaque chambre pourrait être composée de 32 membres, dont 5 au moins représentant la région bruxelloise. Pourraient être désignés comme membres des fonctionnaires des Eaux et Forêts, des délégués régionaux, des spécialistes de la conservation de la nature, des scientifiques. Répondant à la question d'un commissaire, le Ministre déclare que les candidats pourraient être présentés par les milieux intéressés, éventuellement sur une liste double.

Il fait remarquer que l'on pourrait adopter une formule différente, en ce sens que les membres bruxellois des deux chambres siègeraient conjointement pour discuter les questions intéressant leur région.

La plupart des commissaires marquent leur préférence pour la première solution. Un membre, au contraire, préconise la création de trois chambres, ou tout au moins l'insertion dans la loi d'une disposition garantissant la représentation de la région bruxelloise. Le Ministre donne l'assurance que, de toute manière, la région bruxelloise sera dûment représentée dans les deux chambres.

Un commissaire propose que les présidents du Conseil supérieur et des chambres soient désignés non par le Roi mais par les membres eux-mêmes.

Le Ministre considère que c'est là une question comparable à celle de savoir si les bourgmestres doivent être élus plutôt que d'être nommés par le Roi.

Un commissaire souligne que la formule maintenant adoptée par la Commission, qui prévoit la création de deux chambres et d'un Conseil national, répond au souci de ne pas priver la région bruxelloise de l'apport que peuvent fournir les spécialistes wallons et flamands de la conservation de la nature. En outre, il rappelle qu'en novembre 1969, le « Groupe des 28 » n'avait pas retenu explicitement la conservation de la nature parmi les matières à régionaliser en exécution de l'article 107^{quater} de la Constitution.

Au nombre de ces matières figuraient, par contre, la sylviculture et la pêche, mais il s'agit là d'activités d'ordre économique étrangères à l'objet de la présente loi, tel qu'il est défini à l'article 1^{er}.

« De Koning richt bij de bevoegde Minister gewestelijke raden voor het natuurbehoud op. Deze stemmen overeen met de drie gewesten en zijn voor een derde samengesteld uit afgevaardigden van erkende verenigingen voor het natuurbehoud, gediplomeerde ecologen van onze universiteiten en ambtenaren van de bevoegde Ministeries.

» De leden en, in voorkomend geval, hun plaatsvervangers, worden door de Koning benoemd.

» De Gewestelijke Raad kiest uit zijn midden en bij meerderheid van stemmen zijn voorzitter en zijn onderzitters. »

Ingaande op het verzoek dat de Hoge Raad voor de verschillende landsgedeelten een aangepaste werking zou kunnen ontplooien, stelt de Minister een gewijzigde tekst van artikel 32 voor, die uiteindelijk door de Commissie wordt aangenomen.

De Minister oordeelt dat elke kamer uit 32 leden zou kunnen bestaan, waarvan minstens 5 uit het Brussels gewest. Als leden kunnen worden benoemd ambtenaren van Waters en Bossen, gewestelijke woordvoerders, deskundigen inzake natuurbehoud, wetenschapsmensen. Op vraag van één lid antwoordt de Minister dat de kandidaten door de betrokken kringen, desgevallend op dubbele lijst, kunnen worden voorgedragen.

De Minister wijst op de mogelijkheid van een andere formule waarbij de Brusselse vertegenwoordigers uit beide kamers samen zouden vergaderen omtrent de zaken in het Brussels gewest.

Het merendeel der leden geeft de voorkeur aan de eerste versie. Een lid pleit echter voor drie Kamers of ten minste voor een in de wet vastgelegde vertegenwoordiging van het Brusselse gewest. De Minister verzekert dat het Brussels gewest in elk geval behoorlijk zal vertegenwoordigd zijn in de beide Kamers.

Een lid stelt voor dat de voorzitters van de Hoge Raad en de Kamers niet door de Koning, maar wel door de betrokken leden zouden worden aangeduid.

Volgens de Minister is het een gelijkaardig probleem als de vraag of een burgemeester nu moet verkozen worden, dan wel benoemd door de Koning.

Een lid benadrukt dat de thans door de Commissie goedgekeurde formule, die twee Kamers en een Nationale Raad voorziet, tegemoet komt aan de zorg om het Brusselse niet af te zonderen van de inbreng die Waalse en Vlaamse deskundigen inzake natuurbehoud kunnen leveren. Bovendien herinnert hetzelfde lid eraan dat door de « groep der 28 » in november 1969 het natuurbehoud niet expliciet als te regionaliseren materie overeenkomstig 107^{quater} van de Grondwet werd weerhouden.

De bosbouw en de visvangst werden wel vernoemd, doch dit zijn economische aangelegenheden die overeenkomstig het bepaalde in het artikel 1 door deze wet niet geregeld worden.

Article 33.

Cet article définit la mission du Conseil supérieur et des deux chambres de la conservation de la nature.

La Commission en adopte le texte de manière à tenir compte de la modification apportée à la composition du Conseil.

Un membre propose que le Conseil supérieur de l'Agriculture doive être consulté préalablement à la création des parcs naturels. Une proposition identique est faite en ce qui concerne les réserves forestières. La Commission s'y rallie et complète l'article par un cinquième et un sixième alinéa.

Plusieurs membres ayant alors insisté pour que les Conseils économiques régionaux soient également consultés, le Ministre accepte de compléter une nouvelle fois l'article par un septième alinéa, rédigé comme suit :

« Les projets de création de réserves ou de parcs naturels doivent être soumis au Conseil économique régional compétent. Si l'avis de ce Conseil n'est pas communiqué dans les 60 jours de la demande du Ministre de l'Agriculture, il est réputé favorable. »

Cette proposition est adoptée par la Commission.

Un membre propose de ne pas demander l'avis du Conseil supérieur de la chasse lorsqu'est prise une mesure de protection visant un animal gibier ou un prédateur du gibier. La Commission ne retient pas cette suggestion.

Le même membre voudrait que le nombre de membres prévu à l'alinéa 2 soit ramené de 5 à 3, parce qu'il trouve plus démocratique qu'un nombre moins élevé de membres suffise pour obtenir un avis du Conseil.

La Commission ne retient pas cette suggestion et adopte le texte amendé par 15 voix contre 2.

Articles 34 et 35.

Un membre dépose un amendement tendant à créer un Institut de la conservation de la nature, dont les attributions consisteraient « à promouvoir l'étude, la recherche et la coordination dans le cadre de la protection du patrimoine national et de la gestion des réserves et des parcs naturels ».

Un commissaire se déclare fort sceptique quant à la création d'un institut — un de plus — tandis qu'un autre membre, au contraire, est convaincu que l'institut dont la création est proposée pourra rendre de très grands services en matière de recherche scientifique.

Le Ministre ne croit pas que des problèmes hiérarchiques doivent inévitablement surgir entre le Conseil supérieur et un Institut de la conservation de la nature. Ce dernier en effet, ne se verrait pas attribuer une tâche exécutive, mais serait chargé de travaux de recherche.

Pour plus de clarté, la Commission décide de grouper toutes les dispositions relatives à cet Institut dans l'article 35.

Artikel 33.

Dit artikel omschrijft de opdracht van de Hoge Raad en van de beide Kamers voor Natuurbehoud.

De tekst wordt aangepast aan de gewijzigde samenstelling van de Hoge Raad voor Natuurbehoud.

Een lid stelt voor dat alvorens tot de oprichting van natuurparken over te gaan de Hoge Landbouwwraad zou geraadpleegd worden. Hetzelfde voorstel wordt gedaan in verband met de bosreservaten. De Commissie gaat hierop in en voegt een vijfde en zesde lid aan het artikel toe.

Door sommige leden wordt er op aangedrongen, dat de Gewestelijke Economische Raden zouden geraadpleegd worden, waarop de Minister aanvaardt, aan het artikel nog een lid toe te voegen, luidend :

« De plannen om natuurreervaten of natuurparken tot stand te brengen moeten aan de bevoegde Gewestelijke Economische Raad worden voorgelegd. Indien deze Raad zijn advies niet binnen 60 dagen na het verzoek van de Minister van Landbouw mededeelt, wordt het geacht gunstig te zijn. »

Dit voorstel wordt door de Commissie aangenomen.

Een lid stelt voor dat het advies van de Hoge Jachtraad niet zou ingewonnen worden wanneer een beschermingsmaatregel genomen wordt die betrekking heeft op wild of roofwild. De Commissie gaat hier niet op in.

Hetzelfde lid wil in het tweede lid het aantal leden van 5 tot 3 verminderen, omdat hij het democratischer vindt dat een geringer aantal leden reeds bij machte zou zijn, een advies van de Raad te bekomen.

De Commissie gaat er niet op in en neemt de geamendeerde tekst aan met 15 stemmen tegen 2.

Artikelen 34 en 35.

Een lid dient een amendement in tot inrichting van een Instituut voor het Natuurbehoud, dat als taak zou hebben « de studie, het onderzoek en de coördinatie in het kader van de bescherming van het nationaal patrimonium en het beheer van de reservaten en natuurparken te bevorderen ».

Een lid staat zeer sceptisch tegenover de oprichting van een zoveelste instituut, terwijl een ander lid overtuigd is dat het zeer grote diensten kan verlenen inzake wetenschappelijk onderzoek.

De Minister verklaart dat er niet noodzakelijk problemen van hiërarchie zouden rijzen tussen de Hoge Raad en een Instituut voor Natuurbehoud. Dit laatste zou immers geen uitvoerende taak toegewezen krijgen, doch gelast worden met spuurwerk.

Voor de duidelijkheid worden de bepalingen die betrekking hebben op bedoeld Instituut samen gebracht in het artikel 35.

En conséquence, le contenu initial des articles 35 et 34 est regroupé dans un article 34 nouveau.

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Article 36.

Deux membres proposent de supprimer les articles 36, 37, 38 et 39 (c'est-à-dire le chapitre V : Protection des forêts et de l'espace rural).

Un membre émet de graves objections contre les mesures prévues dans le projet. Leur énumération est trop détaillée pour une loi-cadre et elles constituent une ingérence injustifiée dans la gestion des forêts. C'est pourquoi l'intervenant propose de les supprimer.

Le Ministre se réfère à l'avis favorable du Conseil supérieur des forêts, qui avait été consulté à ce sujet.

Les auteurs de l'amendement se rallient à son point de vue et la Commission décide d'adopter quand même l'article, mais en ajoutant que les mesures et subventions visées ne peuvent être prises ou accordées que sur avis motivé du Conseil supérieur de la conservation de la nature ou de la Chambre compétente de ce Conseil et « pour des raisons de conservation de la nature ».

L'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Article 37.

Deux membres déposent un amendement ajoutant aux mesures énumérées dans cet article : « la création de zones tampons autour des réserves naturelles ».

Ils justifient cet amendement dans les termes suivants :

« La conservation de réserves naturelles intégrales ou dirigées ne peut être assurée qu'à condition de prendre dans les zones adjacentes des mesures contre la pollution des eaux et du sol, contre le bruit, en vue de limiter la chasse, etc.

» Ainsi il pourrait être tout aussi nécessaire d'empêcher le boisement d'une zone voisine d'une réserve si cette zone est d'importance vitale, eu égard au rayon d'action des oiseaux à vol bas dont la réserve est l'aire grégarigène. »

Trois autres membres proposent de compléter cet amendement de telle sorte que ces zones tampons soient acquises par voie d'expropriation au cas où aucun accord de location n'aurait pu être réalisé avec le propriétaire des terrains. Les auteurs du sous-amendement veulent éviter que la création de zones tampons ne soit une expropriation déguisée sans paiement d'indemnité juste et préalable.

Le Ministre déclare alors que les zones tampons doivent être situées à l'intérieur des réserves naturelles, à la suite de quoi l'amendement est retiré par ses auteurs. Mais les auteurs du sous-amendement redéposent leur texte sous forme d'amendement, car ils redoutent que « les mesures que le Roi peut prendre, aux conditions qu'il fixe » ne puissent, malgré

De oorspronkelijke inhoud vervat in artikels 35 en 34 wordt samengebracht in het nieuwe artikel 34.

Deze artikelen worden met eenparigheid aangenomen.

Artikel 36.

Twee leden stellen voor de artikelen 36, 37, 38 en 39 (d.i. hoofdstuk V : bescherming van de bossen en van de landelijke ruimte) te doen vervallen.

Een lid maakt ernstig bezwaar tegen de opsomming van de maatregelen voorzien in het ontwerp. Zij zijn te gedetailleerd voor een kaderwet en betekenen een onverantwoorde bemoeïing in het bosbeheer. De senator stelt daarom de afschaffing ervan voor.

De Minister verwijst naar het gunstig advies van de Hoge Bosraad aan wie desbetreffend het oordeel werd gevraagd.

De indieners van het amendement kunnen er mee instemmen en de Commissie besluit, het artikel toch aan te nemen doch onder bijvoeging dat bedoelde maatregelen en toelagen alleen op gemotiveerd advies van de Hoge Raad of van de bevoegde Kamer voor natuurbehoud en « om redenen van natuurbehoud » getroffen kunnen worden.

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 1 onthouding.

Artikel 37.

Twee leden dienen een amendement in waarbij de bij dit artikel opgesomde maatregelen worden uitgebreid met : « de inrichting van bufferzones rond de natuurreservaten ».

Zij verantwoorden dit aldus :

« Het in stand houden van integrale of gerichte natuurreservaten kan slechts verzekerd worden op voorwaarde dat in aanpalende zones maatregelen genomen worden tegen water- en bodemverontreiniging, lawaai, beperking van de jacht, enz.

» Het kan bijvoorbeeld ook nodig zijn bebossing te verhinderen in een randgebied van een reservaat, indien dit gebied onder de vitale punten van de actieradius van de vlaktevogels van het reservaat valt. »

Drie andere leden stellen voor dit amendement aan te vullen, derwijze dat deze bufferzones door onteigening zouden verworven worden indien met de eigenaar voor deze gronden geen akkoord zou bereikt zijn voor verhuring. De indieners willen voorkomen dat de inrichting van bufferzones een bewimpelde onteigening zou worden zonder betaling van een voorafgaande billijke vergoeding.

De Minister verklaart dat de bufferzones moeten gelegen zijn binnen in de reservaten. Waarop de indieners hun amendement intrekken. De indieners van het subamendement zetten hun tekst in een amendement om, daar zij vrezen dat « de maatregelen die de Koning kan treffen, onder de voorwaarden die Hij bepaalt » toch zouden kunnen neerkomen op buf-

tout avoir les mêmes effets que la création de zones tampons ou des restrictions pourraient être imposées sans qu'une expropriation ne s'ensuive. Le Ministre les rassure : « favoriser » ne peut jamais signifier « rendre obligatoires », et les subventions ne constituent qu'un simple moyen d'encouragement.

Un membre aimerait voir protéger et subventionner non seulement les zones tourbeuses, mais aussi les zones humides et les marais.

L'amendement est jugé superflu, car les mesures énumérées n'ont qu'une valeur d'exemple. Pour plus de clarté, l'énumération sera précédée du mot « notamment ».

Cependant, la Commission estime que la chambre compétente ou le Conseil supérieur de la conservation de la nature visés à l'article 32 doivent également émettre un avis motivé sur les mesures à prendre dans les parcs naturels. Le texte est complété en ce sens.

Un commissaire propose de compléter l'article par les mots « la plantation et la protection d'espèces ligneuses ».

Cet amendement est justifié dans les termes suivants : « Compte tenu du micro-climat, il peut s'avérer nécessaire, dans certaines régions, de conserver ou de planter des haies ou des massifs d'arbustes. »

Se ralliant au contenu de l'amendement, la Commission ajoute à l'énumération des mesures prévues : « le maintien et la plantation de haies et de boqueteaux ».

Un membre dépose ensuite un amendement visant à y ajouter encore : « la conservation et la gestion des réserves forestières établies en dehors du domaine de l'Etat ».

D'après l'auteur de l'amendement, il va de soi que, si l'on crée la possibilité de subventionner les réserves naturelles, il doit également être possible de prévoir des subventions en faveur des réserves forestières non domaniales.

Le Ministre et la Commission marquent leur accord sur cet amendement.

Dans le texte de cet article figure le terme « source rhéocrène » : il faut entendre par là une source bien localisable en un point précis et dont l'eau coule dès sa sortie de terre.

L'article amendé est adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Article 38.

En ce qui concerne la possibilité d'interdire ou de réglementer l'emploi de substances toxiques ou d'autres produits, un membre propose par voie d'amendement d'étendre ces mesures à l'intégrité biologique de l'eau.

La Commission accepte cet amendement et adopte à l'unanimité l'article ainsi modifié.

Article 39.

Un membre dépose un amendement visant à modifier comme suit le début de cet article :

« Le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, et après consultation des Ministres intéressés, peut prendre des mesures ... »

ferzones waaraan beperkingen zouden kunnen opgelegd worden zonder dat onteigening zou volgen. De Minister stelt hen gerust : « bevordering » kan nooit « verplichting » betekenen en toelagen dienen alleen ter aanmoediging.

Een lid wenst de bescherming en betoelaging niet alleen van turfgebieden maar ook van vochtige gebieden en moerassen.

Dit amendement wordt overbodig geacht, daar de opgesomde maatregelen slechts exemplatief zijn. Ter verduidelijking wordt de opsomming voorafgegaan door « onder meer ».

Wel oordeelt de Commissie dat ook in verband met maatregelen in de natuurparken de in artikel 32 bevoegde Kamers of de Hoge Raad voor Natuurbehoud een gemotiveerd advies moeten uitbrengen. De tekst wordt in deze zin aangevuld.

Een lid wil aan dit artikel toevoegen : « de aanplanting en de bescherming van houtbestanden ».

Dit amendement wordt hierdoor verantwoord dat het « in verband met het microklimaat het in bepaalde gebieden noodzakelijk kan zijn, hagen of kleine bosaanplantingen te bewaren of aan te leggen ».

De Commissie stemt in met de inhoud van dit amendement en voegt aan de lijst der maatregelen toe : « het behoud en de aanplanting van hagen en bosjes ».

Een lid dient een amendement in strekkende tot invoeging van navolgende tekst : « de instandhouding en het beheer van de bosreservaten die buiten het Staatsdomein opgericht zijn ».

Naar het oordeel van de indiener is het vanzelfsprekend dat, zoals dit mogelijk wordt voor natuurreservaten, ook de niet-domaniale bosreservaten moeten kunnen betoelaagd worden.

De Minister en de Commissie betuigen hun akkoord met dit amendement.

Waar in de tekst van dit artikel sprake is van een « rheocrène bron », dient hieronder verstaan : een in een punt goed lokaliseerbare bron en die stroomt vanaf het ogenblik dat zij uit de grond te voorschijn komt.

Het geamendeerde artikel wordt aangenomen met eenparigheid bij 1 onthouding.

Artikel 38.

In verband met de mogelijkheid het gebruik van giftstoffen of van andere produkten te reglementeren of te verbieden, stelt een lid bij amendement voor dat dit ook zou betrekking hebben op de gaafheid van het water.

De Commissie aanvaardt dit amendement en keurt het gewijzigde artikel eenparig goed.

Artikel 39.

Een lid dient een amendement in om de aanhef van dit artikel te wijzigen als volgt :

« De Koning kan, op de voordracht van de Minister van Landbouw en na raadpleging van de betrokken Ministers, maatregelen nemen... enz. »

» On entend par cours d'eau les cours d'eau non navigables tels qu'ils sont définis par la loi du 28 décembre 1967 et les voies d'eau navigables qui sont classées comme telles par le Gouvernement. »

Un membre préférerait que la frange protectrice soit portée de 6 à 20 mètres, mais d'autres commissaires font observer qu'une telle mesure pourrait causer de graves dommages à la lisière des bois en la privant de toute protection.

L'article modifié est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 41.

Cet article est adopté à l'unanimité, sans observation.

Article 42.

Deux membres proposent par voie d'amendement de supprimer les mots « projets de », parce que la création de réserves naturelles ne doit pas forcément être compatible avec des projets de plans de secteur, lesquels sont nécessairement incomplets. Ils justifient cet amendement comme suit :

« Il n'est pas souhaitable que la création de réserves dépende des prescriptions contenues dans certains projets de plans régionaux et de secteur, mais elle doit être conciliable avec les prescriptions des plans régionaux et des plans de secteur existants. »

Le Ministre fait observer que les avant-projets ont déjà en soi la valeur d'un certain engagement et qu'il convient donc d'en tenir compte; s'ils sont confirmés par un arrêté ministériel, ils auront même force de loi qu'un plan de secteur.

L'article est adopté à l'unanimité.

Article 43.

Cet article ne donne pas lieu à observations et il est adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Article 44.

Pour plus de précision, un membre propose d'insérer au § 2, après les mots « la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme », les mots « modifiée par la loi du 22 décembre 1970 ».

Le Ministre et la Commission marquent leur accord et l'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Article 45.

Cet article ne donne pas lieu à observations et il est adopté à l'unanimité.

» Onder waterlopen wordt verstaan de onbevaarbare waterlopen, zoals deze omschreven zijn bij de wet van 28 december 1967, alsook de bevaarbare waterwegen, die als dusdanig door de Regering gerangschikt zijn. »

Een lid zou er de voorkeur aan geven dat de schermstrook van 6 m zou gebracht worden op 20 m. Andere commissieleden wijzen er nochtans op dat dit belangrijke randschade aan de bossen zou kunnen meebrengen ingevolge het verdwijnen van flankbeschutting.

Het gewijzigde artikel wordt eenparig aangenomen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 41.

Dit artikel wordt zonder opmerkingen eenparig aangenomen.

Artikel 42.

Twee leden stellen in een amendement voor de woorden « ontwerpen van » te laten vervallen, omdat de oprichting van natuurreservaten niet noodzakelijk verenigbaar moet zijn met ontwerpen van gewestplannen; ontwerpen die uiteraard onvolledig zijn. Zij motiveren verder :

« Het is niet wenselijk dat de oprichting van reservaten zou afhankelijk zijn van de bepalingen die in sommige ontwerpen van streek- en gewestplannen zijn vervat. Echter moet de oprichting van reservaten verenigbaar zijn met de bepalingen van de eigenlijke streek- of gewestplannen. »

De Minister merkt op dat ook de voor-ontwerpen toch een zekere bindende kracht hebben en er derhalve moet mee rekening gehouden worden; worden de voor-ontwerpen bij ministerieel besluit bekrachtigd, dan hebben zij dezelfde waarde als een gewestplan.

Het artikel wordt met eenparigheid aangenomen.

Artikel 43.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt met eenparigheid, bij 1 onthouding, aangenomen.

Artikel 44.

Een lid stelt voor in § 2 na de woorden : « de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw » volledigheidshalve de woorden « gewijzigd bij de wet van 22 december 1970 » toe te voegen.

De Minister en de Commissie stemmen hiermee in en nemen het aldus gewijzigd artikel eenparig aan.

Artikel 45.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

Article 46.

Cet article n'a pas donné lieu à observations.

Article 47.

Un commissaire demande s'il ne conviendrait pas de remplacer, au dernier alinéa, les mots « du juge du tribunal de police » par les mots « du juge de paix ou, à son défaut, du juge de police ».

Le Ministre répond par la négative, en rappelant que l'article 91 des dispositions modificatives de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire a substitué le juge du tribunal de police au juge de paix dans le cas où l'intervention d'un magistrat serait requise pour permettre certaines visites des lieux par des agents de l'autorité.

Un autre membre fait remarquer que les gardes des réserves naturelles agréées ne seront généralement pas des agents de l'autorité et qu'ils ne pourront donc être autorisés à pénétrer dans les propriétés privées sises en dehors de la réserve même pour laquelle ils auront été désignés.

Le Ministre déclare que cela sera précisé dans la définition de leurs attributions.

Article 48.

Le libellé actuel est, comme on le voit, beaucoup plus étendu que le texte initial, encore qu'il ait également été établi par le Ministre, qui a justifié lui-même cette modification comme suit :

« A. Dans le projet, le délai d'un an pour l'enlèvement des arbres plantés en infraction à l'article 40 était prévu à l'article 48.

» Il est préférable que ce délai soit spécifié dans l'article 40 même.

» De même, le terme « résineux » qui était utilisé dans l'article 35^{ter} a été repris à la place du mot « conifères » (ces mots sont synonymes).

» L'infraction, même sans constat, reste entière et constitue un délit continu; l'alinéa 2 permet au délinquant d'enlever les arbres dans le délai d'un an, sans y être contraint par le tribunal en vertu des dispositions de l'article 46.

» B. L'article 48 nouveau proposé ne vise plus que les arbres plantés en infraction à l'article 35^{ter} du Code rural et définit ce qu'il faut entendre par semis pour les arbres qui existent déjà au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

» a) L'arrêté royal du 8 mars 1963 mettant en vigueur l'article 35 du Code rural tel qu'il a été modifié par la loi du 24 juillet 1962, aura dix ans en mars prochain.

Artikel 46.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 47.

Een lid vraagt zich af of in het laatste lid de woorden « rechter in de politierechtbank » niet moeten vervangen worden door de woorden « de vrederechter of bij diens ontstentenis de politierechter ».

De Minister antwoordt ontkennend en wel om de volgende reden : artikel 91 van de wijzigingsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, heeft de rechter in de politierechtbank in de plaats gesteld van de vrederechter, voor het geval het optreden van een magistraat vereist is ten einde bepaalde plaatsbezoeken door ambtenaren mogelijk te maken.

Een ander lid merkt op dat de wachters van de erkende natuurrezervaten meestal geen ambtenaren zullen zijn en dat derhalve hen niet kan toegestaan worden privé eigendommen te betreden, buiten het eigen reservaat waarvoor zij aangesteld werden.

De Minister bevestigt dat in de omschrijving van hun bevoegdheid zulks zal aangeduid worden.

Artikel 48.

De huidige tekst is, zoals men ziet, heel wat uitgebreider dan de oorspronkelijke. Hij gaat nochtans eveneens van de Minister uit. Deze heeft de reden van de tekstwijziging zelf omschreven als volgt :

« A. In het ontwerp was bij artikel 48 een termijn van een jaar voorzien voor het opruimen van de bomen die met overtreding van artikel 40 geplant werden.

» Het is aan te raden deze termijn in artikel 40 zelf te vermelden.

» Evenzo werd de term « naaldbomen » die in artikel 35^{ter} gebruikt werd vervangen door « harsachtigen » (deze woorden zijn synoniemen).

» De overtreding, zelfs zonder vaststelling, blijft in haar geheel en maakt een onafgebroken misdrijf uit; lid 2 laat de overtreder toe de bomen binnen een termijn van een jaar te rooien, zonder er door het gerecht toe gedwongen te worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 46.

» B. Het voorgestelde nieuwe artikel 48 beoogt niet meer de met overtreding van artikel 35^{ter} van het Veldwetboek geplante bomen en omschrijft wat dient verstaan onder zaailingen voor de bomen die reeds bestaan op het ogenblik van het van kracht worden van de wet.

» a) Het koninklijk besluit van 8 maart 1963 waarbij artikel 35 van het Veldwetboek van kracht wordt, zoals het bij de wet van 24 juli 1962 gewijzigd is, zal in maart e.k. tien jaar bestaan.

Il le justifie en ces termes :

« Il peut être indiqué de consulter d'autres Ministres que ceux de la Santé publique, de l'Emploi et du Travail et des Affaires économiques. Il est possible, par exemple, qu'il soit nécessaire de consulter le Ministre des Travaux publics à propos de travaux d'aménagement hydraulique en projet. Il en est de même d'autres Ministères. »

La Commission marque son assentiment sur le contenu de l'amendement.

Un autre membre propose l'amendement suivant :

« A la quatrième ligne de cet article, après les mots « peu prendre », ajouter les termes suivants : « à charge du budget du Ministère de l'Agriculture ».

En voici la justification : Il est logique que les servitudes imposées par le souci de protéger la collectivité nationale soient compensées par la nation tout entière.

Cet amendement n'est pas adopté. Par contre, la Commission accepte un amendement tendant à compléter l'article in fine par les mots « et sylvicoles ».

Plusieurs membres attirent l'attention sur la nocivité pour la végétation des épandages de produits chimiques sur les routes en hiver.

Article 40.

Un membre fait observer qu'il ne suffit pas de dire dans la loi qu'il est interdit de planter des conifères à moins de six mètres des berges de tout cours d'eau. Il faudrait préciser ce que l'on entend par « cours d'eau ».

Deux membres proposent par voie d'amendement de supprimer les articles 40 à 48. Ils justifient leur amendement comme suit : « La loi du 24 juillet 1962 modifiant le Code rural — article 35^{ter} — et l'arrêté royal du 8 mars 1963 sont suffisants en ce domaine ».

La Commission ne retient pas cet amendement.

Le Ministre se réfère au rapport d'un groupe de travail spécial composé de représentants :

- du Conseil économique wallon;
- du Conseil supérieur des Forêts;
- du Conseil supérieur de la pêche fluviale et de la pisciculture;
- du Conseil supérieur des réserves naturelles domaniales et de la conservation de la nature;
- de la station de recherches des eaux et forêts;
- des chaires universitaires de sylviculture de Gand, Gembloux et Louvain;
- du groupe de travail pour l'étude de l'équilibre forêt-gibier;
- de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire;
- de l'administration des eaux et forêts.

Als verantwoording wordt aangevoerd :

« Het kan aangewezen zijn andere Ministers dan deze van Volksgezondheid, Tewerkstelling en Arbeid en van Economische Zaken te raadplegen. Het kan b.v. nodig zijn de Minister van Openbare Werken te raadplegen in verband met geplande waterbeheersingswerken; hetzelfde geldt voor andere Ministeries. »

De Commissie stemt in met de inhoud van dit amendement.

Een lid stelt voor :

« Op de vierde regel van dat artikel, vóór het woord « maatregelen », toe te voegen de woorden « ten bezware van de begroting van het Ministerie van Landbouw ».

Verantwoording : Het is logisch dat de lasten die het gevolg zijn van de bescherming van de nationale gemeenschap door de gehele natie worden gedragen.

Dit amendement wordt niet aangenomen. Wel stemt de Commissie in met een amendement om aan het einde van het artikel na « hoedanigheid van dat water voor aanwending in de landbouw » de woorden « en de bosbouw » in te voegen.

Verschillende leden wijzen op de schadelijke invloed die de plantengroei ondergaat vanwege chemische dooimiddelen gebruikt bij wegonderhoud.

Artikel 40.

Een lid merkt op dat het niet volstaat in de wet te vermelden dat het verboden is naaldbomen te planten op minder dan 6 meters van de oevers van elke waterloop. Er zou dienen bepaald te worden wat door « waterloop » verstaan wordt.

Twee leden stellen in hun amendement voor de artikels 40 tot 48 te doen vervallen. Zij verantwoorden dit als volgt : « De wet van 24 juli 1962 tot wijziging van het Veldwetboek — artikel 35^{ter} — en het koninklijk besluit van 8 maart 1963 volstaan op dit gebied ».

De Commissie gaat hierop niet in.

De Minister verwijst naar het verslag van een speciale werkgroep die bestond uit vertegenwoordigers van :

- de Waalse Economische Raad;
- de hoge Bosraad;
- de hoge Raad voor de riviervisserij en de visteelt;
- de hoge Raad voor de domaniale natuurreserveaten en de natuurbescherming;
- het proefstation van waters en bossen;
- de universitaire bosbouwcentra te Gent, Gembloux en Leuven;
- de werkgroep voor de studie van het evenwicht bos-wild;
- het bestuur voor de stedenbouw en de ruimtelijke ordening;
- het bestuur van waters en bossen.

En ce qui concerne l'opportunité des mesures proposées dans le projet, le groupe de travail est arrivé aux conclusions suivantes :

« L'interdiction de planter des conifères le long des cours d'eau, prévue à l'article 40, trouve sa justification après les multiples avis, remarques, constatations et études effectués depuis près de 40 ans par les écologistes et hydrobiologistes surtout qui se sont penchés sur le problème de la sauvegarde des cours d'eau.

» Elle répond également aux recommandations du Comité européen pour la sauvegarde de la nature et des ressources naturelles du Conseil de l'Europe.

» La nuisance des conifères se marque de deux manières bien distinctes :

» a) en empoisonnant les eaux (substances toxiques de l'humus des pessières);

» b) en réduisant la lumière, et par là même en supprimant la végétation aquatique, la faune nutritive et les abris pour les salmonides.

» Les mesures préconisées pour restaurer les cours d'eau empoisonnés sont :

» a) la neutralisation des substances toxiques;

» b) l'éclaircissement des cours d'eau (bordure de 6 m. de largeur de chaque rive).

» Une étude parue sous l'égide du Conseil de l'Europe en 1968 (« Aménagement des Forêts — Conséquences écologiques de la culture intensive des résineux de la zone des feuillus de l'Europe tempérée » par M. le professeur A. Noirfalise) aboutit aux mêmes conclusions.

» Les conséquences des monocultures de conifères y sont décrites :

» a) empoisonnement des eaux courantes;

» b) effets antibiologiques sur les poissons et la faune aquatique;

» c) altération de l'habitat;

» d) ombrage éliminant les plantes aquatiques;

» e) disparition du plancton animal et végétal ainsi que des franges herbeuses riveraines où vivent de nombreux insectes et leurs larves.

» Néanmoins, les délégués du Conseil économique régional de Wallonie expriment des doutes à ce sujet. »

Un autre membre fait remarquer qu'il y aurait lieu de prévoir des sanctions en cas d'infraction.

Sur proposition du Ministre, la Commission décide d'ajouter à cet article un deuxième et un troisième alinéa libellés comme suit :

« Les arbres plantés ou qu'on a laissé se développer en infraction à l'alinéa 1^{er} du présent article doivent être enlevés dans le délai d'un an de la constatation par procès-verbal de leur présence.

Deze werkgroep is in verband met de wenselijkheid van de in het wetsontwerp voorgestelde maatregelen tot volgende besluiten gekomen :

« Het verbod naaldbomen te planten langs de waterlopen, uitgedrukt in artikel 40, vindt zijn verantwoording na de veelvuldige adviezen, opmerkingen, vaststellingen en studies sinds bijna 40 jaar gedaan door ecologen en hydrobiologen die zich hebben ingelaten met het probleem van het behoud der waterlopen.

» Het komt eveneens de aanbevelingen tegemoet van het Europees Comité voor natuurbehoud en het behoud der natuurlijke hulpbronnen bij de Europaraad.

Het nadelig effect van de naaldbomen komt op twee wel onderscheiden manieren tot uiting :

» a) door watervergiftiging (toxische stoffen uit de humus van fijnsparbossen);

b) door interceptie van het licht waardoor de watervegetatie, de voedingsfauna en de refugia voor de salmonidae gaan verdwijnen.

» De aangeraden maatregelen om vergiftigde waters te herstellen zijn :

» a) het neutraliseren van de giftstoffen;

b) het vrijstellen van de waterlopen (band met 6 m breedte op elke oever).

» Een studie verschenen onder de auspiciën van de Europaraad in 1968 (« Bedrijfsregeling der bossen — Ecologische weerslag van de intensieve naalddhoutteelt in de loofhoutzone van de gematigde streken van Europa » door professor A. Noirfalise) komt tot dezelfde besluiten.

» De consequenties van de naaldboommonoculturen worden er in beschreven :

» a) vergiftiging van de waterlopen;

b) antibiologische weerslag op de vissen en de waterfauna;

c) ontarding van het milieu;

d) belommering waardoor de waterplanten verdwijnen;

e) verdwijnen van het dierlijk en plantaardig plancton alsmede van de grasbanden op de oevers waar talrijke insecten en hun larven onderkomen vinden.

» Niettemin drukken de vertegenwoordigers van de Waalse Economische Raad dienaangaande twijfels uit. »

Een ander lid merkt op dat sancties zouden moeten voorzien worden in geval van overtreding.

Op voorstel van de Minister beslist de Commissie aan dit artikel een tweede en een derde lid toe te voegen, luidend als volgt :

« De bomen die geplant worden of die men heeft laten groeien met overtreding van het eerste lid van dit artikel, moeten binnen een jaar na de vaststelling van hun aanwezigheid bij proces-verbaal worden gerooid.

Il le justifie en ces termes :

« Il peut être indiqué de consulter d'autres Ministres que ceux de la Santé publique, de l'Emploi et du Travail et des Affaires économiques. Il est possible, par exemple, qu'il soit nécessaire de consulter le Ministre des Travaux publics à propos de travaux d'aménagement hydraulique en projet. Il en est de même d'autres Ministères. »

La Commission marque son assentiment sur le contenu de l'amendement.

Un autre membre propose l'amendement suivant :

« A la quatrième ligne de cet article, après les mots « peu prendre », ajouter les termes suivants : « à charge du budget du Ministère de l'Agriculture ».

En voici la justification : Il est logique que les servitudes imposées par le souci de protéger la collectivité nationale soient compensées par la nation tout entière.

Cet amendement n'est pas adopté. Par contre, la Commission accepte un amendement tendant à compléter l'article in fine par les mots « et sylvicoles ».

Plusieurs membres attirent l'attention sur la nocivité pour la végétation des épandages de produits chimiques sur les routes en hiver.

Article 40.

Un membre fait observer qu'il ne suffit pas de dire dans la loi qu'il est interdit de planter des conifères à moins de six mètres des berges de tout cours d'eau. Il faudrait préciser ce que l'on entend par « cours d'eau ».

Deux membres proposent par voie d'amendement de supprimer les articles 40 à 48. Ils justifient leur amendement comme suit : « La loi du 24 juillet 1962 modifiant le Code rural — article 35ter — et l'arrêté royal du 8 mars 1963 sont suffisants en ce domaine ».

La Commission ne retient pas cet amendement.

Le Ministre se réfère au rapport d'un groupe de travail spécial composé de représentants :

- du Conseil économique wallon;
- du Conseil supérieur des Forêts;
- du Conseil supérieur de la pêche fluviale et de la pisciculture;
- du Conseil supérieur des réserves naturelles domaniales et de la conservation de la nature;
- de la station de recherches des eaux et forêts;
- des chaires universitaires de sylviculture de Gand, Gembloux et Louvain;
- du groupe de travail pour l'étude de l'équilibre forêt-gibier;
- de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire;
- de l'administration des eaux et forêts.

Als verantwoording wordt aangevoerd :

« Het kan aangewezen zijn andere Ministers dan deze van Volksgezondheid, Tewerkstelling en Arbeid en van Economische Zaken te raadplegen. Het kan b.v. nodig zijn de Minister van Openbare Werken te raadplegen in verband met geplande waterbeheersingswerken; hetzelfde geldt voor andere Ministeries. »

De Commissie stemt in met de inhoud van dit amendement.

Een lid stelt voor :

« Op de vierde regel van dat artikel, vóór het woord « maatregelen », toe te voegen de woorden « ten bezware van de begroting van het Ministerie van Landbouw ».

Verantwoording : Het is logisch dat de lasten die het gevolg zijn van de bescherming van de nationale gemeenschap door de gehele natie worden gedragen.

Dit amendement wordt niet aangenomen. Wel stemt de Commissie in met een amendement om aan het einde van het artikel na « hoedanigheid van dat water voor aanwending in de landbouw » de woorden « en de bosbouw » in te voegen.

Verschillende leden wijzen op de schadelijke invloed die de plantegroei ondergaat vanwege chemische dooimiddelen gebruikt bij wegonderhoud.

Artikel 40.

Een lid merkt op dat het niet volstaat in de wet te vermelden dat het verboden is naaldbomen te planten op minder dan 6 meters van de oevers van elke waterloop. Er zou dienen bepaald te worden wat door « waterloop » verstaan wordt.

Twee leden stellen in hun amendement voor de artikelen 40 tot 48 te doen vervallen. Zij verantwoorden dit als volgt : « De wet van 24 juli 1962 tot wijziging van het Veldwetboek — artikel 35ter — en het koninklijk besluit van 8 maart 1963 volstaan op dit gebied ».

De Commissie gaat hierop niet in.

De Minister verwijst naar het verslag van een speciale werkgroep die bestond uit vertegenwoordigers van

- de Waalse Economische Raad;
- de hoge Bosraad;
- de hoge Raad voor de riviervisserij en de visteelt;
- de hoge Raad voor de domaniale natuurreservaten en de natuurbescherming;
- het proefstation van waters en bossen;
- de universitaire bosbouwcentra te Gent, Gembloux en Leuven;
- de werkgroep voor de studie van het evenwicht bos-wild;
- het bestuur voor de stedenbouw en de ruimtelijke ordening;
- het bestuur van waters en bossen.

En ce qui concerne l'opportunité des mesures proposées dans le projet, le groupe de travail est arrivé aux conclusions suivantes :

« L'interdiction de planter des conifères le long des cours d'eau, prévue à l'article 40, trouve sa justification après les multiples avis, remarques, constatations et études effectués depuis près de 40 ans par les écologistes et hydrobiologistes surtout qui se sont penchés sur le problème de la sauvegarde des cours d'eau.

» Elle répond également aux recommandations du Comité européen pour la sauvegarde de la nature et des ressources naturelles du Conseil de l'Europe.

» La nuisance des conifères se marque de deux manières bien distinctes :

» a) en empoisonnant les eaux (substances toxiques de l'humus des pessières);

» b) en réduisant la lumière, et par là même en supprimant la végétation aquatique, la faune nutritive et les abris pour les salmonides.

» Les mesures préconisées pour restaurer les cours d'eau empoisonnés sont :

» a) la neutralisation des substances toxiques;

» b) l'éclaircissement des cours d'eau (bordure de 6 m. de largeur de chaque rive).

» Une étude parue sous l'égide du Conseil de l'Europe en 1968 (« Aménagement des Forêts — Conséquences écologiques de la culture intensive des résineux de la zone des feuillus de l'Europe tempérée » par M. le professeur A. Noirfalise) aboutit aux mêmes conclusions.

» Les conséquences des monocultures de conifères y sont décrites :

» a) empoisonnement des eaux courantes;

» b) effets antibiologiques sur les poissons et la faune aquatique;

» c) altération de l'habitat;

» d) ombrage éliminant les plantes aquatiques;

» e) disparition du plancton animal et végétal ainsi que des franges herbeuses riveraines où vivent de nombreux insectes et leurs larves.

» Néanmoins, les délégués du Conseil économique régional de Wallonie expriment des doutes à ce sujet. »

Un autre membre fait remarquer qu'il y aurait lieu de prévoir des sanctions en cas d'infraction.

Sur proposition du Ministre, la Commission décide d'ajouter à cet article un deuxième et un troisième alinéa libellés comme suit :

« Les arbres plantés ou qu'on a laissé se développer en infraction à l'alinéa 1^{er} du présent article doivent être enlevés dans le délai d'un an de la constatation par procès-verbal de leur présence.

Deze werkgroep is in verband met de wenselijkheid van de in het wetsontwerp voorgestelde maatregelen tot volgende besluiten gekomen :

« Het verbod naaldbomen te planten langsheen de waterlopen, uitgedrukt in artikel 40, vindt zijn verantwoording na de veelvuldige adviezen, opmerkingen, vaststellingen en studies sinds bijna 40 jaar gedaan door ecologen en hydrobiologen die zich hebben ingelaten met het probleem van het behoud der waterlopen.

» Het komt eveneens de aanbevelingen tegemoet van het Europees Comité voor natuurbehoud en het behoud der natuurlijke hulpbronnen bij de Europaraad.

Het nadelig effect van de naaldbomen komt op twee wel onderscheiden manieren tot uiting :

» a) door watervergiftiging (toxische stoffen uit de humus van fijnsparbossen);

b) door interceptie van het licht waardoor de watervegetatie, de voedingsfauna en de refugia voor de salmonidae gaan verdwijnen.

» De aangeraden maatregelen om vergiftigde waters te herstellen zijn :

» a) het neutraliseren van de giftstoffen;

» b) het vrijstellen van de waterlopen (band met 6 m breedte op elke oever).

» Een studie verschenen onder de auspiciën van de Europaraad in 1968 (« Bedrijfsregeling der bossen — Ecologische weerslag van de intensieve naaldboutteelt in de loofhoutzone van de gematigde streken van Europa » door professor A. Noirfalise) komt tot dezelfde besluiten.

» De consequenties van de naaldboommonoculturen worden er in beschreven :

» a) vergiftiging van de waterlopen;

» b) antibiologische weerslag op de vissen en de waterfauna;

» c) ontarding van het milieu;

» d) belommering waardoor de waterplanten verdwijnen;

» e) verdwijnen van het dierlijk en plantaardig plancton alsmede van de grasbanden op de oevers waar talrijke insecten en hun larven onderkomen vinden.

» Niettemin drukken de vertegenwoordigers van de Waalse Economische Raad dienaangaande twijfels uit. »

Een ander lid merkt op dat sancties zouden moeten voorzien worden in geval van overtreding.

Op voorstel van de Minister beslist de Commissie aan dit artikel een tweede en een derde lid toe te voegen, luidend als volgt :

« De bomen die geplant worden of die men heeft laten groeien met overtreding van het eerste lid van dit artikel, moeten binnen een jaar na de vaststelling van hun aanwezigheid bij proces-verbaal worden gerooid.

» On entend par cours d'eau les cours d'eau non navigables tels qu'ils sont définis par la loi du 28 décembre 1967 et les voies d'eau navigables qui sont classées comme telles par le Gouvernement. »

Un membre préférerait que la frange protectrice soit portée de 6 à 20 mètres, mais d'autres commissaires font observer qu'une telle mesure pourrait causer de graves dommages à la lisière des bois en la privant de toute protection.

L'article modifié est adopté à l'unanimité moins 2 abstentions.

Article 41.

Cet article est adopté à l'unanimité, sans observation.

Article 42.

Deux membres proposent par voie d'amendement de supprimer les mots « projets de », parce que la création de réserves naturelles ne doit pas forcément être compatible avec des projets de plans de secteur, lesquels sont nécessairement incomplets. Ils justifient cet amendement comme suit :

« Il n'est pas souhaitable que la création de réserves dépende des prescriptions contenues dans certains projets de plans régionaux et de secteur, mais elle doit être conciliable avec les prescriptions des plans régionaux et des plans de secteur existants. »

Le Ministre fait observer que les avant-projets ont déjà en soi la valeur d'un certain engagement et qu'il convient donc d'en tenir compte; s'ils sont confirmés par un arrêté ministériel, ils auront même force de loi qu'un plan de secteur.

L'article est adopté à l'unanimité.

Article 43.

Cet article ne donne pas lieu à observations et il est adopté à l'unanimité moins 1 abstention.

Article 44.

Pour plus de précision, un membre propose d'insérer au § 2, après les mots « la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme », les mots « modifiée par la loi du 22 décembre 1970 ».

Le Ministre et la Commission marquent leur accord et l'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Article 45.

Cet article ne donne pas lieu à observations et il est adopté à l'unanimité.

» Onder waterlopen wordt verstaan de onbevaarbare waterlopen, zoals deze omschreven zijn bij de wet van 28 december 1967, alsook de bevaarbare waterwegen, die als dusdanig door de Regering gerangschikt zijn. »

Een lid zou er de voorkeur aan geven dat de schermstrook van 6 m zou gebracht worden op 20 m. Andere commissieleden wijzen er nochtans op dat dit belangrijke randschade aan de bossen zou kunnen meebrengen ingevolge het verdwijnen van flankbeschutting.

Het gewijzigde artikel wordt eenparig aangenomen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 41.

Dit artikel wordt zonder opmerkingen eenparig aangenomen.

Artikel 42.

Twee leden stellen in een amendement voor de woorden « ontwerpen van » te laten vervallen, omdat de oprichting van natuurreservaten niet noodzakelijk verenigbaar moet zijn met ontwerpen van gewestplannen; ontwerpen die uiteraard onvolledig zijn. Zij motiveren verder :

« Het is niet wenselijk dat de oprichting van reservaten zou afhankelijk zijn van de bepalingen die in sommige ontwerpen van streek- en gewestplannen zijn vervat. Echter moet de oprichting van reservaten verenigbaar zijn met de bepalingen van de eigenlijke streek- of gewestplannen. »

De Minister merkt op dat ook de voor-ontwerpen toch een zekere bindende kracht hebben en er derhalve moet mee rekening gehouden worden; worden de voor-ontwerpen bij ministerieel besluit bekrachtigd, dan hebben zij dezelfde waarde als een gewestplan.

Het artikel wordt met eenparigheid aangenomen.

Artikel 43.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt met eenparigheid, bij 1 onthouding, aangenomen.

Artikel 44.

Een lid stelt voor in § 2 na de woorden : « de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw » volledigheidshalve de woorden « gewijzigd bij de wet van 22 december 1970 » toe te voegen.

De Minister en de Commissie stemmen hiermee in en nemen het aldus gewijzigd artikel eenparig aan.

Artikel 45.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

Article 46.

Cet article n'a pas donné lieu à observations.

Article 47.

Un commissaire demande s'il ne conviendrait pas de remplacer, au dernier alinéa, les mots « du juge du tribunal de police » par les mots « du juge de paix ou, à son défaut, du juge de police ».

Le Ministre répond par la négative, en rappelant que l'article 91 des dispositions modificatives de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire a substitué le juge du tribunal de police au juge de paix dans le cas où l'intervention d'un magistrat serait requise pour permettre certaines visites des lieux par des agents de l'autorité.

Un autre membre fait remarquer que les gardes des réserves naturelles agréées ne seront généralement pas des agents de l'autorité et qu'ils ne pourront donc être autorisés à pénétrer dans les propriétés privées sises en dehors de la réserve même pour laquelle ils auront été désignés.

Le Ministre déclare que cela sera précisé dans la définition de leurs attributions.

Article 48.

Le libellé actuel est, comme on le voit, beaucoup plus étendu que le texte initial, encore qu'il ait également été établi par le Ministre, qui a justifié lui-même cette modification comme suit :

« A. Dans le projet, le délai d'un an pour l'enlèvement des arbres plantés en infraction à l'article 40 était prévu à l'article 48.

» Il est préférable que ce délai soit spécifié dans l'article 40 même.

» De même, le terme « résineux » qui était utilisé dans l'article 35^{ter} a été repris à la place du mot « conifères » (ces mots sont synonymes).

» L'infraction, même sans constat, reste entière et constitue un délit continu; l'alinéa 2 permet au délinquant d'enlever les arbres dans le délai d'un an, sans y être contraint par le tribunal en vertu des dispositions de l'article 46.

» B. L'article 48 nouveau proposé ne vise plus que les arbres plantés en infraction à l'article 35^{ter} du Code rural et définit ce qu'il faut entendre par semis pour les arbres qui existent déjà au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

» a) L'arrêté royal du 8 mars 1963 mettant en vigueur l'article 35 du Code rural tel qu'il a été modifié par la loi du 24 juillet 1962, aura dix ans en mars prochain.

Artikel 46.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 47.

Een lid vraagt zich af of in het laatste lid de woorden « rechter in de politierechtbank » niet moeten vervangen worden door de woorden « de vrederechter of bij diens ontstentenis de politierechter ».

De Minister antwoordt ontkennend en wel om de volgende reden : artikel 91 van de wijzigingsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, heeft de rechter in de politierechtbank in de plaats gesteld van de vrederechter, voor het geval het optreden van een magistraat vereist is ten einde bepaalde plaatsbezoeken door ambtenaren mogelijk te maken.

Een ander lid merkt op dat de wachters van de erkende natuureservaten meestal geen ambtenaren zullen zijn en dat derhalve hen niet kan toegestaan worden privé eigendommen te betreden, buiten het eigen reservaat waarvoor zij aangesteld werden.

De Minister bevestigt dat in de omschrijving van hun bevoegdheid zulks zal aangeduid worden.

Artikel 48.

De huidige tekst is, zoals men ziet, heel wat uitgebreider dan de oorspronkelijke. Hij gaat nochtans eveneens van de Minister uit. Deze heeft de reden van de tekstwijziging zelf omschreven als volgt :

« A. In het ontwerp was bij artikel 48 een termijn van een jaar voorzien voor het opruimen van de bomen die met overtreding van artikel 40 geplant werden.

» Het is aan te raden deze termijn in artikel 40 zelf te vermelden.

» Evenzo werd de term « naaldbomen » die in artikel 35^{ter} gebruikt werd vervangen door « harsachtigen » (deze woorden zijn synoniemen).

» De overtreding, zelfs zonder vaststelling, blijft in haar geheel en maakt een onafgebroken misdrijf uit; lid 2 laat de overtreder toe de bomen binnen een termijn van een jaar te rooien, zonder er door het gerecht toe gedwongen te worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 46.

» B. Het voorgestelde nieuwe artikel 48 beoogt niet meer de met overtreding van artikel 35^{ter} van het Veldwetboek geplante bomen en omschrijft wat dient verstaan onder zaailingen voor de bomen die reeds bestaan op het ogenblik van het van kracht worden van de wet.

» a) Het koninklijk besluit van 8 maart 1963 waarbij artikel 35 van het Veldwetboek van kracht wordt, zoals het bij de wet van 24 juli 1962 gewijzigd is, zal in maart e.k. tien jaar bestaan.

» Toutes les plantations faites depuis cet arrêté royal et contrairement à ses dispositions ont donc été faites en infraction avec la loi.

» L'enlèvement des conifères de moins de 5 ans ne peut avoir d'effets nuisibles sur la forêt et ne peut provoquer de chablis (hauteur maximum 80 cm).

» L'article 51 du projet abrogeait l'article 35^{ter} du Code rural. L'action publique était, dès lors, éteinte mais ses effets étaient continués par l'article 48. Une telle juxtaposition avait pour effet que les arbres actuellement plantés en infraction à l'article 35^{ter}, se trouvaient plantés à bon droit à partir de l'abrogation de cet article.

» C'est pourquoi il est prévu dans le texte de l'article 48 nouveau que cette abrogation n'aura d'effet qu'un an après l'entrée en vigueur de la présente loi, afin qu'il soit possible de faire enlever les arbres plantés depuis le dépôt du présent projet (les résineux sont plantés généralement entre 3 et 4 ans), l'infraction à l'article 35^{ter} étant restée continue.

» b) Le troisième alinéa précise quels sont les semis naturels qui doivent être enlevés après la parution de la loi : il est proposé de ne plus considérer comme semis les arbres de 5 ans et plus lors de l'entrée en vigueur de la loi.

» Il est bien entendu que ce délai ne joue pas pour les semis qui se développeraient après l'entrée en vigueur de la loi, puisqu'on ne peut les laisser se développer. »

Plusieurs membres trouvent insuffisant que seuls les arbres n'ayant pas atteint l'âge de cinq ans doivent être enlevés; ils peuvent difficilement admettre le maintien des arbres de plus de cinq ans plantés en infraction à la loi.

Par contre, d'autres commissaires font valoir une fois de plus que c'est surtout l'enlèvement d'arbres plus anciens qui priverait les arbres voisins d'une protection latérale.

Les membres partisans d'une législation plus rigoureuse leur objectent que l'intérêt général doit primer les intérêts économiques privés.

Ils attachent une grande importance à l'intégrité biologique de l'eau.

L'article modifié est adopté par 10 voix contre 2 et 2 abstentions.

Article 49.

Cet article ne donne pas lieu à observations et il est adopté à l'unanimité.

Article 50.

Plusieurs membres se déclarent adversaires de la disposition énoncée dans cet article, qui prévoit la possibilité d'accorder par arrêté royal l'exemption du précompte immobilier aux terrains faisant partie des réserves naturelles agréées. Les intervenants font valoir que cette disposition aurait pour effet de priver certaines communes rurales de

» Alle aanplantingen gedaan sedert dit koninklijk besluit en in strijd met zijn bepalingen, zijn dus met overtreding van de wet uitgevoerd.

» Het wegruimen van naaldbomen van minder dan vijf jaar kan voor het bos geen hinderlijke gevolgen hebben en geen windval veroorzaken (max. hoogte 80 cm).

» Artikel 51 van het ontwerp trok artikel 35^{ter} van het Veldwetboek in. De openbare vordering was hierdoor geëindigd verklaard, maar haar uitwerking bleef voortbestaan door artikel 48. Een dergelijke juxtapositie had ten gevolge dat bomen geplant met overtreding van artikel 35^{ter}, met recht geplant werden bij het intrekken van dit artikel.

» Daarom wordt in de tekst van het nieuwe artikel 48 voorzien dat deze intrekking slechts een jaar na het van kracht worden van deze wet uitwerking zal hebben; hierdoor wordt het mogelijk de bomen die na de indiening van dit ontwerp geplant zijn te doen rooien (de harsachtigen worden in het algemeen op 3 en 4 jaar geplant), vermits de overtreding van artikel 35^{ter} is blijven voortduren.

» b) Het derde lid preciseert welke de natuurlijke zaailingen zijn die moeten opgeruimd worden na het verschijnen van de wet : er wordt voorgesteld de bomen van vijf jaar en meer bij het van kracht worden van de wet niet meer als zaailingen te beschouwen.

» Het is wel verstaan dat deze termijn niet geldt voor de zaailingen die zouden groeien na de inwerkingtreding van de wet, vermits ze niet mogen blijven bestaan. »

Sommige leden achten het onvoldoende dat slechts de bomen jonger dan vijf jaar zouden dienen gerooid te worden en kunnen moeilijk aanvaarden dat in overtreding geplante bomen ouder dan 5 jaar zouden behouden blijven.

Andere leden wijzen er echter nogmaals op dat vooral het ruimen van oudere bomen de flankbeschutting van naburige bomen zou wegnemen.

Als tegenargument doen de leden, die een strengere wetgeving voorstaan, gelden dat het algemeen belang moet primeren op het privé economisch belang.

Zij hechten groot belang aan de biologische gaafheid van het water.

Het gewijzigde artikel wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 2, bij 2 onthoudingen.

Artikel 49.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

Artikel 50.

Sommige leden maken bezwaar tegen het bepaalde in dit artikel dat de mogelijkheid voorziet om bij koninklijk besluit vrijstelling te verlenen van onroerende voorheffing voor gronden die deel uitmaken van erkende natuureservaten. Zij doen gelden dat daardoor voor bepaalde landelijke gemeenten een gemeentelijk inkomen wegvalt voor soms grote

ressources provenant de domaines, parfois fort étendus, qui, n'est-il pas vrai, bénéficient forcément de leur part d'avantages considérables comme la distribution d'eau et les travaux de voirie, la lutte contre l'incendie, la police, etc. Ils estiment que, si l'on veut accorder des avantages aux réserves naturelles agréées, cela pourra se faire au moyen des subventions prévues à l'article 37.

Un commissaire considère que l'exemption proposée est inconstitutionnelle.

Un membre propose d'insérer, après les mots « Le Roi peut » les mots « après consultation des pouvoirs subordonnés ».

L'article ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Article 51 (ancien).

Cet article est retiré par le Ministre.

Avant la mise au voix de l'ensemble du projet, un commissaire tient à justifier son vote comme suit : le texte initial lui était apparu comme instaurant un grand nombre de servitudes. C'est pourquoi, en prenant part à la discussion et en déposant même des amendements, il a soutenu la thèse qu'aucune atteinte ne pouvait être portée au droit de propriété le plus élémentaire au profit de la communauté, sans indemnisation du citoyen par la communauté. Mais au cours de l'élaboration du texte nouveau, les commissaires ont grandement contribué à assurer non seulement la conservation de la nature, mais aussi le respect du droit de propriété. En conséquence, il adoptera volontiers le projet dans la forme qui lui a été donnée.

Un autre membre justifie son abstention : la plupart des dispositions du projet doivent, à son sens, relever de la compétence des Conseils culturels.

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
J. DE SERANNO.

Le Président,
W. MESOTTEN.

domeinen waaraan zij toch belangrijke zorgen moeten besteden, zoals water- en wegenwerken, brandbestrijding, politie, enz. Indien men aan erkende natuurreservaten voordelen wenst toe te kennen, dan kan dit volgens hen met geldelijke toelagen voorzien in artikel 37.

Een lid acht zulke vrijstelling zoals voorgesteld, ongrondwettelijk.

Een lid stelt voor dat na de woorden « kan de Koning ... » zou ingevoegd worden : « na raadpleging van de ondergeschikte besturen ».

Het aldus gewijzigde artikel wordt goedgekeurd met eenparigheid der stemmen.

Artikel 51 (oud).

Dit artikel wordt door de Minister ingetrokken.

Vooraleer tot de stemming over het geheel van het ontwerp over te gaan wenst een kommissaris de stem die hij zal uitbrengen als volgt te verrechtvaardigen : de oorspronkelijke tekst zag hij met heel wat erfdiensbaarheden bezwaard. Hij heeft dan ook, door deelneming aan de bespreking en zelfs door amendering, de stelling verdedigd : « geen krenking van het elementairste eigendomsrecht ten bate van de gemeenschap zonder vergoeding van het individu door deze gemeenschap ». In de opbouw van de nieuwe tekst hebben de commissarissen er grotelijks toe bijgedragen niet alleen het natuurbehoud maar ook het eigendomsrecht te eerbiedigen. In de vorm zoals het nu voorkomt zal hij het ontwerp dan ook graag goedkeuren.

Een ander lid verantwoordt zijn onthouding : volgens hem moet het grootste gedeelte van het wetsontwerp onder de bevoegdheid van de Kultuurraden vallen.

Het geheel van het wetsontwerp wordt aangenomen met 11 stemmen en 3 onthoudingen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
J. DE SERANNO.

De Voorzitter,
W. MESOTTEN.

TEXTE ADOPTE
PAR LA COMMISSION.

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

ARTICLE 1^{er}.

La présente loi tend à sauvegarder le caractère, la diversité et l'intégrité de l'environnement naturel par des mesures de protection de la flore et de la faune, de leurs communautés et de leurs habitats, ainsi que du sol, du sous-sol, des eaux et de l'air.

La présente loi ne vise pas à réglementer l'exploitation agricole et forestière.

CHAPITRE II.

Protection des espèces végétales et animales.

ART. 2.

Dans le but de sauvegarder les espèces de la flore indigène, le Roi prend des mesures de protection en faveur des plantes croissant à l'état sauvage. Il détermine si la protection s'applique à la plante entière ou à certains de ses organes.

ART. 3.

Dans le but de sauvegarder les espèces de la faune indigène, le Roi prend des mesures de protection en faveur d'animaux vivant à l'état sauvage; cette protection est également accordée à leurs dépouilles, à leurs œufs et aux coquilles de leurs œufs.

ART. 4.

L'application des mesures de protection des espèces végétales et animales peut être limitée à certaines régions, à certains territoires ou à certains biotopes. Ces mesures peuvent être d'application permanente, temporaire ou périodique.

ART. 5.

Sans préjudice des dispositions des législations sur la chasse, sur la police sanitaire des animaux domestiques, et sur la protection des végétaux et sans préjudice des obligations résultant de conventions internationales, le Roi peut réglementer l'importation, l'exportation ainsi que le transit des espèces végétales non indigènes ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles.

Il peut également réglementer la mise en liberté des espèces animales non indigènes et leur introduction dans les parcs à gibier.

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE.

HOOFDSTUK I.

Algemene bepalingen.

ARTIKEL 1.

Deze wet beoogt het behoud van de eigen aard, de verscheidenheid en het ongeschonden karakter van het natuurlijke milieu door middel van maatregelen tot bescherming van de flora en de fauna, hun gemeenschappen en groeiplaatsen, evenals van de grond, de ondergrond, het water en de lucht.

Deze wet beoogt niet de landbouw- of bosbouwexploitatie te regelen.

HOOFDSTUK II.

Bescherming van plante- en diersoorten.

ART. 2.

Met het oog op de vrijwaring van de soorten behorende tot de inheemse flora, neemt de Koning maatregelen tot bescherming van in het wild groeiende planten. Hij bepaalt of de bescherming slaat op de gehele plant dan wel op bepaalde organen ervan.

ART. 3.

Met het oog op de vrijwaring van de soorten behorende tot de inheemse fauna neemt de Koning maatregelen tot bescherming van in het wild levende dieren; die bescherming wordt eveneens verleend aan hun krengen, hun eieren en eierschalen.

ART. 4.

De toepassing van maatregelen tot bescherming van plante- en diersoorten kan worden beperkt tot bepaalde streken, bepaalde arealen of bepaalde biotopen. Die maatregelen kunnen blijvend, tijdelijk of periodiek van toepassing zijn.

ART. 5.

Onverminderd de bepalingen van de wetgevingen op de jacht, op de diergeneeskundige politie en op de plantenbescherming en onverminderd de verplichting voortspruitend uit internationale verdragen, kan de Koning de in-, uit- en doorvoer van de uitheemse plantesoorten, evenals van de uitheemse diersoorten en hun krengen regelen.

Hij kan eveneens het vrijlaten van uitheemse diersoorten en het onderbrengen ervan in wildparken regelen.

CHAPITRE III.

Protection des milieux naturels.

ART. 6.

Dans le but de sauvegarder les territoires présentant un intérêt pour la protection de la flore et de la faune, des milieux écologiques et de l'environnement naturel, ces territoires peuvent être érigés soit en réserves naturelles, intégrales ou dirigées, soit en réserves forestières, soit en parcs naturels; les réserves naturelles peuvent être soit domaniales, soit agréées.

Après consultation des collèges des bourgmestre et échevins des communes sur le territoire desquelles les réserves et parcs sont situés, les députations permanentes des conseils provinciaux compétents donnent, dans les soixante jours de la réception de la demande du Ministre de l'Agriculture, avis à ce dernier au sujet de la création des réserves et parcs visés à l'alinéa premier. Si le collège des bourgmestre et échevins ou la députation permanente du conseil provincial ne notifient pas leur avis dans les délais prescrits, l'avis est réputé favorable.

Le Roi peut, dans certains milieux naturels, prendre des mesures de protection dans le but de conserver les espèces de la flore et de la faune, pour les besoins de la recherche scientifique, de l'enseignement ou de l'éducation populaire.

Des biens immobiliers peuvent être acquis par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de la réalisation des objectifs visés aux alinéas premier et trois.

SECTION 1.

Des réserves naturelles.

ART. 7.

La réserve naturelle intégrale constitue une aire protégée créée dans le but d'y laisser les phénomènes naturels évoluer selon leurs lois.

ART. 8.

La réserve naturelle dirigée constitue une aire protégée qu'une gestion appropriée tend à maintenir dans son état. A cette fin, des mesures peuvent être prises en vue de conserver, de contrôler ou de réintroduire des espèces végétales ou animales, de maintenir certains faciès du tapis végétal ou de restaurer des milieux altérés.

ART. 9.

La réserve naturelle domaniale est une aire protégée, érigée par le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, sur des terrains appartenant à l'Etat, pris en location par lui ou mis à sa disposition à cette fin.

HOOFDSTUK III.

Bescherming van de natuurlijke milieus.

ART. 6.

De gebieden die van belang zijn voor de bescherming van de flora, van de fauna, van de ecologische milieus en van de natuurlijke leefruimte kunnen, met het oog op hun vrijwaring, ofwel tot integrale of gerichte natuurreservaten, ofwel tot bosreservaten, ofwel tot natuurparken worden opgericht; natuurreservaten kunnen ofwel staatsreservaten ofwel erkende natuurreservaten zijn.

Na raadpleging van de colleges van burgemeester en schepenen van de gemeenten op wiens grondgebied de voorgenomen reservaten en parken zijn gelegen, brengen de bevoegde bestendige deputaties van de provinciale raden, binnen de zestig dagen na ontvangst van het verzoek van de Minister van Landbouw, bij deze advies uit betreffende de oprichting van bij het eerste lid bedoelde reservaten en parken. Wanneer het college van burgemeester en schepenen of de bestendige deputatie van de provinciale raad hun advies niet laten kennen binnen de gestelde termijnen, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Ten behoeve van het wetenschappelijk onderzoek, het onderwijs of de volksopleiding kan de Koning in sommige natuurlijke milieus beschermende maatregelen nemen met het oog op de instandhouding van de plante- of diersoorten, hun gemeenschappen en groeiplaatsen.

Met het oog op de verwezenlijking van de bij het eerste en derde lid gestelde objectieven kunnen onroerende goederen door onteigening ten algemenen nutte worden verkregen.

AFDELING 1.

Natuurreservaten.

ART. 7.

Het integraal natuurreservaat is een beschermd areaal dat wordt opgericht met het doel er de natuurlijke verschijnselen naar eigen wetten te laten evolueren.

ART. 8.

Het gericht natuurreservaat is een beschermd areaal waarvan een aangepast beheer de bestaande toestand tracht te behouden. Te dien einde kunnen maatregelen worden genomen om bepaalde plante- of diersoorten in stand te houden, te controleren of terug in te voeren, om bepaalde uitzichten van het plantendek te bestendigen of om ontaalde milieus te herstellen.

ART. 9.

Het Staatsnatuurreservaat is een beschermd gebied dat op de voordracht van de Minister van Landbouw door de Koning wordt opgericht op gronden die de Staat in eigendom of in huur heeft of die hem daartoe ter beschikking worden gesteld.

ART. 10.

La réserve naturelle agréée est une aire protégée, gérée par une personne physique ou morale autre que l'Etat et reconnue par le Roi, à la demande du propriétaire des terrains et avec l'accord de leur occupant.

ART. 11.

Dans les réserves naturelles, il est interdit :

— de tuer, de chasser ou de piéger de n'importe quelle manière les animaux, de déranger ou de détruire leurs jeunes, leurs œufs, leurs nids ou leurs terriers;

— d'enlever, couper, déraciner ou mutiler des arbres et des arbustes, de détruire ou d'endommager le tapis végétal;

— de procéder à des fouilles, sondages, terrassements, exploitations de matériaux, d'effectuer tous travaux susceptibles de modifier le sol, l'aspect du terrain, les sources et le système hydrographique, d'établir des conduites aériennes ou souterraines, de construire des bâtiments ou des abris et de placer des panneaux et des affiches publicitaires;

— d'allumer des feux et de déposer des immondices.

Le Roi peut, dans des cas particuliers, lever certaines interdictions prévues au présent article.

Le Roi prend les mesures nécessaires à la réalisation des objectifs définis à l'article 6.

ART. 12.

Le Ministre de l'Agriculture établit les règlements relatifs à la circulation dans les réserves naturelles en dehors des routes et chemins ouverts à la circulation publique.

ART. 13.

Le Ministre de l'Agriculture établit les règlements de surveillance et de police des réserves naturelles.

ART. 14.

Pour chacune des réserves naturelles domaniales, le Ministre de l'Agriculture établit un plan particulier de gestion et un plan des chemins nécessaires à cette gestion.

ART. 15.

Pour chacune des réserves naturelles domaniales, le Ministre de l'Agriculture désigne l'ingénieur des eaux et forêts chargé de la gestion.

ART. 16.

Le Ministre de l'Agriculture désigne, pour chaque réserve naturelle domaniale ou groupe de réserves naturelles domaniales, une commission consultative présidée par un membre

ART. 10.

Het erkend natuurreserveaat is een beschermd areaal dat door een natuurlijk- of rechtspersoon, de Staat uitgezonderd, wordt beheerd en door de Koning wordt erkend op verzoek van de eigenaar van de gronden en met de instemming van de bezetter.

ART. 11.

In de natuurreservaten is het verboden :

— de dieren te doden, te jagen of te vangen op om het even welke wijze, hun jongen, eieren, nesten of schuilplaatsen te storen of te vernietigen;

— bomen en struiken weg te nemen, te kappen, te onwortelen of te verminken en het plantendek te vernietigen of te beschadigen;

— over te gaan tot opgravingen, boringen, grondwerken of exploitatie van materialen, om het even welk werk uit te voeren dat de aard van de grond, het uitzicht van het terrein, de bronnen en het hydrografisch net zou kunnen wijzigen, boven- of ondergrondse leidingen te leggen, gebouwen of schuilplaatsen op te trekken en reclameborden en aanplakbrieven aan te brengen;

— vuur te maken en vuilnis te storten.

De Koning kan in bijzondere gevallen sommige van de in dit artikel bedoelde verbodsmaatregelen opheffen.

De Koning neemt de maatregelen welke voor het verwezenlijken van de bij artikel 6 bepaalde doeleinden nodig zijn.

ART. 12.

De Minister van Landbouw vaardigt reglementen uit betreffende het verkeer in de natuurreservaten buiten de wegen die voor openbaar verkeer openstaan.

ART. 13.

De Minister van Landbouw vaardigt reglementen uit betreffende de bewaking van en de politie op de natuurreservaten.

ART. 14.

Voor elk Staatsnatuurreserveaat stelt de Minister van Landbouw een bijzonder beheerplan op en een voor dit beheer noodzakelijk wegenplan vast.

ART. 15.

Voor elk Staatsnatuurreserveaat wijst de Minister van Landbouw de ingenieur van waters en bossen aan die met het beheer ervan is belast.

ART. 16.

Voor elk Staatsnatuurreserveaat of groep van Staatsreservaten stelt de Minister van Landbouw een adviescommissie in die voorgezeten wordt door een lid van de bij artikel 32

du Conseil supérieur de la conservation de la nature visée à l'article 32, nommé parmi les candidats présentés sur une liste double par ce Conseil. Cette commission donne des avis à l'ingénieur des eaux et forêts visé à l'article 15 sur tous les problèmes qu'il lui soumet.

ART. 17.

L'ingénieur des eaux et forêts visé à l'article 15 peut prendre des mesures d'urgence qui dérogent aux dispositions de la présente loi et aux mesures prises pour son exécution. Dans ce cas, il en informe sans délai la commission consultative concernée et fait rapport au Ministre de l'Agriculture. De son côté, le président de cette commission fait rapport au Conseil supérieur de la conservation de la nature ou à la chambre compétente, suivant le cas.

ART. 18.

Le Roi détermine les conditions de surveillance, de protection et de gestion auxquelles les réserves naturelles doivent satisfaire pour être agréées.

Le Roi fixe les mesures de contrôle et désigne les fonctionnaires chargés de veiller au respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Roi retire l'agrément s'il apparaît que le responsable de la réserve naturelle agréée omet en dépit d'une mise en demeure donnée par le fonctionnaire désigné en vertu du § 2, de se mettre en règle à l'égard des conditions de surveillance, de protection et de gestion visées au § 1^{er}.

L'agrément d'une réserve naturelle est donné pour une durée d'au moins dix ans. Il est renouvelable à chaque échéance pour une durée de dix ans.

ART. 19.

Le Roi fixe les formes de la demande, de l'octroi, du renouvellement et du retrait de l'agrément.

SECTION 2.

Des réserves forestières.

ART. 20.

La réserve forestière est une forêt ou partie de celle-ci protégée conformément à la présente loi dans le but de sauvegarder des faciès caractéristiques ou remarquables des peuplements d'essences indigènes et d'y assurer l'intégrité du sol et du milieu.

ART. 21.

Le Roi peut, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, ériger en réserve forestière, les forêts ou parties de forêts appartenant à l'Etat. De même, il peut ériger en réserve forestière, avec l'accord de leur propriétaire, les forêts ou parties de forêts n'appartenant pas à l'Etat.

bedoelde Hoge Raad voor natuurbehoud, benoemd uit een dubbele kandidatenlijst door deze Raad voorgelegd. Die commissie dient de bij artikel 15 bedoelde ingenieur van waters en bossen van advies betreffende alle vraagstukken die hij haar voorlegt.

ART. 17.

De bij artikel 15 bedoelde ingenieur van waters en bossen kan dringende maatregelen nemen die afwijken van het bepaalde in deze wet en in de voor de uitvoering ervan genomen besluiten. In dat geval stelt hij de betrokken adviescommissie onmiddellijk in kennis van de maatregel en brengt verslag uit bij de Minister van Landbouw. Van zijn kant brengt de voorzitter van die commissie verslag uit bij de Hoge Raad voor natuurbehoud of bij de bevoegde kamer, naar gelang van het geval.

ART. 18.

De Koning bepaalt de bewakings-, beschermings- en beheersvoorwaarden waaraan de natuurreservaten moeten voldoen om erkend te kunnen worden.

De Koning stelt de toezichtsmaatregelen vast en wijst de ambtenaren aan die met het toezicht over de naleving van de bij het eerste lid gestelde voorwaarden zijn belast.

De Koning trekt de erkenning in, wanneer de verantwoordelijke van het erkende natuurreservaat, spijs een aanmaning vanwege de op grond van § 2 aangewezen ambtenaar, verzuimt zich te richten naar de bewakings-, beschermings- en beheersvoorwaarden bedoeld bij § 1.

De erkenning van een natuurreservaat is geldig voor een periode van minstens tien jaar. Bij elke vervaldag kan zij voor een periode van tien jaar worden hernieuwd.

ART. 19.

De Koning stelt de vormen vast voor de aanvraag, de toekenning, de hernieuwing en de intrekking van de erkenning.

AFDELING 2.

Bosreservaten.

ART. 20.

Het bosreservaat is een bos of een deel hiervan dat overeenkomstig deze wet wordt beschermd met het doel kenmerkende of merkwaardige uitzichten van opstanden van inheemse houtsoorten in stand te houden en er de gaafheid van de bodem en van het milieu te vrijwaren.

ART. 21.

De Koning kan, op de voordracht van de Minister van Landbouw, van de bossen, of delen hiervan die aan de Staat toebehoren, bosreservaten maken. Hij kan eveneens, met toestemming van hun eigenaar, bossen of delen van bossen die niet aan de Staat toebehoren, tot bosreservaat maken.

ART. 22.

Les forêts et parties de celles-ci appartenant à l'Etat ou à d'autres administrations et établissements publics et constituées en réserves forestières, restent soumises au régime forestier.

Pour chacune des réserves forestières visées à l'alinéa premier, le Ministre de l'Agriculture établit un nouvel aménagement.

ART. 23.

Le Roi, en vue de la protection visée à l'article 20, arrête le règlement de gestion applicable aux réserves forestières.

ART. 24.

Avec l'accord du propriétaire et de l'occupant, le Ministre de l'Agriculture peut prendre des règlements de surveillance et de police des réserves forestières érigées sur la propriété de personnes privées.

SECTION 3.

Des parcs naturels.

ART. 25.

Un parc naturel est un territoire soumis, conformément à la présente loi, à des mesures ayant pour but de conserver le caractère, la diversité et les valeurs scientifiques de l'environnement, la flore et la faune indigènes ainsi que la pureté de l'air et des eaux et d'assurer la conservation de la qualité des sols.

ART. 26.

Un parc naturel créé à l'initiative de l'Etat est un parc naturel national. Un parc naturel créé à l'initiative d'un autre pouvoir public est un parc naturel régional.

ART. 27.

Le Ministre de l'Agriculture et le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, peuvent par un arrêté pris conjointement, créer un parc naturel national pour les territoires qu'ils soumettent aux mesures visées à l'article 25.

Cet arrêté ministériel a la même force obligatoire que celle attribuée aux projets de plans de secteur par l'article 2, § 2, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Il n'a effet que pour trois ans, à moins qu'un arrêté royal pris sur la proposition des Ministres précités ne l'ait confirmé entre-temps.

ART. 22.

De tot bosreservaten opgerichte bossen, en delen hiervan, die eigendom zijn van de Staat of van andere openbare besturen en instellingen, blijven aan de bosregeling onderworpen.

Voor elk van de bij het eerste lid bedoelde bosreservaten stelt de Minister van Landbouw een nieuwe bedrijfsregeling vast.

ART. 23.

Met het oog op de bescherming bedoeld bij artikel 20, stelt de Koning het beheersreglement vast, dat op de bosreservaten van toepassing is.

ART. 24.

Met toestemming van de eigenaar en de bezetter kan de Minister van Landbouw reglementen uitvaardigen betreffende de bewaking van en de politie op de bosreservaten, opgericht op de eigendom van private personen.

AFDELING 3.

Natuurparken.

ART. 25.

Een natuurpark is een gebied dat, overeenkomstig deze wet, onderworpen is aan maatregelen die tot doel hebben de aard, de verscheidenheid en de wetenschappelijke waarden van het leefmilieu te vrijwaren, de inheemse flora en fauna evenals de zuiverheid van lucht en water te behouden alsmede het behoud van de bodem te beschermen.

ART. 26.

Een natuurpark opgericht op initiatief van de Staat is een nationaal natuurpark. Een natuurpark opgericht op initiatief van een ander openbaar bestuur is een gewestelijk natuurpark.

ART. 27.

De Minister van Landbouw en de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort, kunnen bij een gemeenschappelijk genomen besluit een nationaal natuurpark oprichten voor de gebieden die zij onderwerpen aan de bij artikel 25 bedoelde maatregelen.

Dat ministerieel besluit heeft dezelfde bindende kracht als die welke door artikel 2, § 2, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw aan de ontwerpen van gewestplannen is verleend.

De uitwerking ervan geldt maar voor drie jaren tenzij het inmiddels bevestigd wordt door een koninklijk besluit genomen op de voordracht van de voormelde Ministers.

Cet arrêté royal est pris conformément aux dispositions de l'article 9, alinéas 3, 4, 5 et 7 de la loi du 29 mars 1962, les délais prévus par ces dispositions étant ramenés à nonante jours.

L'arrêté royal confirmant la création d'un parc naturel national a le même effet obligatoire que celui attribué aux plans de secteur visés à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 29 mars 1962.

L'arrêté royal ne peut être abrogé que conformément à l'article 43 de la même loi, sur proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

ART. 28.

Un parc naturel régional peut, sur avis conforme du Ministre de l'Agriculture, être créé, supprimé ou modifié dans ses limites, par un plan de secteur ou communal pris conformément à la loi du 29 mars 1962.

ART. 29.

Pour chaque parc naturel national, le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, arrête un règlement de gestion, institue une commission de contrôle et en nomme les membres, dont un conservateur assumant la présidence.

Un membre au moins du Conseil supérieur de la conservation de la nature siège dans la commission de contrôle du parc naturel national.

ART. 30.

Pour chaque parc naturel régional, le pouvoir public organisateur soumet à l'approbation du Ministre de l'Agriculture, du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions et du Ministre de tutelle, un règlement de gestion, la composition de l'organisme de contrôle et la nomination d'un conservateur.

Un membre au moins du Conseil supérieur de la conservation de la nature siège dans l'organisme de contrôle du parc naturel régional.

ART. 31.

Les réserves naturelles et les forêts soumises au régime forestier sont soustraites aux attributions des autorités du parc naturel et demeurent régies par leur statut propre.

CHAPITRE IV.

Du Conseil supérieur de la conservation de la nature.

ART. 32.

Le Roi institue auprès du Ministre de l'Agriculture un Conseil supérieur de la conservation de la nature.

Dit koninklijk besluit wordt genomen overeenkomstig het bepaalde in artikel 9, derde, vierde, vijfde en zevende lid, van de wet van 29 maart 1962, met dien verstande dat de daarbij gesteld termijnen tot negentig dagen zijn teruggebracht.

Het koninklijk besluit houdende bevestiging van de oprichting van een nationaal natuurpark heeft dezelfde bindende kracht als die welke door artikel 2, § 1, van de wet van 29 maart 1962 aan de gewestplannen is verleend.

Het koninklijk besluit kan enkel overeenkomstig artikel 43 van dezelfde wet worden opgeheven, op de voordracht van de Minister van Landbouw en van de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort.

ART. 28.

Een gewestelijk natuurpark kan op eensluidend advies van de Minister van Landbouw worden opgericht, afgeschaft of in zijn grenzen gewijzigd door een gewestelijk of gemeentelijk plan, vastgesteld overeenkomstig de wet van 29 maart 1962.

ART. 29.

Voor elk nationaal natuurpark neemt de Koning, op de voordracht van de Minister van Landbouw en van de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort, een bestuursreglement, richt een commissie van toezicht op en benoemt er de leden van, waaronder een conservator die het voorzitterschap waarneemt.

In de commissie van toezicht van het nationaal natuurpark zetelt ten minste één lid van de Hoge Raad voor natuurbehoud.

ART. 30.

Voor elk gewestelijk natuurpark wordt door het oprichtend openbaar bestuur een bestuursreglement, de samenstelling van het toezichtsorganisme en de benoeming van een conservator voor goedkeuring aan de Minister van Landbouw, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort en aan de Minister die het toezicht heeft over dit bestuur, voorgelegd.

In het toezichtsorganisme van het gewestelijk natuurpark zetelt minstens één lid van de Hoge Raad voor natuurbehoud.

ART. 31.

De natuurreservaten en de aan de bosregeling onderworpen bossen worden aan de bevoegdheid van de overheid van het natuurpark onttrokken en blijven onderworpen aan hun eigen statuut.

HOOFDSTUK IV.

De Hoge Raad voor natuurbehoud.

ART. 32.

De Koning richt bij de Minister van Landbouw een Hoge Raad voor natuurbehoud op.

Il est composé de deux chambres qui sont compétentes respectivement pour la région flamande et pour la région wallonne, visées à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Le Conseil est compétent pour les matières visées à l'article 33 de la présente loi qui sont d'intérêt commun et pour la région bruxelloise visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Le Roi détermine la composition du Conseil et son fonctionnement.

Le Roi nomme les présidents et les membres des deux chambres; la présidence du Conseil supérieur de la conservation de la nature est assumée pour un an, alternativement, par le président de chacune des chambres.

ART. 33.

Le Conseil supérieur de la conservation de la nature et chacune des chambres a pour mission de donner son avis sur toutes questions que lui soumet le Ministre de l'Agriculture concernant la conservation de la nature et notamment la protection de la flore et de la faune, la création, la conservation et la gestion des réserves naturelles domaniales et des réserves forestières, l'octroi et le retrait de l'agrément des réserves, la création et la gestion des parcs naturels.

Le Conseil et chacune des chambres émettent un avis au Ministre de l'Agriculture relatif aux matières définies à l'alinéa 1^{er} sur les propositions qui lui sont soumises par cinq de ses membres au moins.

Le Ministre de l'Agriculture est tenu de demander l'avis du Conseil supérieur sur les mesures envisagées aux articles 2, 3, 4, 5, 6, alinéa 2, 11, 12, 13, 14, 18, 21, 22, 23, 24, 36, 37, 38, 39 et 41 lorsque ces mesures sont d'intérêt commun ou concernent la région bruxelloise.

Le Ministre de l'Agriculture est tenu de demander l'avis de la chambre compétente sur les mesures envisagées aux articles 2, 3, 4, 6, alinéa 2, 11, alinéa 2, 12, 13, 14, 18, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 36, 37, 38, 39 et 41 lorsque ces mesures concernent en particulier la région flamande ou la région wallonne.

Lorsqu'une mesure de protection vise toutefois un animal gibier ou un prédateur du gibier, l'avis du Conseil supérieur de la chasse doit en outre être demandé par le Ministre de l'Agriculture.

Pour les mesures prévues aux articles 21, 22, 23, 24, 27, 28 et 36 l'avis du Conseil supérieur des forêts doit être demandé par le Ministre de l'Agriculture.

Pour les mesures prévues aux articles 27 et 28, l'avis du Conseil supérieur de l'Agriculture doit être demandé par le Ministre de l'Agriculture.

Les projets de création de réserves ou de parcs naturels doivent être soumis au Conseil économique régional compétent. Si l'avis de ce Conseil n'est pas communiqué dans les 60 jours de la demande du Ministre de l'Agriculture, il est réputé favorable.

Deze bestaat uit twee kamers die bevoegd zijn respectievelijk voor het Vlaamse gewest en voor het Waalse gewest, bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

De Raad is bevoegd voor de in artikel 33 van deze wet bedoelde aangelegenheden van gemeenschappelijk belang en voor het Brusselse gewest bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

De Koning bepaalt de samenstelling van de Raad en zijn werking.

De Koning benoemt de voorzitters en de leden van de twee kamers; het voorzitterschap van de Hoge Raad voor natuurbehoud wordt om de beurt, telkens voor één jaar, door de voorzitter van ieder der kamers waargenomen.

ART. 33.

De Hoge Raad voor natuurbehoud en ieder der kamers heeft tot opdracht advies te verstrekken over alle aangelegenheden die hem door de Minister van Landbouw worden voorgelegd in verband met het natuurbehoud en inzonderheid met de bescherming van de flora en de fauna, de oprichting, de instandhouding en het beheer van staatsnatuurreservaten en bosreservaten, de toekenning en de intrekking van de erkenning van reservaten, de oprichting en het beheer van natuurparken.

De Raad en ieder der kamers dienen de Minister van Landbouw van advies over de voorstellen die hem door tenminste vijf van zijn leden worden voorgelegd betreffende bij het eerste lid bedoelde aangelegenheden.

De Minister van Landbouw is verplicht het advies van de Hoge Raad in te winnen betreffende de maatregelen bedoeld in de artikels 2, 3, 4, 5, 6, alinea 2, 11, 12, 13, 14, 18, 21, 22, 23, 24, 36, 37, 38, 39 en 41 wanneer deze maatregelen van gemeenschappelijk belang zijn of betrekking hebben op het Brusselse gewest.

De Minister van Landbouw is verplicht het advies van de bevoegde kamer in te winnen betreffende de maatregelen bedoeld in de artikels 2, 3, 4, 6, alinea 2, 11, alinea 2, 12, 13, 14, 18, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 36, 37, 38, 39 en 41 wanneer deze maatregelen in het bijzonder het Vlaamse of het Waalse gewest aanbelangen.

Heeft een beschermingsmaatregel evenwel betrekking op wild of roofwild, dan moet de Minister van Landbouw bovendien het advies van de Hoge Jachtraad inwinnen.

Voor de maatregelen voorzien in de artikels 21, 22, 23, 24, 27, 28 en 36 moet de Minister van Landbouw het advies van de Hoge Bosraad inwinnen.

Voor de maatregelen voorzien in de artikels 27 en 28 moet de Minister van Landbouw het advies van de Hoge Landbouwrapaad inwinnen.

De plannen om natuurreservaten of natuurparken tot stand te brengen moeten aan de bevoegde Gewestelijke Economische Raad worden voorgelegd. Indien deze Raad zijn advies niet binnen 60 dagen na het verzoek van de Minister van Landbouw mededeelt, wordt het geacht gunstig te zijn.

ART. 34.

§ 1^{er}. Le Conseil supérieur établit son règlement d'ordre intérieur qui doit être approuvé par le Ministre de l'Agriculture.

§ 2. Pour l'examen de problèmes propres à chacune des réserves naturelles domaniales ou groupe de ces réserves, le Conseil supérieur peut se faire assister par la commission consultative concernée, et lui demander de lui faire rapport sur toute question qu'il lui soumet.

ART. 35.

Le Conseil supérieur de la conservation de la nature sera aidé dans sa mission par un Institut de la conservation de la nature qui sera créé par le Roi, par arrêté délibéré en conseil des Ministres.

Cet Institut aura pour mission de promouvoir l'étude et la recherche dans les matières qui concernent la conservation de la nature et la protection de l'environnement.

CHAPITRE V.

Protection des forêts et de l'espace rural.

ART. 36.

Pour des raisons de conservation de la nature et sur avis motivé du Conseil supérieur de la conservation de la nature ou de la chambre compétente de ce conseil, le Roi peut prendre des mesures, assorties de subventions, aux conditions qu'il fixe, en vue de favoriser dans les forêts publiques et privées :

- la restauration des peuplements dégradés;
- le maintien des bois feuillus;
- la réintroduction de feuillus dans les bois de conifères;
- l'ouverture des forêts au public.

ART. 37.

Pour des raisons de conservation de la nature et sur avis motivé du Conseil supérieur de la conservation de la nature ou de la chambre compétente de ce conseil, le Roi peut prendre des mesures, assorties de subventions, aux conditions qu'il fixe, en vue de favoriser dans l'espace rural notamment :

- le boisement ou le reboisement des terres marginales ou abandonnées par l'agriculture;
- le maintien ou la restauration des vallées herbeuses dans les massifs forestiers ou les campagnes;
- la protection des bois ou autres végétations dans les sites rocheux, les escarpements, les talus et les versants;
- la protection des végétations riveraines et tourbeuses;
- la conservation et la gestion des réserves naturelles agréées;

ART. 34.

§ 1. De Hoge Raad stelt zijn reglement van orde vast onder de goedkeuring van de Minister van Landbouw.

§ 2. Voor het onderzoek van problemen die eigen zijn aan elk Staatsnatuurreservaat of groep van die reservaten kan de Hoge Raad zich laten bijstaan door de betrokken adviescommissie en haar vragen verslag uit te brengen over elke aangelegenheid die hij voorlegt.

ART. 35.

De Hoge Raad voor natuurbehoud zal bij zijn opdracht worden bijgestaan door een Instituut voor natuurbehoud dat zal worden opgericht door de Koning bij een in Minister-raad overlegd besluit.

Dat Instituut zal moeten instaan voor de bevordering van de studie en het onderzoek van de aangelegenheden die betrekking hebben op het natuurbehoud en de bescherming van het leefmilieu.

HOOFDSTUK V.

Bescherming van de bossen en van de landelijke ruimte.

ART. 36.

Om redenen van natuurbehoud en op gemotiveerd advies van de Hoge Raad voor natuurbehoud of van de bevoegde kamer van die Hoge Raad, kan de Koning maatregelen treffen vergezeld van toelagen onder de voorwaarden die hij bepaalt met het oog op de bevordering in de publieke en private bossen van :

- het herstel van vervallen bosbestanden;
- de instandhouding van loofhoutbossen;
- de herinplanting van loofhoutsoorten in naaldbossen;
- de openstelling van de bossen voor het publiek.

ART. 37.

Om redenen van natuurbehoud en op gemotiveerd advies van de Hoge Raad voor natuurbehoud of van de bevoegde kamer van die Raad, kan de Koning maatregelen treffen vergezeld van toelagen, onder de voorwaarden die hij bepaalt, met het oog op de bevordering in de landelijke ruimte van onder meer :

- de bebossing of herbebossing van marginale of door de landbouw verlaten grond;
- het behoud of de restauratie van grasrijke valleien in de bosmassieven of op het platte land;
- de bescherming van bossen of andere plantengroei in rotsachtige gebieden, op hellingen en taluds;
- de bescherming van oeverbegroeiingen en turfgebieden;
- de instandhouding en het beheer van erkende natuurreservaten;

— la protection des berges des cours d'eau alimentés par une source rhéocrène, de la source jusqu'au point d'origine du cours d'eau;

— le maintien et la plantation de haies et de boqueteaux;

— la conservation et la gestion des réserves forestières établies en dehors du domaine de l'Etat.

ART. 38.

Le Roi peut interdire ou réglementer l'emploi de substances toxiques ou d'autres produits dangereux pour la vie sauvage ou pour l'intégrité biologique du sol et de l'eau.

ART. 39.

Le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, et après consultation des Ministres compétents, prend des mesures destinées à prévenir ou éliminer toute cause de pollution des eaux courantes susceptible de nuire à leur capacité biologique et leurs ressources piscicoles et à leur qualité pour les usages agricoles et sylvicoles.

CHAPITRE VI.

Mesures générales.

ART. 40.

Il est interdit de planter ou de replanter des résineux ou de laisser se développer leurs semis à moins de six mètres des berges de tout cours d'eau.

Les arbres plantés ou qu'on a laissé se développer en infraction à l'alinéa 1^{er} du présent article doivent être enlevés dans le délai d'un an de la constatation par procès-verbal de leur présence.

On entend par cours d'eau les cours d'eau non navigables tels qu'ils sont définis par la loi du 28 décembre 1967 et les voies d'eau navigables qui sont classées comme telles par le Gouvernement.

ART. 41.

Le Roi peut accorder des dérogations aux mesures de protection dans un but scientifique ou pour des raisons de santé publique ou d'utilité régionale ou locale.

Ces dérogations, lorsqu'elles touchent des matières régies par la législation organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, ne peuvent être accordées que sur avis conforme du Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions.

— de bescherming van de oevers der waterlopen gevoegd door een rheocrene bron, vanaf die bron tot aan het punt van oorsprong van de waterloop;

— het behoud en de aanplanting van hagen en bosjes;

— de instandhouding en het beheer van de bosreservaten die buiten het Staatsdomein opgericht zijn.

ART. 38.

De Koning kan het gebruik van giftstoffen of van andere produkten die een gevaar opleveren voor het leven in de natuur of voor de biologische gaafheid van de bodem en het water verbieden of regelen.

ART. 39.

De Koning neemt op de voordracht van de Minister van Landbouw en na raadpleging van de bevoegde Ministers maatregelen ten einde in stromend water elke oorzaak van bezoedeling, die schade berokkent aan het biologische vermogen en de visstand evenals aan de hoedanigheid van dat water voor aanwending in de landbouw en de bosbouw te voorkomen of te weren.

HOOFDSTUK VI.

Algemene maatregelen.

ART. 40.

Het is verboden naaldbomen te planten of te herplanten of hun zaailingen te laten groeien op minder dan zes meter van de oevers der waterlopen.

De bomen die geplant worden of die men heeft laten groeien met overtreding van het eerste lid van dit artikel, moeten binnen een jaar na de vaststelling van hun aanwezigheid bij proces-verbaal worden gerooid.

Onder waterlopen wordt verstaan de onbevaarbare waterlopen, zoals deze omschreven zijn bij de wet van 28 december 1967, alsook de bevaarbare waterwegen, die als dusdanig door de Regering gerangschikt zijn.

ART. 41.

De Koning kan voor wetenschappelijke doeleinden en omwille van redenen die verband houden met de volksgezondheid of met gewestelijke of plaatselijke belangen, afwijkingen van de beschermingsmaatregelen toestaan.

Die afwijkingen, wanneer zij betrekking hebben op aanlegenheden welke door de wetgeving houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, kunnen enkel toegestaan worden op eensluitend advies van de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort.

ART. 42.

La création des réserves naturelles domaniales et des réserves forestières, ainsi que l'agrément des réserves naturelles visées à l'article 10 de la présente loi, ne peuvent aller à l'encontre des prescriptions des plans d'aménagement et des projets de plans régionaux et de secteur.

ART. 43.

Chaque fois qu'à l'intérieur d'une réserve naturelle ou forestière à créer ou existante se trouve une nappe aquifère exploitée ou susceptible d'être exploitée pour l'approvisionnement public en eau potable, la réserve n'est érigée ou les mesures de protection ne sont prises qu'après consultation du Ministre de la Santé publique.

CHAPITRE VII.

Dispositions pénales.

ART. 44.

§ 1^{er}. Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères prévues par le Code pénal, par la loi du 28 février 1882 sur la chasse et par la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux, est punie d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de cent francs à deux mille francs ou de l'une de ces peines seulement, l'infraction aux dispositions des articles 5, 11 et 38 ou aux arrêtés pris en application de ces articles.

Pour autant qu'elle ne soit pas sanctionnée par les dispositions de l'alinéa 1^{er}, l'infraction aux dispositions de la présente loi ou aux arrêtés royaux pris en exécution de celle-ci est punie d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende de dix francs à vingt-cinq francs ou de l'une de ces peines seulement. En cas de récidive dans les trois ans d'une condamnation pour cause d'infraction à la même disposition, les peines fixées à l'alinéa 1^{er} sont applicables.

§ 2. Les peines fixées par la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970, sont applicables aux infractions aux arrêtés pris en exécution des articles 27 et 28.

§ 3. Les dispositions du chapitre VII et de l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 45.

Les objets ayant servi à commettre l'infraction ou ceux qui en proviennent peuvent être saisis.

Les objets saisis comestibles et périssables sont immédiatement remis à l'institution de bienfaisance la plus proche.

ART. 42.

De oprichting van Staatsnatuurreservaten en van bosreservaten, evenals de erkenning van natuurreservaten bedoeld in artikel 10 van deze wet, moeten verenigbaar zijn met de bepalingen van de plannen van aanleg en van de ontwerpen van streek- en gewestplannen.

ART. 43.

Wanneer er binnen een op te richten natuur- of bosreservaat grondwater aanwezig is dat voor de openbare bevoorrading van drinkwater wordt gebruikt of kan worden gebruikt, wordt het reservaat enkel opgericht of worden in het reservaat enkel beschermingsmaatregelen genomen na raadpleging van de Minister van Volksgezondheid.

HOOFDSTUK VII.

Strafbepalingen.

ART. 44.

§ 1. Overtreding van de artikelen 5, 11 en 38 of van in uitvoering van die artikelen genomen besluiten, wordt gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot drie maanden en met een geldboete van honderd frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen, onverminderd de toepassing van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, de jachtwet van 28 februari 1882 en de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plant-aardige produkten schadelijke organismen.

Overtreding van deze wet of van ter uitvoering ervan genomen besluiten, voor zover zij niet strafbaar is bij toepassing van het eerste lid wordt gestraft met een gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met een geldboete van tien frank tot vijftieng frank of met één van die straffen alleen. In geval van herhaling binnen drie jaar na een veroordeling wegens een zelfde bepaling zijn de bij het eerste lid gestelde straffen toepasselijk.

§ 2. Overtreding van de besluiten genomen ter uitvoering van de artikelen 27 en 28 wordt gestraft met de straffen gesteld bij de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.

§ 3. De bepalingen van hoofdstuk VII en artikel 85 van het Strafwetboek zijn op de in dit artikel bepaalde overtredingen van toepassing.

ART. 45.

De voorwerpen die gediend hebben tot het plegen van de overtreding of die eruit voortkomen, kunnen in beslag worden genomen.

De eetbare en bederfbare in beslag genomen voorwerpen worden onmiddellijk aan de dichtstbijgelegen weldadigheidsinrichting afgegeven.

ART. 46.

Le tribunal ordonne l'enlèvement dans le délai qu'il fixe des plantations qui ont été effectuées ou maintenues en infraction aux articles 40 et 48 et décide qu'en cas d'inexécution du jugement l'ingénieur des eaux et forêts y pourvoira aux frais de l'intéressé.

ART. 47.

Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les membres de la Gendarmerie et les agents de la police communale, ainsi que, selon le cas, par les ingénieurs et préposés de l'Administration des eaux et forêts, les fonctionnaires de l'Administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ainsi que les gardes assermentés des réserves naturelles agréées et les autres agents désignés par le Ministre de l'Agriculture.

Les procès-verbaux établis par ces agents de l'autorité font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est signifiée, dans les quinze jours de la constatation, aux auteurs de l'infraction.

Ces agents de l'autorité ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès aux usines, magasins, dépôts, bureaux, bateaux, bâtiments d'entreprise, étables, entrepôts, gares, wagons, véhicules et aux entreprises situées en plein air.

Ils ne peuvent visiter les lieux servant à l'habitation qu'avec l'autorisation du juge du tribunal de police et uniquement de cinq heures du matin à neuf heures du soir. La même autorisation est requise pour la visite des lieux non accessibles au public avant cinq heures du matin et après neuf heures du soir.

CHAPITRE VIII.

Dispositions finales et abrogatoires.

ART. 48.

L'article 35ter du Code rural est abrogé un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les résineux qui se trouvent plantés en infraction à l'arrêté royal du 8 mars 1963 déterminant les cours d'eau le long desquels toute plantation de résineux ne peut s'effectuer qu'à une distance de 6 mètres des bords, et qui n'ont pas atteint l'âge de 5 ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, doivent être enlevés dans un délai d'un an.

Les semis naturels, n'ayant pas atteint l'âge de 5 ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, doivent être enlevés dans le même délai.

ART. 49.

L'article 3, § 1^{er}, 3^o, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée par arrêté royal du 16 mars

ART. 46.

De rechtbank beveelt het uitroeien van de in overtreding van de artikelen 40 en 48 gedane of in stand gehouden aanplantingen binnen de termijn die hij bepaalt en beslist dat in geval van niet uitvoering van het vonnis het uitroeien zal geschieden door de ingenieur van waters en bossen op de kosten van de betrokkene.

ART. 47.

Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de leden van de Rijkswacht en de ambtenaren van de gemeentepolitie evenals, naar gelang van het geval, door de ingenieurs en aangestelden van het Bestuur van waters en bossen, de ambtenaren van het Bestuur van de stedenbouw en ruimtelijke ordening, evenals de beëdigde wachters van de erkende natuurreservaten en de andere door de Minister van Landbouw aangewezen ambtenaren.

De door deze overheidspersonen opgemaakte processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift daarvan wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling aan de overtreders betekend.

In de uitoefening van hun opdracht mogen deze overheidspersonen fabrieken, magazijnen, bergplaatsen, burelen, boten, bedrijfsgebouwen, stallen, stapelhuizen, stations, wagons, voertuigen en de in open lucht gelegen bedrijven betreden.

Zij mogen de plaatsen die tot woning dienen slechts bezoeken met verlof van de rechter in de politierechtbank en dan enkel van vijf uur 's morgens tot negen uur 's avonds. Dat verlof is eveneens vereist voor het bezoeken van de niet voor het publiek toegankelijk plaatsen vóór vijf uur 's morgens en na negen uur 's avonds.

HOOFDSTUK VIII.

Slot- en opheffingsbepalingen.

ART. 48.

Artikel 35ter van het Veldwetboek wordt opgeheven een jaar na het in werking treden van deze wet.

De naaldbomen die geplant zijn in overtreding van het koninklijk besluit van 8 maart 1963 waarbij de waterlopen bepaald worden langs welke elke aanplanting van naaldbomen niet dan op een afstand van ten minste 6 meter van de oevers mag geschieden, en die nog geen 5 jaar oud zijn op het ogenblik van het in werking treden van deze wet, moeten binnen het jaar worden uitgerooid.

De natuurlijke zaaillingen, die geen 5 jaar oud zijn op het ogenblik van het in werking treden van deze wet, moeten binnen dezelfde termijn worden verwijderd.

ART. 49.

Artikel 3, § 1, 3^o, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij koninklijk besluit van

1968, est remplacé par la disposition suivante : « 3° aux routes et chemins forestiers, ouverts à la circulation publique, situés dans les forêts de l'Etat, les réserves naturelles ou forestières ».

ART. 50.

Le Roi peut, après consultation des pouvoirs subordonnés, accorder, aux conditions qu'il détermine, l'exemption du précompte immobilier aux terrains faisant partie des réserves naturelles agréées.

16 maart 1968 wordt door de volgende bepaling vervangen :
« 3° voor het openbaar verkeer openstaande wegen in Staatsbossen, natuur- en bosreservaten ».

ART. 50.

Onder de voorwaarden die Hij bepaalt, kan de Koning, na raadpleging van de ondergeschikte besturen, vrijstelling verlenen van de onroerende voorheffing voor gronden die deel uitmaken van erkende natuurreservaten.